4 JAN 1916



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, Vendredi, 31 Décembre 1915.

PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, Friday, 31st December, 1915.

Proclamation

Canada,
Province de Québec. P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix janvier mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de la dite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au onze janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix janvier prochain; vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la dite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. P.-E. LEBLANC,

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the tenth day of January, one thousand nine hundred and sixteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eleventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the tenth of January next, and hereby convene you for the ELEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

4 JAN 1916

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce ONZIEME jour de DECEMBRE l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
7203—51-4 L.-P. GEOFFRION,

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this ELEVENTH day of DECEMBER, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
7204—51-4 Quebec.

Avis du Gouvernement

Quebec Furniture Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1915, constituant en corporation MM. Louis Philippe Fortier, Joseph Rodolphe Fortier, marchands de meubles, Gédéon Rousseau, Aimé Rousseau et Joseph Bolduc, menuisiers, de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de meubles, de toutes sortes, de poêles, prélarts, tapis rideaux et autres, effets et garnitures de maison, achat et vente ou vente à commission de ces divers meubles et effets, sous le nom de "Quebec Fruniture Company" Limited' avec un fonds social de douze mille piastres ($12,000.00),divisé en cent vingt (120) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,
7431 Sous-secrétaire de la province.

Christian Roumanian Aid and Culture Society, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18ème jour de décembre 1915, constituant en corporation MM. Constantin Baby, employé civil, Alexandre Buliga, charpentier, Peter Bourean, charpentier, Ferdinand Maximillian, mécanicien, George Suprovitch, conducteur de tramway, et Maftei Ivascuik, entraîneur, de Montréal, pour les fins suivantes:

L'assistance morale et matérielle aux indigents et malades Roumains, engagés dans toutes les carrières de la vie; faire les démarches nécessaires pour organiser un monument dont le but serait de construire et posséder une école Roumaine à Montréal;

Elever à un plus haut degré le niveau moral et intellectuel de la colonie Roumaine par des conférences et des distractions sociales;

Bâtir et posséder des édifices qui seront affectés comme une école à l'usage des Roumains et pour fins sociales et charitables, les garnir de meubles convenables, avec aussi le droit d'acheter des terrains pour y élever des constructions à ces dites fins, les grever et hypothéquer, tel qu'il sera le plus avantageux et le plus convenable, pour le bénéfice

Government Notices

Quebec Furniture Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Louis-Philippe Fortier, Joseph Rodolphe Fortier, furniture merchant, Gédéon Rousseau, Aimé Rousseau and Joseph Bolduc, joiners, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in furniture, stores of all kinds, oiled cloths, carpets, curtains and house furnishings, to purchase and sell, on commission or otherwise, the above household goods, under the name of "Quebec Furniture Company, Limited" with a capital stock of twelve thousand dollars ($12,000.00), divided into one hundred and twenty (120) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,
7432—52-2 Assistant Provincial Secretary.

Christian Roumanian Aid and Culture Society, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of December, 1915, incorporating Messrs. Constantin Baby, employé civil, Alexander Buliga, carpenter, Peter Bourean, carpenter, Ferdinand Maximilian, mechanic; George Suprovitch, street railway conductor, and Maftei Ivascuik, driller, of Montreal, for the following purposes:

Material and moral support of the needy and sick Roumanian, in all ways of life;

The necessary steps for a movement to build and own a Roumanian school in Montreal;

Through lectures and social amusements, to bring the Roumanian people to a higher standard of morality and education;

To build and own buildings to be used as Roumanian school and for social and charitable purposes and to garnish them with suitable furniture with the right of buying lands, and make construction thereon for said purposes and grant mortgages and hypothecs as may be most convenient and suitable to said society in order to

de la dite société afin de réaliser les objets pour lesquels elle est constituée et organisée, sous le nom de "Christian-Roumanian Aid and Culture Society, Limited", avec un fonds-social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18ème jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7429—52-2 Sous-secrétaire de la province.

obtain the purposes of its existence and organization, under the name of "Christian Roumanian Aid and Culture Society Limited", with a capital stock of tewnty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7430—52-2 Assistant Provincial Secretary.

La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt trois novembre 1915. à "La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de cinq mille piastres ($5,000.00), à celle de dix mille piastres ($10,000.00), divisée en actions de cinquante piastres ($50.00) chacune, et de plus accordant les pouvoirs additionnels suivants: Pouvoir de circuler dans les voies et routes des comtés de Soulanges et de Vaudreuil, le tout conformément aux dispositions des articles 6028 et 6046 des S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1915.

C. J. SIMARD,

7575—52-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1915, increasing the capital stock of "La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges" from the sum of five thousand dollars ($5,000.00) to that of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into shares of fifty dollars ($50.00) each and granting said company the following additional powers: Power to run its lines in the highways and roads of the counties of Soulanges and Vaudreuil, the whole under the provisions of articles 6028 and 6046 of the Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of November, 1915.

C. J. SIMARD,

7576—52-2 Deputy Provincial Secretary.

Canadian Hand Laundry, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1915, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Thibault, Damien Messier, Arthur Galipeau, Joseph Phidime Portelance, Joseph Bruno Lebœuf, et Albert Thibault, buandiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Blanchir, laver, nettoyer, repasser, presser, teindre, coudre, du linge de toute sorte;

Aller le chercher à domicile, faire la sollicitation auprès des personnes, faire la distribution de tout tel linge;

Acheter, acquérir, fabriquer, échanger par le trafic toute installation machine, accessoires, presses, moteurs et autres choses nécessaires pour exercer les affaires de la dite compagnie; les payer en espèces sonnantes ou en actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie; spécialement acheter tous les objets mobiliers servant actuellement à l'exploitation du dit commerce et appartenant à Jean-Baptiste Thibault et en payer le prix comme sus-dit;

Acquérir par achat ou autrement toute entreprise exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie identique, telle que celle des tabliers, serviettes, nappes, etc., et les payer en actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie; ou les vendre, louer ou autrement en disposer, en totalité ou en partie; s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables a ceux de la présente compagnie et généralement faire toute exploitation concernant les fins pour lesquelles la dite compagnie demande d'être incorporée, sous le nom de "Canadian Hand Laundry, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Canadian Hand Laundry, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. Jean Baptis-Thibault, Damien Messier, Arthur Galipeau, Joseph Phidime Portelance, Joseph Bruno Lebœuf and Albert Thibault, landrymen, of the city of Montreal, for the following purposes:

To laundry, wash, clean, iron, press, dye, sew linen of every kind;

To sollicit, orders from individuals and to collect and deliver linen from and to the domicile of clients;

To purchase, acquire, manufacture, exchange by trade any installation, machinery, accessories, presses, motors and other equipment necessary for the carrying on of the business of said company, and to pay for same in cash or in paid shares or other securities of this company, especialy to purchase all moveable equipment now used in the exploitation of said business belonging to Jean Baptiste Thibault and to pay for same as aforesaid;

To acquire by purchase or otherwise any undertaking carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on or any business identical thereto, such as aprons, napkins, table-cloths etc., and to pay for same in paid up shares or other securities of the company; or to sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of same; to amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company and generally carry on any business relating to the purposes for which said company is incorporated, under the name of "Canadian Hand Laundry, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7417—52-2 Sous-secrétaire de la province.

Club Papineau, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier décembre 1915, constituant en corporation MM. Adélard Adam, gentilhomme; Hervé Smith, gérant; Edouard Pelletier, menuisier; Joseph N. Sabourin, commis et Jean Baptiste Seguin, contracteur, de Montreal, dans les buts suivants:

Tenir un club avec licence de liqueurs spiritueuses avec en même temps une salle d'amusements, billard, pool ;

Avec pouvoir d'acquérir, posséder, hypothéquer et vendre des immeubles et faire toutes les transactions rélatives à l'exploitation du dit club, sous le nom de "Club Papineau Limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, est a Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre, 1915.

C. J. SIMARD,

7419—52-2 Sous-secrétaire de la province.

Lachute Stores, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1915 constituant en corporation MM. William Henry Ayers, manufacturier, Félix Paquette, marchand, Samuel Flibotte, surintendant, Wilfrid Bélanger, contre-maître, Joseph Ampleman, boulanger, de Lachute, dans les buts suivants:

Etre négociants et marchands en gros et en détail de nouveautés, merceries, modes, literies, carpettes, chapeaux et fourrures, hardes faites, épiceries, tous les produits de la ferme, provisions, confiseries, pipes et tabass, verreries, porcelaines, quincailleries, chaussures, bois et charbon, meubles, machines agricoles, ciment et tous les matériaux de construction et toutes autres marchandises qui peuvent être l'objet de commerce;

Faire le commerce de l'immeuble, acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, biens et créances y compris aucune option, concession ou autre privilège semblable d'aucune personne, société, association, corporation et les payer totalement ou partiellement en numéraire ou en obligations; ou à l'acquit intégral ou partiel d'iceux, distribuer et émettre comme libérées et non sujette à appel, des parts du capital actions de la présente compagnie;

Acquérir et se procurer telle propriété mobilière et immobilière, qui peut devenir nécessaire aux fins de son industrie, et construire, acheter ou louer telles bâtisses, appareils ou machineries qui pourront être utiles dans l'exercice d'icelle;

Vendre, louer, grever et hypothéquer la totalité ou aucune partie, a sa convenance, de ses biens meubles et immeubles; recevoir en paiement complet ou partiel d'iceux du numéraire, des obligations, des actions ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation ou compagnie;

Acquérir ou détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des parts, valeurs ou entreprises

The principal place of business of the corporation, to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7418—52-2 Deputy Provincial Secretary.

Club Papineau, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of December 1915, incorporating Messrs, Adelard Adam, gentleman; Herve Smith, manager; Edouard Pelletier, joiner; Joseph N. Sabourin, clerk and Jean Baptiste Seguin, contractor, of Montreal, for the following purposes:

To operate a club licensed to sell, spirituous liquors, together with recreation rooms, billiard and pool rooms;

With power to acquire, hold, hypothecate and sell immoveables and carry on any business incidental to the exploitation of said club, under the name of "Club Papineau Limitee," with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation,to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7420—52-2 Deputy Provincial Secretary.

Lachute Stores, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1915, incorporating Messrs. William Henry Ayers, manufacturer, Felix Paquette, merchant, Samuel Flibotte, superintendent, Wilfrid Belanger, foreman, Joseph Ampleman, baker, of Lachute, for the following purposes:

To act as wholesale and retail traders and dealers in fancy goods, haberdashery, millinery, bedding, rugs, hats and furs, ready made clothing, groceries and all farm produce, provisions, confectioneries, pipes and tobaccoes, glassware, chinaware, hardware, boots and shoes, wood and coal, furniture, farm implements, cement and all building materials and any other merchantable goods to deal in real estate;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm, association, or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash, or bonds, or in part payment or full payment therefor to allot and issue, as fully paid up, and non-assessable, shares of the capital of the company;

To acquire and secure such property, moveable or immoveable, as may be necessary for the purposes of its business, and to construct, purchase or lease such buildings, plant, apparatus or machinery, as may be useful in connection with its business;

To sell, lease, mortgage and hypothecate, or otherwise dispose of such moveable or immoveable property in whole or in part as it may see fit, and to accept in whole or partial payment thereof cash, bonds, stocks, or other securities in any other corporation or company;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares securities or under-

d'aucune autre compagnie dont l'un des objets se refère à l'exercice d'aucun des pouvoirs octroyés à la présente corporation transporter ses entreprises ou créances, ou se fusionner avec aucune telle compagnie;

Emettre des obligations et débentures garanties par la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière, actuelle ou future de la présente compagnie;

Garantir, assurer et se rendre responsable du paiement, des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune corporation, société ou individu;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière réelle ou personnelle, de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera convenable, et spécialement pour des parts, obligations, débentures ou valeurs dans aucune autre compagnie ou corporation;

Emettre la totalité ou aucune partie du capital de la présente compagnie, comme entièrement libéré et non sujet à appel, en paiement de la propriété mobilière ou immobilière ou autres créances acquises par elle, ou avec l'assentiment des actionnaires, pour rémunérer les services rendus à la compagnie dans ou à l'occasion de la souscription des parts ou débentures de la présente corporation ou pour toute autre considération que les directeurs approuveront dans son intérêt;

Généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et commerce conduisant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "Lachute Stores, Limited," avec un fonds social de ($20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres ($5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Lachute.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,
7421—52-2 Sous-secrétaire de la province.

taking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To issue bonds, and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present or future;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsœver, of any other corporation, firm or individual;

To sell or alienate the whole or any part of the moveable or immoveable, real or personal property of the company for such consideration as the company may deem convenient and especially for shares, bonds, debentures or securities in any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the capital stock of the present company as fully paid up and non-assessable shares in payment of any moveable or immoveable property or other claims acquired by the company, or with the approval of shareholders as the remuneration for services rendered to the company in or about the subscription of shares and debentures of the present corporation or for any such other consideration as the directors may approve in its interest.

Generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Lachute Stores, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars ($5.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Lachute.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,
7422—52-2 Assistant Provincial Secretary.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 27 décembre 1915, inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 20 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 25 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 31 janvier 1916 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 14 février 1916 inclusivement.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION,
Québec, 11 décembre 1915. 7205—51-9

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 27th December, 1915, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 20th January, 1916, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 25th January, 1916, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 31st January, 1916, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 14th February, 1916, inclusively.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.
Quebec, 11th December, 1915. 7206—51-9

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande,

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATES BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on

être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. *Pour des lois de constitution en corporation.*

(*a*) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(*b*) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(*c*) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:*

(*a*) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux— dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(*b*) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extention des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(*c*) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes

6381—46—13

behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statuory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. *For acts of Incorporation.*

(*a*) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges —in the principal place in each county or district affected;

(*b*) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(*c*) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(*a*) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(*b*) For the revival or continuation of charter or for extention of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(*c*) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statuory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons

6382—46—13

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Louis Bélair, William Légaré, Louis Paquette, Modiste Viau, W. H. Tyndale, R. I. Griffin, Wilfrid Lachaine, Alexandre Pilon, Stuart Howard, Elzéar Beaulieu, Tancrède Legault, tous propriétaires, résidents et contribuables de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, comté de Terrebonne, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour détacher de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, et en former une municipalité distincte sous le nom de municipalité de Val Morin, les lots suivants:

(*a*) Une partie du territoire borné au nord par les limites de la dite paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie; d'un côté, au nord-ouest, par la ligne de séparation entre la municipalité de Sainte-Adèle et le canton Doncaster; au sud partie par la ligne de division des lots 9 et 10 du 6ième rang du canton Morin, et partie par la ligne de division des 10ième et 5ième rangs du canton Morin; à l'ouest partie par la ligne de division des 5ième et 6ième rangs du canton Morin, et partie par la ligne de division des lots 12*b* du 10ième rang d'avec le lot 13*a* du 10ième rang et 12*a* du 11ième rang d'avec le lot 13*b* du 10ième rang et partie par la ligne de séparation du lot 12*b* du 11ième rang d'avec 13*b* du 11ième rang; partie par la ligne de séparation du 8ième rang d'avec le 9ième, et formera une municipalité distincte sous le nom de municipalité de Val Morin.

Avec pouvoir d'emprunter un montant n'excédant pas $5,000.00.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 27 décembre 1915. 7631—53–4

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi accordant les droits et pouvoirs suivants, savoir:

(a).—Le pouvoir d'emmagasiner, dans le lac Kénogami et dans les lacs et étangs qui s'y déversent, au moyen d'écluses ou digues, les eaux nécessaires pour régulariser le cours des rivières Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Le pouvoir de remplacer les écluses ou digues qu'elle exploite à cette fin sur la rivière Chicoutimi, à ou vers l'endroit appelé Portage des Roches, et sur la rivière Aux Sables, à ou vers l'endroit appelé Pibrac, par des écluses plus hautes et plus effectives.

(c).—Le pouvoir de creuser le lit des rivières Chicoutimi et Aux Sables depuis le lac Kénogami jusqu'aux dites écluses du Portage des Roches et de Pibrac.

(d).—Le pouvoir d'acquérir par bail, achat, expropriation ou autrement, selon le cas, les lacs, étangs, rivières, écluses, travaux et immeubles utiles pour arriver à ses fins.

(e).—Le pouvoir de vendre, moyennant un tarif approuvé, et sous réserves des droits acquis par les tiers à ce jour, aux personnes et compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve dans le lac Kénogami et ses tributaires.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Chicoutimi, 14 décembre 1915. 7397—52–4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that Louis Belair, William Legare, Louis Paquette, Modiste Viau, W. H. Tyndale, R. I. Griffin, Wilfrid Lachaine, Alexandre Pilon, Stuart Howard, Elzear Beaulieu, Tancrede Legault, all being proprietors, residents and rate payers in the parish of Sainte Adele d'Abercrombie, county of Terrebonne, will apply to the Quebec Legislature at its next session for the passing of an act to separate from the municipality of the parish of Sainte Adele d'Abercrombie, and form into a distinct municipality to be known as the municipality of Val Morin, the following lots:

(*a*) A piece of territory bounded on the north by the limits of the said parish of Sainte Adele d'Abercrombie; on one side, to the north-west, by the line dividing the municipality of Sainte Adele from the canton Doncaster; on the south partly by the line dividing lots 9 and 10 of the 6th range of the canton Morin, and partly by the line dividing the 10th and 5th ranges of the canton Morin; on the west partly by the line dividing the 5th and 6th ranges of the canton Morin, and partly by the line dividing lots 12*b* of the 10th range from lot 13*a* of the 10th range and 12*a* of the 11th range from lot 13*b* of the 10th range and partly by the line dividing lot 12*b* of the 11th range from 13*b* of the 11th range; partly by the line dividing the 8th range from the 9th range, and shall form a separate municipality under the name of the municipality of Val Morin.

With power to borrow an amount not exceeding $5,000.00.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, December 27th, 1915. 7632—53–4

Public notice is hereby given that "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an Act granting it the following rights and powers, to wit:

(a).—Power to store, in Lake Kenogami and the lakes and ponds emptying into it, by means of dams or embankments, the water necessary to regulate the flow of Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Power to replace the dams or embankments operated by said company for the above purposes on the Chicoutimi River, at or near the place called "Portage des Roches" and on the Aux Sables River at or near the place called Pibrac, by higher and more effective dams.

(c).—Power to dig the beds of the rivers Chicoutimi and Aux Sables, from Lake Kenogami to said dams situated at "Portage des Roches" and Pibrac.

(d).—Power to acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, as the case may be, the lakes, ponds, rivers, dams, works and immoveable suitable for the attainment of its purposes.

(e).—Power to sell, at a certain approved rate and under the reserve of rights held by third parties up to this day, to persons and industrial corporations requiring same, the water thus stored and kept in reserve in Lake Kenogami and its tributaries.

LAPOINTE, & LANGLAIS,
Attorneys for "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Chicoutimi, 14th December, 1915. 7398—52–4

Avis est donné par le présent que la compagnie "North Shore Power" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77 et ses amendements, afin de lui permettre de pouvoir étendre ses opérations hors des limites du district de Trois-Rivières, et plus spécialement dans les comtés de Portneuf et de Lotbinière ; et aussi pour lui permettre d'utiliser certains appareils pour contrôler le courant livré au consommateur et régulariser leur installation et leur usage; et aussi certains autres amendements qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement de la compagnie.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la requérante.
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7399—52-4

Notice is hereby given that the "North Shore Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending the Act 60 Victoria, chapter 77 and other statutes amending the same, authorizing the company to extend its operations beyond the limits of the district of Three Rivers, and more especially in the counties of Portneuf and Lotbinière; and also authorizing the company to use certain appliances to control the current delivered to the consumers and also providing for their installation and use; and for certain other amendments as may be deemed necessary.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attorneys for petitioner.
Three Rivers, 15th December, 1915. 7400—52-4

Avis est par le present donné que la compagnie Three Rivers Traction s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 102, lui accordant des pouvoirs plus étendus pour lui permettre de faire circuler ses voitures dans les limites du village et de la paroisse du cap de la Madeleine, nonobstant la résistence du Conseil et son refus de soumettre le règlement au peuple, et autres amendements devenus nécessaires depuis le commencement des opérations du tramway.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la requérante.
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7401—52-4

Notice is hereby given that the Three Rivers Traction Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an Act amending the Act 4 George V, chapter 102, so as to grant said company the power to run its cars within the limits of the village and parish of Cap de la Madeleine, notwithstanding the opposition of the Council and its refusal to submit by-law to ratepayers and for other powers which the putting into operation of its tramway has rendered necessary.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attorneys for petitioner.
Three Rivers, 15th December, 1915. 7402—52-4

Avis est par le présent donne que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation le "Royal Victoria Collège", pour l'instruction supérieure des femmes.

CASGRAIN, MITCHELL,
HOLT, McDOUGALL,
CREELMAN & STAIRS,
Avocats des réquérants.
Montréal, 16 décembre 1915. 7405—52-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act incorporating the "Royal Victoria College", for the higher education of women.

CASGRAIN, MITCHELL,
HOLT, McDOUGALL,
CREELMAN & STAIRS,
Solicitors for applicants.
Montreal, 16th December, 1915. 7406—52-4

Avis est donné par Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs Handing, de la cité et du district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi, formant en corporation scolaire distincte, les propriétaires, occupants, locataires et contribuables professant la religion catholique et parlant la langue anglaise, dans les municipalités scolaires suivantes, savoir: Saint-Stanislas, Saint-Grégoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint-François Solano, Saint-Jean Berchmans et pour autres fins s'y rapportant.

PETER Mc EVOY,
JOHN J. RYAN,
D. MALONEY,
R. G. JOHNSON,
THOS. FRS. HANDING,
Montréal, 18 décembre 1915. 7383—52-4

Notice is hereby by Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs. Handing, of the city and district of Montreal, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act forming into a distinct school corporation the proprietors, occupants, tenants and ratepayers, professing the catholic religion and speaking the english language, in the following school municipalities, to wit: Saint Stanislas, Saint Gregoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint François Solano, Saint Jean Berchmans and for other purposes.

PETER McEVOY,
JOHN J. RYAN,
D. MALONEY,
R. G. JOHNSON,
THOS. FRS. HARDING,
Montreal, 18th December, 1915. 7384—52-4

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite pour la sanction d'un bill pour prolonger le délai accordé à "The Saint Francis Valley Railway Company" par la section 7 du chapitre 83 des Statuts de Québec 1912, 3 Georges V, pour construire la partie de son chemin de fer comprise entre Richmond, ou Melbourne, et Saint-François-du-Lac, et pour complèter son chemin de fer.

BEIQUE & BEIQUE,
Avocats de la requérante.
Montréal, 14 décembre 1915. 7379—52-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of an Act to extend the time granted to The Saint Francis Valley Railway Company, by section 7 of chapter 83 of the Statutes of Quebec, 1912, 3 George V for the construction of that part of its Railway between Richmond, or Melbourne, and Saint François du Lac, and to complete its Railway.

BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for Applicant,
Montreal, 14th December, 1914. 7380—52-4

Avis est donné par Thomas A. Trenholme, cultivateur, de la cité de Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, changeant le mode de la collection, par la cité de Montréal, du rôle de perception fait par le paiement du coût de l'acquisition des terrains nécessaires pour l'extension de l'Avenue Connaught, dans la cité de Montréal; et que, lors de l'adoption par la législature, à cette même session, de la loi amendant la charte de la cité de Montréal, il proposera un amendement au même effet et pour autres fins s'y rapportant.

J. A. TRENHOLME,

Montréal, 24 décembre 1915. 7381—52-4

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte, concernant: La qualification foncière des membres du conseil; une certaine indemnité à être donnée aux porteurs de licences pour la vente de liqueurs enivrantes, le droit de les aider en achetant leurs propriétés ou autrement; le droit pour la cité d'opérer des hôtels ou auberges de tempérance ou autres et des débits de liqueurs enivrantes dans certains cas; un amendement à l'article 55 de sa charte, concernant l'aide à diverses entreprises de commerce ou de manufacture; le droit de taxer certaines personnes ou corporations exerçant un commerce ou moyen d'existence quelconques; la règlementation ou la prohibition des autobus dans les limites de la cité; le pouvoir d'emprunter certaine sommes d'argent pour certaines fins; le pouvoir de disposer des fonds d'amortissement; l'achat de terrain pour y construire des bâtisses pour manufactures ou ateliers et le pouvoir de faire des règlements à cette fin; l'achat de terrains pour tenir des expositions agricoles et autres, et le pouvoir d'établir des commissions spéciales dans ce but et de faire des règlements pour cette fin ; un amendement à la section 89 de sa charte concernant les emprunts temporaires; le pouvoir d'indemniser les membres du conseil ; la création d'un fonds de secours pour les pauvres et autres personnes dans le besoin.

ARTHUR BELIVEAU,
Greffier.

Trois-Rivières, 17 décembre, 1915. 7403—52-4

Avis est par le présent donné que Benjamin Shulman, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

7425—52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Avis est par le présent donné que la société d'Histoire Naturelle de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session qu'une loi soit votée, comme amendement à sa charte, pour l'autoriser à se fusionner avec aucune autre institution éducationnelle littéraire ou scientifique, à détenir une plus grande valeur en biens immeubles, à en acquérir, posséder et en occuper en aucun endroit sur l'Ile de Montréal, soit seule, soit conjointement avec aucune autre société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables; à pourvoir à leur administration, soit seule, soit conjointement avec d'autres; à contracter tels emprunts qui seront convenables aux fins de la société et à les garantir par hypothèque sur aucun immeuble de la société; et, pour tous autres objets.

J. S. BUCHAN,
Procureur de la requérante.

Montréal, 7 décembre 1915. 7185—51-4

Notice is given by Thomas A. Trenholme, farmer, of the city of Montreal, that he shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act changing the mode of collection by the city of Montreal, of the assessment roll and for the payment of the costs of acquiring the lands necessary for the extension of Connaught Avenue, in the city of Montreal, and that, when the law amending the charter of the city of Montreal, shall be proposed for adoption to the said legislature, at this same session, he shall propose an amendment thereto, to the same effect, and for other purposes.

J. A. TRENHOLME,

Montréal, 24th December, 1915. 7382—52-4

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter on the following matters; Property qualification of the members of the council; a certain indemnity to be paid to the licensees for the sale of spirituous liquors; the right to come to the aid of such persons by buying their property or otherwise; the right to operate temperance or other hotels or inns and places for the sale of spirituous liquors, in certain cases; an amendment to article 55 of its charter respecting aid to various commercial or industrial undertakings; the power to tax certain persons or corporations carrying on any business or trade whatever; the regulation or prohibition of autobus within the city limits; the power to borrow certain sums of money for various purposes; the power to dispose of the sinking fund; the purchase of land for the erection of factories or workshop and the power to pass by-laws to that effect; the purchase of land for holding thereon agricultural or other exhibitions and the power to establish special commissions for that purpose and to make by-laws to that effect; an amendment to section 60 of its charter respecting temporary loans; the power to indemnify the members of the council; the creation of a relief fund for the poor and needy.

ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

Three Rivers, 17th December, 1915. 7404—52-4

Notice is hereby given that Benjamin Shulman will apply to the legislature, at its next session, for an Act authorizing the bar to admit him among his members, after examinations.

7426—52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session by the Natural History Society of Montreal for an Act to amend its charter to authorize it to amalgamate with any other educational, or literary of scientific institution, to hold a larger amount of real property, to acquire, hold and occupy the same anywhere on the Island of Montreal, either by itself or jointly with any other Society or Corporation having similar purposes in whole or in part, to provide for the administration of the same either jointly with others or alone, to borrow such sums as may be deemed advisable for the purposes of the Society and to secure the same by hypothecating any real property of the Society and for all other purposes.

J. S. BUCHAN,
Attorney for applicants.

Montreal, 7th December, 1915. 7186—51-4

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes :

Pour définir le mot immeuble; au sujet du vote des règlements par les électeurs municipaux et pour définir d'une manière claire quand ils sont adoptés ou refusés; au sujet de la limite d'emprunt; au sujet de la ratification des règlements Nos. 160, 161, 162 et des débentures émises en vertu d'iceux; au sujet du quorum du Conseil en cas de résignation de plusieurs échevins; au sujet des actions en dommages pour améliorations locales et autres et leur prescription; pour forcer la construction de trottoirs; pour imposer une taxe ou licence sur garages et automobiles de louage et sur places de jeu, compagnies d'assurances; pour pouvoir donner des débentures en garantie collatérale; pour enregistrement des débentures et leur radiation; pour réglementer le mode de construction dans certaines parties de la cité, et déterminer à quelle distance de la rue les maisons seront construites; au sujet de la subdivision des terrains et des rues dans certains quartiers ; au sujet du rôle d'évaluation et des reviseurs et du rôle supplémentaire; rectification des lignes du quartier 1*a* ; pour donner droit à tous propriétaires de voter aux élections des commissaires d'écoles qu'ils aient payé leurs redevances scolaires ou non; pour donner droit à tout candidat à leur charge de commissaire d'écoles mis en nomination, de résigner dans les vingt-quatre heures.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,
Procureur de la cité de Hull.

Hull, 16 décembre 1915. 7377—52-4

Je, soussigné Louis-Réné Gagné, de la cité de Québec, donne avis que je soumettrai à la prochaine session de l'Assemblée législative un projet de loi aux fins d'autoriser le Barreau de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres immédiatement, sans examen, pour l'admission à l'étude.

LOUIS-RENE GAGNE,
Gagné & Gagné, avocats.
111 Côte de la Montagne. 7187—51-4

Avis public est par les présentes donné que Maurice Goudrault, étudiant en droit, de la cité de Montréal, district de Montréal, ayant obtenu la permission du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, présentera à la prochaine session de la Législature, un bill pour être admis à la pratique du droit après avoir passé l'examen final requis pour la pratique.

MAURICE GOUDRAULT,
Requérant.

Montréal, le 11 décembre, 1915. 7189—51-4

Les soussignés Alexander MacLeay, marchand, et Murdock McDonald, cultivateur, tous deux du canton de Shipton, dans le comté de Richmond; Charles Boutelle, marchand de meubles; Chester H. Cleveland, manufacturier; James Riddle, marchand; George MacCracken, marchand; Byron H. Barnard, *jobber*; George W. Adams, dentiste; M. Henry Richey, gérant de banque; and Charles C. Brown, maître de poste, du village de Danville, dans le comté de Richmond, donnent avis par les présentes qu'ils s'adresseront à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une charte sous le nom corporatif de "Danville Protestant Cemetery Company", ayant son bureau principal dans le village de Danville, dans le comté de Richmond, avec succession perpétuelle, et, entre autres pouvoirs, les suivants, viz: d'acquérir et, après telle

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law for the following purposes:

To define the word "immoveable"; regarding the voting of the by-laws by municipal electors and to define properly when such by-laws are adopted or not; concerning the borrowing power and its limits; to ratify by-laws 160, 161, 162 and bonds issued under same; concerning the quorum of the council in case of resignation of many aldermen; concerning actions in damages based on local improvements; works and others and their prescription; to force the construction of sidewalks; to impose a license or tax on garages, automobiles to hire, and curiosity shows of all kinds and insurance companies; to give bonds in collateral security; concerning the registration of bonds and their radiation; concerning the mode of construction of buildings in certain parts of the city and to determine at what distance of the street buildings may be constructed; concerning the subdivision of lands and streets in certain wards; concerning the assessment roll, the revisors and the supplementary roll; to rectify the description of ward No. 1*a*; to give the right to all owners to vote at the election of school commissionners, whether they have paid their school taxes or not; to give the right to one candidate as school commissioner to resign within twenty four hours.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,
Attorney for the city of Hull.

Hull, 16th December, 1915. 7378—52-4

I, the undersigned, Louis-Réné Gagné, of the city of Quebec, hereby give notice that I will present at the next session of the Legislative assembly, a bill to authorize the Bar of the province of Quebec to admit me amongst its members immediatly, without examination, for admission to study of law.

LOUIS-RENE GAGNE,
Gagne & Gagné, avocats.
111 Mountain Hill. 7188—51-4

Public notice is hereby given that, Maurice Goudrault, of the city of Montreal, district of Montreal, having obtained the permission from the general Council of the Bar of the province of Quebec, will, at the coming session of the Legislature, present a bill in order to be admitted to law practice after having passed the final examination for practice.

MAURICE GOUDRAULT,
Petitioner

Montreal, December the 11th, 1915. 7190—51-4

The undersigned Alexander MacLeay, merchant and Murdock McDonald, farmer, both of the township of Shipton, in the county of Richmond; Charles Boutelle, furniture dealer; Chester H. Cleveland, manufacturer; James Riddle, merchant; George MacCracken, merchant; Byron H. Barnard, jobber; George W. Adams, dentist; M. Henry Richey, bank manager; and Charles C. Brown, Postmaster, of the village of Danville, in the county of Richmond, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session theref, to obtain a charter under the corporate name of "Danville Protestant Cemetery Company", having its head office in the village of Danville, in the county of Richmond, and perpetual succession, with the following powers among others, to wit: to acquire and, after such acquisition, be vested with the

acquisition, d'être investis du contrôle, de l'entretien et de l'administration de la propriété actuellement connue sous le nom de "Danville Protestant Cemetery", ainsi que des autres cimetières protestants dans le canton de Shipton; d'avoir, d'acquérir, et posséder les biens requis à cette fin, ladite propriété devant en tout temps être exempte de taxes municipales et scolaires, se trouver située dans le canton de Shipton et ne pas excéder en valeur annuelle la somme de cinquante mille piastres; de posséder et maintenir un cimetière sur telle propriété; de louer ou de vendre des lots pour des sépultures, ainsi que d'y faire des améliorations et des embellissements; de gérer les affaires de cette compagnie à l'aide d'un bureau de dix directeurs élus deux à deux par chacune des dénominations protestantes, actuellement établies dans le village de Danville, viz: Congrégationaliste, Episcopalienne, Méthodiste, Adventiste et Presbytérienne: le pouvoir de faire des règlements et en général de faire tous actes tendant à assurer l'établissement, l'usage, le maintien et l'administration de ce cimetière ou de ces cimetières.

LEON GARNEAU,
Procureur des pétitionnaires.

Danville, 11 décembre 1915. 7191—51-4

Avis public est, par les présentes donné par la corporation de la ville Laval des Rapides, dans le comté Laval, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, loi 2 Georges V, chapitre 75, et ses amendements (3 Georges V, chapitre 70, 4 Georges V, chapitre 95, et 5 Georges V, chapitre 100), pour les fins suivantes:

Autorisation d'emprunter une somme de $25,000.00 pour parfaire le coût des travaux municipaux qui ont été exécutés, autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas $25,000.00 pour niveler, macadamiser et faire certaines améliorations sur les avenues Impératrice, Napoléon, Roi de Rome et autres, ratification de résolutions et de règlements, administration, taxes sur les terres en cultures et sur les terres qui ont déjà été subdivisées, annexion de nouveaux territoires et autres pouvoirs.

GORDIEN MENARD,
Procureur, de la ville Laval des Rapides.

Laval des Rapides, 11 décembre 1915.
7193—51-4

AVIS.

Avis est donné de la part de Elie Jobin, écuyer, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, que, vu l'autorisation à cet effet que lui a donnée le Bureau des gouverneurs du collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à son assemblée tenue à Montréal, le 13 septembre 1915, il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'un bill privé à l'effet de régulariser sa cléricature.

Donné à Québec, ce 14 décembre 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
7223—51-4 Pour le pétitionnaire.

Avis est par le présent donné que "l'Institut des Artisans de Montréal", corps politique ayant son siège social en la cité de Montréal, dans la province de Québec, demandera à la Législature de la province, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée, amendant sa charte (8 Victoria, chap. 93, amendée par 23 Victoria, Chap. 137, refondue par 40 Victoria, Chap. 64, et amendée par les lois 51-52 Victoria, Chap. 117, 55-56 Victoria, Chap. 89, et 63 Victoria, Chap. 102), pour l'autoriser à

control, maintenance and management of the property now known as the Danville Protestant Cemetery, and other protestant cemeteries in the township of Shipton, to have, hold and possess property required for such purposes, said property to be at all times exempt from municipal and school taxes, and to be situated in the township of Shipton, and not to exceed in, annual value the sum of fifty thousand dollars; to own and maintain a cemetery on such property, to sell or lease lots for burial purposes, and to improve and embellish the same; to manage its affairs by means of a board of ten directors elected two from each of the following Protestant denominations now established in the village of Danville, viz: Congregational, Episcopal, Methodist, Adventist and Presbyterian; the power to make by-laws and generally to do all acts tending to assure the creation, use, maintenance and administration of such cemetery or cemeteries.

LEON GARNEAU,
Attorney for petitioners.

Danville, 11th December, 1915. 7192—51-4

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides, in the county of Laval, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, Act 2 Georges V, chap. 75, and its various amendments (3 Georges V, chap. 70, 4 George V, chap. 95, and 5 Georges V, chap. 100), for the following purposes:

Authorization to borrow a sum of $25,000.00 to make up the amount required to pay the cost of the municipal works which have been carried out, authorization to borrow a sum not exceeding $25,000.00 to grade, macadamize and effect certain improvements on Imperatrice, Napoleon, Roi de Rome and other avenues, ratification of resolutions and by-laws, administration, taxes on lands under cultivation and on the lands which have already been subdivided, annexation of new territories and other powers.

GORDIEN MENARD,
Attorney for the town of Laval des Rapides

Laval des Rapides, 11th December, 1915.
7194—51-4

NOTICE.

Notice is hereby given by Elie Jobin, esquire, of the city of Montreal, dental surgeon, that having secured the authorization to this effect from the Board of governors of the College of dental surgeons of the province of Quebec, at its meeting held at Montreal on the 13th of September 1915, he will apply to the Quebec Legislature at its next session for the granting of a private bill regularizing his indenture.

Given at Quebec, this 14th day of December, 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
7224—51-4 For the petitioner.

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by the "Mechanics' institute of Montreal", a body politic, having its head office at the city of Montreal in the province of Quebec, for an act to amend its charter, being the Act 8 Victoria, Chapter 93, as amended by 23 Victoria, Chapter 137, and consolidated by 40 Victoria. Chapter 64, and amended by Acts 51-52 Victoria, Chapter 117, 55-56 Victoria, Chapter 89, and 63

conclure aucun arrangement avec aucune autre organisation, dont les objets sont totalement ou partiellement semblables, à l'effet de se fusionner avec cette organisation aux fins d'acquérir et de détenir des biens meubles et immeubles en co-propriété; pouvoir à l'exploitation, l'occupation et l'administration communes d'aucune valeur ainsi détenue; ou, par aucune autre convention réciproque, conclure tels arrangements de nature à assurer l'extension et la réalisation de ses objets suivant convenance; contracter tels emprunts qui seront nécessaires aux fins de l'Institut et les garantir par hypothèque sur ses biens-fonds; et pour d'autres objets.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Avocats du requérant.

Montréal, 11 décembre 1915. 7195—51–4

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la ité de Montreal, s'adressera à la législature de de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux diverses lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1. Augmentation du revenu au moyen d'impôts additionnels ou autrement; 2. Emprunt des sommes nécessaires pour solder des dépenses d'administration; 3. Changement du système actuel d'administration; 4. Publication des avis dans les journaux; 5. Mode de prélèvement de la taxe du sou pour les hôpitaux et distribution du produit de cette taxe; 6. Publication des avis publics relativement aux rôles de taxes spéciales; 7. Exemption de taxes sur maisons d'éducation; 8. Imposition des taxes additionnelles sur les compagnies d'assurances pour aider l'Association de Bienfaisance des Pompiers; 9. Imposition d'une amende aux commissaires qui n'assistent pas aux séances du bureau ou du conseil; 10. Paiement par les conseils de comtés ou de municipalités de la pension des malades ou d'indigents qui viennent se faire traiter dans les hôpitaux ou asiles de Montréal; 11. Règlementation ou prohibition de l'usage de la viande de chat, de chien ou de cheval comme aliment, un imposition d'une licence à toute personne qui expédie du lait à Montréal ou qui en vend pour qu'il y soit expédié, règlementation au point de vue hygiénique des étables, même celles qui sont situées en dehors des limites de la cité, de la vente, du transport du lait à Montréal, de la traites des vaches, de la manipulation du lait, imposition des pénalités prévues par la charte pour infractions aux règlements adoptés pour ces fins et juridiction de la Cour du recorder dans le cas d'action ou poursuite distituée pour infractions à ces règlements; 12. Description des immeubles dans les rôles d'évaluation et de cotisation; 13. Règlementation au point de vue hygiénique du commerce des denrées alimentaires; 14. Exemption de certaines taxes municipales en faveur de la "Shamrock Amateur Athletic Association"; 15. Autorisation de déclarer rues et ruelles publiques les rues et ruelles ouvertes à la circulation; 16. Autorisation d'établir des services municipaux sur les rues et ruelles privées; 17. Subrogation des droits de la cité en faveur de ceux qui paient des taxes pour d'autres; 18. Annulation des chartes et contrats des compagnies qui exploitent des fondoirs et des abattoirs dans la cité; 19. Division des quartiers Mercier, Laurier et St-Denis; 20. Excavations dans les rues par des compagnies qui ont des chartes fédérales ou provinciales; 21. Referendum sur système actuel d'administration; 22. Préparation du budget annuel; 23. Pouvoir d'emprunt général et spécial; 24. Emprunt

Victoria, Chapter 102, to authorize it to enter into any agreement with any other organization having similar objetcs in whole or in part for the purpose of amalgamating with such other organization or for acquiring and holding real and personal property in joint ownership with it, and to provide for the joint use, occupation and administration of any property so held, or by any other mutual agreement to make such arrangements to ensure the extension and accomplishment of its objects as may be deemed advisable, to borrow such sums as may be required for the purposes of the Institute and to secure the same by hypothecating its real property and for other purposes.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 11th December, 1915. 7196—51–4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, to obtain certain amendments to its Charter the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the several laws amending the same, on the following matters, namely:

1. Increase of the revenue by means of additional taxes or otherwise; 2. Borrowing of the sums required to meet the administration expenses; 3. Change of the present administration system; 4. Publication of notices in the newspapers; 5. Mode of levying the one cent tax for hospitals and distribution of the proceeds of such tax; 6. Publication of public notices in connection with special assessment rolls; 7. Exemption from taxation on educational institutions; 8. Levying of additional taxes on insurance companies in order to assist the Firemen's Benefit Association; 9. Imposition of a fine on the Commissioners who do not attend the meeting of the Board or of the Council; 10. Payment by the County or Municipal Councils of the board of patients or destitute persons who come to Montreal to be treated in the hospitals or asylums of the city; 11. Regulation or prohibition of the use of cat, dog or horse flesh as food; licensing of any person shipping milk to Montreal or who sell such product to be shipped to Montreal, regulation, from a hygienic standpoint, of stables even those situated at the outside of the city limits, of the sale and shipment of milk of Montreal, of the milking of the cows, and the manipulation of milk, imposition of the penalties provided by the Charter for infringement to by-laws adopted for these purposes and jurisdiction of the Recorder's Court in case of actions taken for infringement to said by-laws; 12. Description of immoveables on the valuation and assessment rolls; 13. Regulation, from a hygienic stand-point, of the food-stuffs trade; 14. Exemption from the payment of certain municipal taxes in favor of the Shamrock Amateur Athletic Association; 15. Authorization to declare public streets or lanes such streets and lanes as are open to traffic; 16. Authorization to perform municipal works on private streets and lanes; 17. Subrogation in the City's rights in favor of those who pay taxes for others; 18. Annulment of the charters and contracts of the companies operating rendering establishments and abattoirs of the companies in the City; 19. Division of Mercier, Laurier and Saint Denis wards; 20. Excavations in the streets by companies having federal or provincial charters; 21. Referendum on the present administration system; 22. Preparation of the annual budget; 23. General and special borrowing power; 24. Special loan for the erection of a public market in the north part of the city; 25.

spécial pour marché public dans le nord de la cité; 25. Pouvoirs du maire et du maire-suppléant; 26. Paiement du coût des égoûts rues Lacasse, Pasteur et autres; 27. Vente d'immeubles pour taxes; 28. Fonctionnaires du département du greffier de la cité actuellement sous le contrôle des commissaires; 29. Préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation foncière; 30. Procédure au sujet de l'émission des emprunts; 31. Paiement des emprunts et taux d'intérêt sur iceux; 32. Préparation des rôles de répartitions spéciales, taux et paiement de l'intérêt sur les sommes d'argent avancées par la cité; 33. Nomination d'une commission pour étudier un mode de gouvernement unique pour toute l'Ile de Montréal; 34. Ratification d'une résolution du conseil votant $1,000 à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité.
Montréal, 15 décembre 1915. 7257—51-4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour donner au conseil le pouvoir de paver le Boulevard Pie IX et la 1ère Avenue, de la voie du C. P. R., aux limites nord; la rue Sherbrooke, ainsi que les parties des rues bornant le parc Maisonneuve, et les parties de rues comprises entre la voie du C. P. R., la rue Sherbrooke, la rue Letourneux et les limites ouest de la cité.

Pour construire et mettre en opération un incinérateur, et pourvoir à l'achat d'un terrain à cette fin, avec pouvoir de faire des arrangements avec la cité de Montréal, pour disposer à frais communs, des déchets et vidanges dans la partie est de Montréal;

Pour faire décréter qu'aucune manufacture ne sera érigée de la rue Boyce aux limites nord de la municipalité, et pour prohiber l'érection des poteaux des compagnies d'utilités publiques, sur tout le Boulevard Pie IX, jusqu'au Boulevard Gouin;

Pour ratifier les émissions et vente des débentures de la cité, émises à date, et autoriser l'émission de débentures pour payer la dette flottante;

Pour amender l'article 14 de la loi 3 Geo. V, ch. 58, relativement au cadastre de la terre No 17, du livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga;

Pour amender la charte de la Commission du Parc Maisonneuve, étant le Statut 3 Geo. V, ch. 59, ou le cas échéant, pour abroger ce dit statut, ainsi que l'article 5 de la loi 1 Geo. V, ch. 52, et autoriser, soit le conseil de Maisonneuve, soit le conseil de la cité de Montréal, ou les membres de la dite Commission, à vendre à certaines conditions les terrains faisant partie du Parc Maisonneuve;

Pour autoriser le Conseil à prélever, en faveur de certaines institutions de charité, une taxe sur les prix d'entrées, dans les théâtres, salles de vues animées, de concert, ou tout autre endroit où l'on donne un spectacle et où un prix d'entrée est exigé.

Pour autoriser le conseil à construire un édifice pour le service de l'hygiène, et acheter les terrains requis à cette fin.

Pour autoriser le Conseil, pour les fins ci-dessus mentionnées, à émettre des bons ou débentures de la cité, par règlement ou résolutions, nonobstant les formalités édictées en pareil cas par les Statuts refondus de 1888, ou la charte, et pour

Powers of the Mayor and Acting-Mayor; 26. Payment of the cost of sewers on Lacasse, Pasteur and other streets; 27. Sale of properties for taxes; 28. Employees of the City Clerk's Department now under the control of the Commissioners; 29. Preparation of assessment rolls and putting the same in force; 30. Procedure in connection with the issuing of loans; 31. Redemption of loans and rate of interest thereon; 32. Preparation of special assessment rolls, rate and payment of the interest on the sums advanced by the city; 33. Appointment of a Commission to consider a mode of single government for the whole of the Island of Montreal; 34. Ratification of a resolution of Council voting $1,000. to the French Canadian Education Association of Ontario.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's office.
Montreal, 15th December, 1915. 7258—51-4

Public notice is hereby given, that the city of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure amendments to its charter, and obtain the following additional powers;

To give to the Council the power to pave Pie IX Boulevard and First Avenue, from the C. P. R., line to the Northern limits; Sherbrooke street and also the portions of streets bounding Maisonneuve Park, and the portion of streets situate between the line of the C. P. R., Sherbrooke street, Letourneux street, and the western limits of the city;

To erect and maintain an incinerator, and to provide for the purchase of the land for that purpose, with power to come to an agreement with the city of Montreal, to dispose at common costs of garbages and offals in the eastern portion of Montreal;

To have it enacted that no factory will be erected from Boyce street to the Northern limits of the municipality, and to prohibit the erection of poles of public utilities companies, on Pie IX Boulevard, all through the Boulevard Gouin;

To ratify the issues and sales of bonds of the city issued to date, and authorize the issue of bonds to pay the floating debt.

To amend section 14, of the law 3 Geo. V, ch. 58, concerning the cadastre of the lot No. 17, of the book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To amend the charter of the Commission of Maisonneuve Park, being the statute 3 Geo. V, ch. 59, or as the case may be, to abrogate said Statutes, as well as section 5 of the law 1 Geo. V, ch. 52, and to authorize either the council of Maisonneuve or the council of the city of Montreal, or the members of said commission, to sell under conditions, the lands forming part of Maisonneuve Park.

To authorize the Council to levy for the benefit of certain institutions of charity, a tax on the entrance, fees in theatres, moving picture halls, concerts, or in any other places where a representation is given, and an entrance fee is asked for.

To authorize the Council to erect a building for the service of hygiene and to purchase the land for that purpose;

To authorize the Council, for the purposes above mentioned, to issue bonds or debentures of the City, by by-law of resolutions, notwithstanding the formalities enacted in similar cases by the Revised Statutes of 1888, or the

toutes autres matières se rapportant à l'amélioration et à l'admiration des affaires de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procs pour la cité de Maisonneuve.

Montréal, 14 décembre 1915. 7259—51-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi régularisant la cléricature de Joseph Labrèque de Québec, et permettant au Collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, de l'admettre au nombre de ses membres.

JOSEPH LABREQUE,

Québec, 13 décembre 1915. 7239—51-4

AVIS.

Avis est donné que MM. Louis Bolduc, marchand de bois du Lac Mégantic; Fréderic E. Osgood, hôtelier de Cookshire, dans le district de Saint-François; Georges H. Vandyke, marchand de bois de Hereford, dans le district de Saint-François; C. Edmond Taschereau, notaire de la cité de Québec, Malcolm J. Mooney, médecin-chirurgien de la cité de Québec, et autres personnes, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'érection en municipalité de ville, tant pour fins municipales que scolaires, d'un certain territoire comprenant toute cette partie de terrain située dans la municipalité de la Petite Rivière, qui se trouve au nord de la rivière Saint-Charles, entre la ligne nord-est de la susdite municipalité et la ligne nord-est du lot No 2416 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de Québec), comprenant les lots suivants avec toutes leurs subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de Québec), sous le nom de "La Ville de Québec-Ouest", avec les pouvoirs accordés par l'acte des Cités et Villes, sauf quelques changements, et pour autres fins.

LANE & LEMIEUX,
Procureurs des requérants.

Québec, 14 décembre 1915. 7281—51-4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal quant à son administration et à son gouvernement, à la composition du bureau des commissaires et du conseil et la rémunération de ses membres ainsi que celle du maire, à la réduction du nombre des quartiers ou districts électoraux, à la manière de voter aux élections aux différentes charges et spécialement, mais sans restreindre la portée du présent avis, pour réduire à cinq (5) le nombre des quartiers ou divisions électorales, fixer à trois (3) le nombre des échevins représentant chaque quartier et imposer à l'électeur l'obligation de voter pour autant de candidats de chaque catégorie qu'il y aura de charges à remplir.

LOUIS BOYER,
Procureur des requérants intéressés.

Montréal, 14 décembre, 1915. 7267—51-5

Charter, and for other matter pertaining to the improvement and the administration of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN & LAMAREE,
Attorneys for the city of Maisonneuve.

Montreal, 14th December, 1915. 7260—51-4

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act regulating the indenture of Joseph Labreque, of Quebec and authorizing the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members

JOSEPH LABREQUE,

Quebec, 13th December, 1915. 7240—51-4

NOTICE.

Notice is given that Messrs. Louis Bolduc, lumber merchant of Lake Megantic, Frederic E. Osgood, hotel keeper of Cookshire, district of Saint Francis; Georges H. Vandyke, Lumberman of Hereford, district of Saint Francis; C. Edmond Taschereau, notary, of the city of Quebec; Malcolm J. Mooney, physician and surgeon of the city of Quebec, and other persons, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the erection into a town municipality, both for municipal and school purposes, of a certain territory situate in the parish of Saint Sauveur (Banlieue of Quebec), district of Quebec, and comprising all the land in the municipality of Little River, lying north of the River Saint Charles, between the north eastern boundary of the said Municipality and the north eastern boundary of lot No. 2416 of the official cadastre of the said parish of Saint Sauveur (Banlieue of Quebec), comprising the following Nos. and all their subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, of the said official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, (Banlieue of Quebec), under the name of "The Town of Quebec West", with the powers granted by the cities and Towns's act, except some changes, and for other purposes.

LANE & LEMIEUX,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 14th December, 1915. 7282—51-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a law amending the charter of the city of Montreal as regards its administration and government, the way the board of control and council shall be composed and the remuneration of its members and that of the mayor, the reduction of the number of wards or electoral divisions, the manner of voting at the elections of the different city officers and especially, but without restraining the purport of this notice, to reduce to five (5) the number of wards and electoral divisions, to fix at three (3) the number of aldermen representing each ward and to impose upon the electors the obligation of voting for as many candidates of each class as there are offices to fill.

LOUIS BOYER,
Attorney for the interested petitiomers

Montreal, December 14th., 1915. 7268—51-5

Avis public est, par les présentes donné, que la ville de Montréal-Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins suivantes:

Amender sa charte, la loi 5, Geo. V, Chap. 108, notamment quant au pouvoir de la ville d'évaluer et d'imposer les terres en culture et les maisons d'habitations;—Restreindre, modifier ou abroger pour la ville certaines dispositions de la loi des cités et villes relatives aux séances du Conseil et aux avis de convocation d'icelles, ainsi qu'aux auditeurs, évaluateurs et autres officiers;—Ratifier, confirmer, valider et rendre obligatoires certains règlements et certaines résolutions, ainsi que certains plans préparés par F. C. Laberge, y compris le plan général de la municipalité, et décréter à l'avenir que nul plan de subdivisions des propriétés situées dans les limites de son territoire, n'aura d effet pour la ville qu'après qu'il aura été approuvé par son Conseil;—Autoriser la corporation à se munir d'une prise d'eau, à faire tous les travaux d'installation et autres en découlant, et passer, consentir et adopter avec les autres municipalités tous contrats, marchés, actes d'accord, conventions et règlements se rapportant à telle prise d'eau, ainsi qu'à la confection ou à l'entretien des chemins, rues et ruelles totalement et partiellement limitrophe, et à la jonction et mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc, d'égouts et autres services publics;—Autoriser la Corporation à établir et à prolonger, dans les limites de son territoire, des systèmes de tramways et d'éclairage par le gaz ou l'électricité, et passer, consentir, adopter et signer tous contrats, actes de franchise, marchés, conventions, arrangements et règlements jugés nécessaires à cette fin, avec pouvoir d'accorder des exemptions de taxes complètes ou partielles pour telle période qui sera jugée convenable; — autoriser la corporation à assister, encourager et garantir par résolutions ou règlements toutes entreprises d'embellissement et d'intérêts publics;—Accorder à la Corporation certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérés, et restreindre, modifier ou abroger pour la ville les dispositions de la loi des cités et villes quant à ces objets, savoir:

a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ces rues ou chemins publics; la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques, et l'élargissement et le redressement des rues et chemins publics, notamment de la Montée Saint-Michel et du Boulevard Gouin;

b) La construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueducs, avec, en particulier, le droit de poser ses tuyaux principaux dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées, sans être obligé d'acquérir telles propriétés, mais sujet à l'obligation d'indemniser qui de droit;

c) La construction, l'établissement et l'équipement d'un poste de pompiers et de polices, avec système d'alarme et autres accessoires;

d) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tous terrains nécessaires ou utiles à ce que dit ci-dessus, ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

e) L'emprunt d'une somme de $300,000.00 ou de toutes autres sommes nécessaires aux fins susdites, et à l'exécution de certains autres travaux publics, avec evemption, pour la ville, des dispositions des articles 5777-5778-5779-5782-5783-5784-5785-5788, et pour toutes autres fins.

J. A. CADIEUX,
Secrétaire-trésorier.
Ville Montréal-Nord.

Montréal, 23 novembre 1915. 7013—50-4

Notice public is hereby given that the town of Montreal-Nord shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the followig purposes:

To amend its Charter, the Act 5, Geo. V, Chap. 108, particularly as to the power of the town, to appraise and assess cultivation lands and residences;—To restrain, modify and abrogate, for the city, certain provisions of the "cities and towns act" relating to sessions of the council, and to notices of convocation of same, also to auditors, valuators and other officers;—To ratify, confirm validate and declare binding certain by-laws and resolutions, also certain plans prepared by F. C. Laberge, including the general plan of the municipality, and to enact that in future no plan of subdivisions of properties situated in its territory shall come into force before it has been approved by its council;—To empower the corporation to take all necessary means to acquire an intake for its aqueduct, and to execute all works connected with the installation of same, and to enter in any ontract, agreement and convention with other municipalities, and adopt any by-law relating to said intake and to the confection and maintenance of roads, streets and lanes, also to the combination of its lighting, aqueduct and sewer systems and other public services with similar systems and services of other municipalities,—To authorize the corporation to establish and prolong within the limits of its territory any system of tramways and any gaz or electricity plants, and to pass, adopt and sign all contracts, franchises, conventions, agreements and by-laws required for said purposes, wity power to grant complete or partial exemption of taxes for any period that may seem convenient; — To empower the corporation to help and guarantee by resolution or by-law any undertaking of embellishment and public interest: — To grant to the corporation certain special and additional powers in connection with the following purposes, and restrain, modify and abrogate for the town the provisions of the cities and towns act s to said purposes, to wit:

a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets and public roads, the construction of permanent sidewalks, the opening of new streets parks and public squares, and the widening and straightening of streets and public roads, specially of the Montee Saint Michel and the Boulevard Gouin;

b) The construction and continuation of the system of sewers and aqueduct, with the right to lay its main pipes in the streets, private lanes and other private properties without being obliged to acquire said properties, but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

c) The construction, establishment and equipment of a fire adn police station, with an alarm system and other accessories;

d) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all the lands required or useful for the above purposes, and for other purposes of public interest;

e) To borrow the sum of $300,000.00 or any other sums that might be required for the above purposes and for the execution of other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777-5778-5779-5782-5783—5784-5785-5788, and for other purposes.

J. A. CADIEUX,
Secretary-treasurer.
Town of Montreal-North.

Montreal, 23rd November, 1915. 7014—50-4

4 JAN 1916

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga, à la municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

F. X. BOUTHILLIER,
Procureur et secrétaire-trésorier de la Municipalité Scolaire du Village de Villeray, Comté d'Hochelaga.

Montréal, 4 décembre 1915. 7063—50-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph-Olivier Lachance, de Chicoutimi, employé civil (en sa qualité de grevé de substitution, aux termes du testament de feu Olivier-Lachance, devant Ths.-Z. Cloutier, notaire, à Chicoutimi, le 22 mars 1882) et Joseph Chayer, cultivateur, de Jonquière (en sa qualite de curateur à la dite substitution), s'adresseront à la législature de Quebec, à sa procnaine session, demandant qu'une loi soit passée pour ratifier la vente faite par le dit Joseph-Olivier Lachance à Bazile Brassard, cultivateur, de Chicoutimi, devant Mtre Georges St. Pierre, notaire, le 28 novembre 1915, de certains biens mobiliers et immobiliers qu'il a hérités en vertu du testament précité, de son père le dit Olivier Lachance, à charge de subtitution et sujet à prohibition d'aliéner, spécialement: une ferme, comprenant le lot vingt-sept-A (27-A) du troisième rang nord-est du chemin Sydenham et le lot dix-sept (17) du quatrième rang nord-est du chemin Sydenham, dans le canton Chicoutimi.

I APOINTE & I.ANGLAIS,
Procureurs des dits Lachance et Chayer

Chicoutimi, 3 décembre 1915. 7043—50-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Reuben Henry Lipsey, de Montréal, et pour autres fins.

R. H. LIPSEY.

Montréal, 6 décembre 1915. 7065—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'incorporer son territoire actuel,—y compris les îles les plus rapprochées situées en tout ou en parties vis-à-vis du dit territoire, dans le fleuve St-Laurent et la rivière des Prairies, en municipalité de ville, sous le nom de "Laval de Montréal", ou tout autre nom qui pourra être déterminé par la législature, soumise aux dispositions de la loi des cités et villes, (S. R. Q., 1909, articles 5256 et suivants), avec certaines modifications et certains pouvoirs concernant les matières suivantes: La première élection, la date des élections, la liste électorale, le rôle d'évaluation, la qualification et l'inhabileté du maire, des échevins, et des électeurs, le droit de vote des compagnies, le vote sur les règlements, la composition du premier conseil, les séances du conseil et les avis de séance, l'annexion de nouveaux territoires et autres pouvoirs.

JOSEPH JEAN,
Procureur de la corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Montréal, 30 novembre 1915. 6909—49-5

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of the Village of Villeray, in the County of Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

F. X. BOUTHILLIER,
Attorney and Secretary Treasurer of the "Municipalité Scolaire du Village de Villeary, Comté d'Hochelaga".

Montreal, 4th December, 1915. 7064—50-4

Public notice is hereby given that Joseph Olivier Lachance, civil employee (in his quality of institute in the substitution created under the last will and testament of the late Olivier Lachance, before Ths.-Z. Cloutier, notary, at Chicoutimi, the 22nd March, 1882) and Joseph Chayer, farmer, of Jonquière (in his quality of curator to said substitution) will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act ratifying the sale made by said Joseph Olivier Lachance to Bazile Brassard, farmer, of Chicoutimi before Georges St. Pierre, notary, on the 28th November, 1915, of certain moveable and immoveable property which be inherited under the aforesaid last will and testament of his father the said late Olivier Lachance, subject to substitution and with defence to alienate, especially: that farm composed of lot twenty seven A (27-A) of the third range north east of Sydenham road and lot seventeen (17) of the fourth range north east of Sydenham road, in Chicoutimi township.

LAPOINTEn & LANGLAIS,
Attorney for said Lachance & Chayer.

Chicoutimi, 3rd December, 1915. 7044—50-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorising the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Reuben Henry Lipsey of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

R. H. LIPSEY.

Montreal, 6th December, 1915. 7066—50-4

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with the object of incorporating its present territory,—including the nearest islands situated wholly or in part opposite to such territory, in the St-Lawrence and "des Prairies" rivers—. into a town municipality, under the name of "Laval de Montréal", or such other name as may be determined by the Legislature, governed by the dispositions of the cities and towns' Act (S. R. Q., 1909, sections 5256 and following), with certain modifications and powers respecting the followings matters: The first election, the date of elections, the list of electors, the valuation roll, the qualification and the disqualification of mayor, aldermen and electors, the right to vote for companies, the vote on by-laws, the formation of the first council, the meeting of council, the notice to members of the council, the annexation of new territories and other powers.

JOSEPH JEAN,
Attorney for the Corporation of the parish of Pointe-aux-Trembles.

Montréal, 30th November, 1915. 6910—49-2

---

4 JAN 1916

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation une compagnie à fonds social, dont le bureau chef est en la cité de Montréal, avec un acpital autorisé de $300,000.00 divisé en 3000 parts de $100.00 chacune, avec pouvoir d'établir et exploiter des abattoirs, des parcs à bestiaux, raffineries, établissements pour la préparation et la mise en boite des viandes usines pour la fabrication des engrais, et toutes les autres installations appropriées à l'utilisation des produits et sous-produits mentionnés précédemment; d'exercer aucune autre industrie se rapportant à la précédente; de conclure des arrangements avec la cité de Montréal ou aucune autre municipalité pour recueillir et disposer des animaux morts et aucune autre sorte de déchets, débris et ordures, les dits contrats devant être en force pour tel intervalle de temps dont on conviendra, même si cet intervalle de temps excède la durée autorisée par la loi; faire aussi ratifier et confirmer certains contrats passés par les syndics pour la dite compagnie, et se faire accorder tels autres pouvoirs que la loi accorde d'habitude aux compagnies à fond social.

WHITE & BUCHANAN,
Avocats des requérants.

Montréal, 30 novembre 1915. 6921—49–5

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, tous contribuables propriétaires et électeurs municipaux de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill aux fins d'annexer le territoire de la cité de Maisonneuve à celui de la cité de Montréal, pour à l'avenir faire partie de la dite cité de Montréal, à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-HOMME,
Procureurs.

Montréal, 7 décembre 1915. 7091—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte la loi 3 Edouard VII, chapitre 96, de manière à lui permettre d'accepter comme membre de la compagnie toute personne résidant dans la province de Québec et à étendre ses opérations à tous les risques, commerciaux et autres contre le feu, qui ne sont pas déjà compris dans sa charte;

Ratifier, confirmer et valider certaines résolutions adoptées par la dite compagnie;

Généralement obtenir tous pouvoirs, attributions et privilèges de nature à pronouvoir les intérêts de la compagnie et pour autres fins.

J. A. HUBERDEAU,
Secrétaire-trésorier et procureur de la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.

Saint-Rémi, 6 décembre 1915. 7085—50-4

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passing of an Act to incorporate a joint Stock Company having its head office in the city of Montreal, with authorized capital of $300,000.00 divided into 3000 shares of $100.00 each, with power to establish and operate abattoirs, stockyards, rendering plant, packing houses, canning plants, plants for the manufacture of fertilizers, and all other plants which are suited to utilize the products or by-products of the foregoing; also to raise and deal in the live stock and other raw material of the said plants, and to deal in the products; to carry on any business incidental to the foregoing; to enter into contracts with the City of Montreal or any other municipality for the collection and disposal of dead animals and all other classes of garbage, refuse and rubbish, the said contracts to be for such length of time as may be agreed upon, even though the same be longer than is authorized by the general law; also to ratify and confirm certain contracts entered into with Trustees for said Company, and such other powers as are usually conferred upon joint stock companies.

WHITE & BUCHANAN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 30th November, 1915. 6922—49-5

Take notice that Messrs. Hubert Desjardins, manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Danserean, Charles Belanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its nex sitting, the adoption of a law to annex the city of Maisonneuve to the çity of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorney's.

Montreal, 7th December, 1915. 7092—50-4

Notice public is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit:

To amend its charter the Act 3, Edward VII, Chapter 96, in order to be authorized to accept as member of the Company any person residing in the province of Quebec and to extend its operations to all risk against fire, commercial and otherwise, that are not already contained in its charter;

To ratify, confirm and validate certain resolutions adopted by said Company;

And generally to obtain all the powers, privileges and attributions that may contribute to promote the interests of the Company and for other purposes.

J. A. HUBERDEAU,
Attorney and secretary-treasurer of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec."

Saint Rémi, 7th December, 1915. 7086—50-4

---

4 JAN 1916

Avis est par le présent donné que la "Quebec Central Railway Company", s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender de nouveau sa charte et lui accorder une prolongation de délai pour finir les travaux de construction de la "Quebec Central Chaudière Extension", tel qu'autorisé par le chapitre 58, de la loi 6 Edouard VII (1906).

RODOLPHE PARADIS,
Procureur de la Requérante.
Montréal, 7 décembre 1915. 7097—50-5

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, L.J.S. Morin, C.R., Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Maisonneuve, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill à l'effet d'annexer la municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, pour à l'avenir faire partie de la dite Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-HOMME,
Procureurs.
Montréal, 7 décembre 1915. 7093—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Village de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

1. Ratifier, confirmer et valider le règlement No 62, passé le 15 septembre 1915, et décrétant un emprunt de $42,000.00;

2. Amender sa charte, la loi 54 Victoria, chapitre 57, telle que déjà amendée, de la façon suivante:

(a) Rendre applicables au village de Dorion, en tout ou en partie, avec certaines modifications et restrictions, les dispositions des articles 5256 à 5956 inclusivement;

(b) Fixer à trois ans le terme d'office du maire;

(c) Autoriser le conseil à contracter des emprunts à un taux d'intérêt n'excédant pas 6% l'an;

(d) Rendre inhabile à voter tout individu qui n'aura pas payé ses taxes municipales et scolaires avant le premier juillet de chaque année ou avant la veille de toute élection partielle.

Et pour autres fins.

J. E. A. FAVREAU,
Secrétaire-trésorier et procureur de La Corporation du village de Dorion.
Village Dorion, 9 décembre, 1915.
7083—50-4

Avis public vous est par les présentes donné, que Joseph Pamphile LeMay, étudiant, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale autorisant le Barreau de la dite province à l'admettre à la pratique du droit.

JOSEPH PAMPHILE LEMAY,
Montréal, P. Q., 7 décembre 1915.
7077—50-4

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company, will apply to the Quebec Legislature, at its next session for an Act amending anew its charter and granting it an additional delay for the completion of the construction of the extension line known as the "Quebec Central Chaudière Extension", as authorized by Chapter 58, of the Act 6 Edward VII, (1906).

RODOLPHE PARADIS,
Solicitor for Applicant.
Montreal, 7th December, 1915. 7098—50-5

Take notice that Messrs. Hubert Desjardins, manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, L. J. S. Morin, C. R., Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, the adoption of a law to annex the School Commissioners for the municipality of the city of Maisonneuve, in the county of Maisonneuve, to the Board of Commissioners of the Catholic Schools of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-HOMME,
Attorney's.
Montreal, 7th December, 1915. 7094—50-4

Notice public is hereby given that "La Corporation du village de Dorion" shall apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit:

1. To ratify, confirm and validate a by-law No. 62, adopted on the 15th of September, 1915, and enacting a loan of $42,000.00;

2. To amend its charter, the Act 54 Victoria, chapter 57, as amended, in the following manner:

(a) To apply to the village of Dorion, in whole or in part, with modifications and restrictions, the provisions of Articles 5256 to 5956 both inclusive;

(b) To fix at three years the term of office of the Mayor;

(c) To authorize the Council to borrow at a rate of interest not exceeding 6% per annum;

(d) To disfranchise any person whose municipal or school taxes should not be paid before the first of July, of each year or on the day preceeding any partial election.

And for other purposes.

J. E. A. FAVREAU,
Secretary Treasurer and Attorney of "La Corporation du village de Dorion".
Village of Dorion, 9th December, 1915.
7084—50-4

Public notice is hereby given that Joseph Pamphile LeMay, law student of the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain a special law authorizing the Bar of the Province of Quebec, to admit him to the practice of law.

JOSEPH PAMPHILE LEMAY,
Montreal, P. Q., 7th December, 1915.
7078—50-4

Avis est par le présent donné que Frank Mendel, Gradué en Art Dentaire, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme requis pour la pratique de la chirurgie dentaire en cette province, sans autre examen.

FRANK MENDEL G. C. D.

(Contresigné)
TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
Avocats du requérant.

Montréal, 18 octobre 1915. 7107—50-4

Notice is hereby given that Frank Mendel, Dental Graduate, of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this province without further examination.

FRANK MENDEL P. D. S.

(Countersigned)
TRIHEY, BERCOVITCH,
HEARNEY & LAFONTAINE,
Attorneys for Frank Mendel.

Montreal, 18th October, 1915. 7108—50-4

Avis vous est donné par les présentes qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire des Commissaires Catholiques des Ecoles Séparées de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

Les Commissaires Catholiques des Ecoles Séparées de la Paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal.
Par JOHN HOGAN,
Secrétaire.

Montréal, 29 novembre 1915. 7079—50-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of the Catholic School Trustees of the Separate Schools of the parish of Saint Michael the Archangel of Montreal, to the School Municipality under the juridiction and control of the Catholic School Commission of Montreal, and determining its term and conditions, and for other purposes.

The Catholic School Trustees of the Separate Schools of the Parish of Saint Michael the Archangel of Montreal.
By JOHN HOGAN,
Secretary.

Montreal, 29th November, 1915. 7080—50-4

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie "Lecavalier & Riel Limitée", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire, de continuer et d'améliorer au même endroit, le commerce et l'industrie actuellement en exploitation, au No 182 de la rue Sainte-Marguerite, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la loi 61 Victoria, chapitre 58 et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

N. LECAVALIER,
Procureur de la Compagnie Pétitionnaire, Lecavalier, Riel, Limitée.

ADOLPHE RIEL (Père),
ADOLPHE RIEL (Fils),
BENEDICT RIEL.

Montréal, 6 décembre 1915. 7081—50-4

Public notice is hereby given that the company "Lecavalier & Riel Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve at the same place the trade and industry actually in operation at No. 182 of Sainte Marguaret street, in Saint Henry ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of Article 300 of an Act 62, Victoria, chapter 58 and of By-law No. 129 of the city of Montreal, and for other purposes.

N. LECAVALIER,
Attorney for petitioner Lecavalier, Riel, Limited.

ADOLPHE RIEL (Father),
ADOLPHE RIEL (Son),
BENEDICT RIEL.

Montreal, 6th December, 1915. 7082—50-4

Avis est par les présentes donné que MM. Hubert Desjardins, manufacturier, M. Lefebvre, médecin, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voix d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, ou au bill que présentera la cité de Maisonneuve, la passation d'une loi annexant le territoire de la cité de Maisonneuve à celui de la cité de Montréal, pour par la suite en former partie à toutes fins que de droit.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-HOMME,
Procureurs.

Montréal, 7 décembre 1915. 7089—50-4

Take notice that Messrs, Hubert Desjardins manufacturer, M. Lefebvre, physician, L. P. Gates, J. A. Bélair, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J. E. Millette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire Labrecque, J. A. Gagnon, Alfred Laurence, rate payers electors and proprietors of the city of Maisonneuve, in the district of Montreal, shall ask of the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, either by an amendment to the bill which shall be presented by the city of Montreal, or to the bill which shall be presented by the city of Maisonneuve, the adoption of a law to annex the city of Maisonneuve, to the city of Montreal.

LORANGER, LORANGER & PRUD'-HOMME,

Montreal, 7th December, 1915. 7090—50-4

Avis est par les présentes donné que "La Ville de Lévis", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi pour amender sa charte sur les matières suivantes:

Nom corporatif, loi des cités et villes, 1909, rôle d'évaluation, rôle supplémentaire, liste électorale municipale, présentation des candidats, élections, règlements soumis aux électeurs, intérêts sur taxes, ratifications de règlements d'emprunts, emprunts pour aqueduc, chemin, pavage, travaux publics, intérêts sur emprunts, représentation, exemptions de taxes, et autres fins.

LIONEL LEMIEUX,
Greffier de la Ville de Lévis.

Lévis, 9 décembre 1915. 7157—50-4

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Edouard, comtés Montréal-Dorion et Montréal-Laurier (Quartiers Laurier et Saint-Denis de la cité de Montréal), s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi annexant la dite municipalité scolaire à celle de la Commission des Ecole Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit et spécialement pour que la dite Commission des Ecoles Catholiques de Montréal soit aux droits et aux obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Edouard.

ANTONIO PERRAULT,
Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1915. 7109—50-4

Avis est, par le présent, donné que Joseph Gonzague Duhamel, comptable, Hormidas Hudon Beaulieu, comptable, Joseph Roméo Marcoux, comptable, Joseph Richard, comptable, Auguste Dufresne, avocat, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes, savoir:

De constituer eux et ceux qui se joindront à eux en corporation sous le nom de "l'Union du Travail" les autorisant à transiger des affaires d'assurance sur la vie, la maladie et accidents et autres fins, et pour faire aussi déterminer les pouvoirs de la dite corporation.

McAVOY & DUFRESNE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 9 décembre 1915. 7173—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Belair Limitée", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochainse session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire, de continuer, et d'améliorer au même endroit, le commerce et l'industrie actuellement en exploitation, au No 67-A de la rue Hamilton, dans le Quartier Emard, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la Loi 62, Victoria, Chapitre 58, et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

ELIE RIENDEAU,
Procureur de la compagnie pétitionnaire "Bélair Limitée".

Montréal, 9 décembre 1915. 7175—50-4

AVIS.

Avis public est donné, qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant

Notice is hereby given that, the "Town of Levis", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter on the following matters:

Corporate name, cities' and towns' Act, 1909, valuation roll, supplementary roll, municipal voters' list, nomination of candidates, elections, by-laws submitted to electors, interests on taxes, ratifications of by-laws, loan by-laws, loans for waterworks, road, paving, public works, interests on loans, representation, exemptions from taxes and other purposes.

LIONEL LEMIEUX,
Clerk of the Town of Levis

Levis, 9th December, 1915. 7158—50-4

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Saint Edouard, counties of Montreal-Dorion and Montreal-Laurier (Laurier and Saint Denis wards of the city of Montreal) will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing the said school municipality to the Montreal Catholic School Commission, for all lawful purposes and especially to substitute the said Montreal Catholic School Commission to the rights and obligations of the School Commissioners for the School Municipality of Saint Edouard,

ANTONIO PERREAULT,
Attorney for Petitioners.

Montreal, 6th December, 1915. 7110—50-4

Notice is hereby given that Joseph Gonzague Duhamel, accountant, Hormidas Hudon Beaulieu, accountant, Joseph Roméo Marcoux, accountant, Joseph Richard, accountant, Auguste Dufresne, advocate, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to obtain the passing of a law for the following purposes: To constitute them and all others who may become associated with them, a corporation under the name of "The Labour Union" for the purposes of conducting life, sickness and accidents insurance business and for other purposes, and also to define the powers of said corporation.

McAVOY & DUFRESNE,
Sollicitors for applicants.

Montreal, 9th December, 1915. 7174—50-4

Public notice is hereby given that the company "Belair Limited", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve at the same place the trade and industry actually in operation at No. 67-A of Hamilton street, in Emard ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of Article 300 of an Act 62, Victoria, chapter 58 and of by-law No. 129 of the city of Montreal, and for other purposes.

ELIE RIENDEAU,
Attorney for petitioner,
"Belair Limited".

Montreal, 9th December, 1915. 7176—50-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature at its next session for an Act incorporating as a town, for all municipal purposes the portion hereafter described of the territory actually known as the

actuellement la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, de Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame-des Neiges, des Trois-Pistoles, bornée comme suit: au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par le numéro quatre-vingt-quatorze (94), inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles; à l'ouest par les numéros deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante-un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois et deux cent soixante-quatre inclusivement, (258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264), du cadastre officiel de la dite paroisse de Trois-Pistoles.

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins que de droit, sous le nom de ville de Trois-Pistoles sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins pour la dite ville.

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans et tous les actes et documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont aussi enfin, entre autres choses, l'autorisation de faire payer, par la dite ville, les frais, honoraires et déboursés quelconques encourus pour l'érection en ville du dit territoire par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ain constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU,
Procureur des Requérants.

Trois-Pistoles, le 15 décembre 1915.

7297—51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes, donné que la Compagnie de chemin de fer Montréal et sud-ouest, "Montreal & South Western Railway & Power Company", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi remettant en force, la loi constituant en corporation la dite compagnie, sanctionnée le 24 mars 1911, Statut I George V, 2ième session, chapitre 82, sauf certaines réserves, et en outre pour obtenir de plus amples pouvoirs lui permettant d'acquérir, louer, posséder, développer et exploiter des pouvoirs hydrauliques dans un rayon de 125 milles de la cité de Montréal, et pour autres fins s'y rapportant.

MASSON & BILLETTE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 15 décembre 1915. 7311—51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes donné que la ville du Sault-au-Récollet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Autoriser la ville à répartir par résolutions de son conseil, sur les propriétaires riverains tout ou partie du coût des travaux permanents faits et à faire;

parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, namely:

That portion of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, bounded as follows: to the north, by the River Saint Lawrence; to the east, by lot number ninety four (94) inclusively of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata; to the south, by the line dividing the first rank and the second rank of the parish of Trois Pistoles; to the west, by the lot number, two hundred and fifty eight two hundred and fifty nine two hundred and sixty, two hundred and sixty one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three, two hundred and sixty four (258, 259, 260, 261, 262, 263 ,264) inclusively of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Notice is also given that the application praya that the said territory be incorporated into a town for all means whatever under the name of Town of Trois Pistoles, under the cities and towns Act, with some changes or special clauses with respect of the date and the holding of the first election of the Mayor and of the Aldermen for the said town.

The petitioners will also ask that the town be authorized to amend, abrogate, annul in any way whatsoever the by-laws, procès-verbaux, ordonnances, lists, plans, and any municipal acts or documents whatsoever that may be in force in the incorporated territory when the incorporating law is sanctioned.

Finally, the petitioners will ask that the costs, fees and disbursements whatever incurred in connection with the erection in town of the said territory be paid by the said petitionners and the interested parties of each portion of the territory, thus incorporated, or in other words, by the town.

J. H. ROUSSEAU,
Sollicitor for Petitioners.

Trois Pistoles, 15th December, 1915.

7298—51-4

NOTICE.

Notice public is hereby given that The Montreal & South Western Railway Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act reenacting the Law constituting the said company in corporation, sanctioned on the 24th of March, 1911, Statute 1 Geo. V, 2nd session, chapter 82, under reserve, and moreover to obtain more rights permitting said company to acquire, let, possess, develop and operate Hydraulic power within 125 miles from the city of Montreal, and for other things in connection therewith.

MASSON & BILLETTE,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 15th December, 1915. 7312—51-4

NOTICE.

Notice public is hereby given that the town of Sault-au-Recollet, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To authorize the town to assess by resolutions of its council, upon the bordering proprietors in whole or in part the cost of permanent works executed or to be executed;

Décréter que toute somme employée à des travaux publics et remboursable par les propriétaires riverains, n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débentures émises conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décréter que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir un terrain de jeu dans chacun de ses quartiers et à acquérir, par expropriation ou autrement, le terrain nécessaire à cette fin:

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérées et restreindre, modifier ou abroger pour la ville, les dispositions de la loi des Cités et Villes, quant à ces objets, savoir:

a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues et chemins publics, la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques et l'établissement d'un boulevard le long de la voie ferrée;

b) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égoûts et d'aqueduc, avec en particulier le droit de passer ses tuyaux principaux dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées sans être obligée d'acquérir telles propriétés mais sujette à l'obligation d'indemniser qui de droit;

c) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

d) L'emprunt des deniers nécessaires aux fins susdites et à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 et autres des Statuts refondus de la province de Québec, 1909; ratifier certains contrats et pour autres fins.

A. A. PRIEUR,
Secrétaire-trésorier et procureur de la ville du Sault-au-Récollet.

Montréal, 15 décembre 1915. 7305—51-4

To enact that all sums used for public works and reimbursable by the bordering proprietors shall not affect the borrowing power of the town;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter with adjoining municipalities in any agreements that may be deemed fit for that purpose and to borrow the sums necessary, by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purpose shall not affect the borrowing power of the town;

To authorize the town to establish a playground in each of its wards and to acquire by expropriation or otherwise the land necessary for that purpose;

To grant to the town certain special and additional powers in connection with the following purposes and restrain, modify and abrogate for the town, the provisions of the cities and towns Act, as to said purposes, to wit:

a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets and public roads, the construction of permanent side-walks, the opening of new streets, parks and public squares, and the establishment of a a boulevard along the railroad;

b) The canalization of certain natural watercourses the construction and prolongation of its systems of sewers and aqueduct with the right to lay its main pipes in the streets, private lanes and other private properties without being obliged to acquire said properties, but subject to the obligation of indemnifying any interested parties:

c) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all the lands required or useful for the above purposes, and for other purposes of public interest;

d) To borrow the sums required for the above purposes and for the execution of other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and thereon the Revised Statutes of the province of Quebec. 1909; to ratify certain contracts and for other purposes.

A. A. PRIEUR,
Secretary Treasurer and Attorney of the town of Sault au Récollet.

Montreal, 15th December, 1915. 7356—51-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que Messieurs J. H. Garceau, M. D., E. Lafortune, M. D., J. T. Morin, S Girouard, Aurèle Charlebois, l'Abbé M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J.-Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Joseph Saint-Cyr, Elphège Phaneuf, Désiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin et Arthur Perreault, tous contribuables électeurs municipaux, propriétaires de la municipalité scolaire d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi annexant le territoire de la dite Commission scolaire à la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour à l'avenir faire partie, et être sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procureurs des dits requérants.

Montréal, 15 decembe 1915. 7283—51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that Messrs. J. H. Garceau, M. D., E Lafortune, M. D., J. T. Morin, S. Girouard, Aurèle Charlebois, Rév. M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J. Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Elphège Phaneuf, Desiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin, et Arthur Perreault, all ratepayers, and being municipal electors and proprietors of the school municipality of Hochelaga, in the county of Hochelaga, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law annexing the territory and for said school Commission to the Board of Commissioners of the catholic schools of Montreal, to form part in future, and be under the jurisdiction and control of the Catholic School Commission of Montreal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMÉ,
Attorneys for said Petitioners.

Montreal, 15th December, 1915.

7284—51-4

Avis public est par les présentes, donné que la Ville Montreal-Nord, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à nommer et constituer, par résolution de son conseil, une commission appelée: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", avec pouvoirs de faire des règlements, d'administrer, embellir et exploiter à perpétuité certains parcs, d'acquérir par voie d'expropriation ou autrement des immeubles, les posséder et les revendre; de faire des plans pour l'établissement de promenades, boulevards, champs de récréation, rues et jardins publics, d'emprunter toute somme de deniers nécessaires pour les fins qu'elle se propose et d'émettre des obligations, bons ou débentures garantis ou non, partiellement ou totalement par la Ville Montréal-Nord conjointement, s'il y a lieu, avec d'autres municipalités; de construire ou faire construire tous bâtiments publics ou autre nécessaires pour atteindre l'objet qu'elle se propose de consentir, tous baux ou cessions de biens et privilèges lui appartenant et pour autres fins.

JOSEPH BOYER,
Maire et Procureur de la dite
Ville Montréal-Nord.

Montréal-Nord, 15 décembre 1915.

7303—51-4

Notice public is hereby given that the town of Montreal-Nord, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing said town to appoint and constitute, by resolution of its Council, a commission called: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" with powers to adopt by-laws to manage, embellish and improve for ever certain parks, to acquire by expropriation or otherwise real-estates and possess and resell said real-estates; to prepare plans for the establishment of boulevards, playgrounds and public streets and gardens; to borrow any sum necessary for the intended purposes and to issue obligations, bonds and debentures secured or not secured, partially or totally by the town of Montréal-Nord, jointly, if necessary, with other municipalities; to construct or cause to be constructed any public buildings required for the purposes above mentioned, and to agree to all leases or transfers of property and privileges belonging to said Commission, and for other purposes.

JOSEPH BOYER,
Mayor and Attorney of the said
town of Montreal Nord.

Montreal-Nord, 15th December, 1915.

7304—51-4

Avis public est, par les présentes, donné que 16 la "Ville Saint-Michel" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Restreindre, modifier ou abroger pour la ville certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes, relatives aux séances du Conseil, aux avis de convocation d'icelles ainsi qu'aux auditeurs, évaluateurs et autres officiers;

Ratifier, confirmer et valider certains règlements et certaines résolutions ainsi que certains contrats et certains plans préparés par F. C. Laberge et décréter qu'à l'avenir nul plan de subdivision n'aura d'effet pour la ville qu'après qu'il aura été approuvé par son conseil;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements, contrats, actes d'accord, conventions et règlements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débentures émise, conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décréter que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la corporation à assister, encourager et garantir, par résolutions, règlements, émission de débentures ou autrement toutes entreprises d'embellissement et d'intérêt public ainsi qu'à faire toutes conventions, marchés, actes d'accord et contrats avec toutes municipalités ou commission dûment incorporées pour l'établissement de parcs, jardins, promenades et autres travaux d'embellissement et particulièrement avec "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" et à cette fin, emprunter toute somme de deniers nécessaire et garantir les emprunts contractés par telles municipalités ou commissions par débentures de la ville ou par débentures conjointes, s'il y a lieu, avec toute municipalité ou commission;

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérés et restreindre, modifier ou abroger pour la ville les dispositions de la loi des ités et villes quant à ces objets, savoir:

(*a*) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues, chemins publics et places publiques, la construction de trottoirs

Notice public is hereby given that the town of Saint Michel, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To restrict, modify and abrogate for the town certain provision of "Cities and Towns Act", relating to sittings of the Council, to notices of convocation of same and to auditors, assessors and other officers of the town;

To ratify, confirm and validate certain by-laws, resolutions, contracts and certain plans prepared by F. C. Laberge and to enact that in future no plan of subdivisions of properties in its territory shall come into force before it has been approved by its Council;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter, for that purpose, with adjoining municipalities, in any agreement, contract, convention and by-law that may be deemed fit and to borrow the sums necessary by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purposes shall not effect the borrowing power of the town;

To authorize the Corporation to help, encourage and secure by resolutions, by-laws, issues of debentures or otherwise any undertakings of embellishment and public interest and also to enter into any agreements, contracts and conventions with any municipalities and commissions duly incorporated for the establishment of parks, gardens and promenades and other works of embellishment and more particularly, with "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", and for this purpose, to borrow any sum of money and secure the loans contracted by said municipalities or commissions by debentures of the town or by debentures issued jointly, if necessary by the town and other municipalities or commission;

To grant to the town certain special and additional powers relative to the following purposes, and to restrict, modify and abrogate for the town the provisions of the "Cities and Towns Act" as to said purposes, to wit:

(*a*) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets, public roads and squares, the construction of permanent

permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques;

(*b*) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueduc;

(*c*) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(*d*) L'emprunt d'une somme de $300,000.00 ou autres sommes nécessaires aux fins susdites ainsi qu'à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5784, 5786 et 5788 et autres des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Autoriser la ville à annexer certaines parties de territoire des municipalités avoisinantes, et pour autres fins.

D.-J.-A. PESANT,
Secrétaire-trésorier et procureur
de la ville Saint-Michel.

Ville Saint-Michel, 15 décembre 1915.

7301—51-4

side-walks, the opening of new streets, parks and public places;

(*b*) The canalization of certain natural watercourses, the construction and continuation of its systems of sewers and aqueduct;

(*c*) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all lands necessary or useful to the above purposes as well as to any public undertakings;

(*d*) The borrowing of a sum of $300,000.00 or any other sum necessary for the purposes above mentioned and for the execution of any other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and other articles of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909;

To empower the town to annex certain parts of the territories of adjoining municipalities, and for other purposes.

D.-J.-A. PESANT,
Secretary-Treasurer and Attorney
of the town of Saint Michel.

Town Saint Michel, 15th December, 1915.

7302—51-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que les curé et marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, constituant en corporation, sous le nom de Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, de Lasalle, le curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics, en vertu des Statuts refondus, 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'excédant pas ($200,000. pour l'achat des terrains requis, la construction et l'ameublement d'un soubassement d'église sacristie et d'un presbytère, et à prélever par voie de répartition, sur les immeubles possédés par les catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et les fond d'amortissement sur le dit emprunt.

Il sera fait chaque année, un acte de répartition annuelle, basée sur le rôle d'évaluation, en vigueur dans la cité de Maisonneuve, et pour obtenir tous autres pouvoirs pour exécuter les dits travaux, en répartir et prélever le coût.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procureurs pour la dite Fabrique.

Montréal, 15 décembre 1915. 7285—51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Jean Baptiste de Lasalle, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a law, incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Lasalle", the Curé and the three Marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (Syndics), by the Revised Statutes, 1909, and authorizing the said trustees (Syndics) to borrow a sum not exceeding $200,000. for the purchase of the land required for the construction and the furnishing of a basement of a church, vestry, and of a presbytery, and to levy by means of assessment, on the immoveables belonging to the Roman catholics, individually or through incorporated companies, the interest and the sinking fund on said loan.

Each year an annual assessment based on the assessment roll in force in the city of Maisonneuve, will be made, and to obtain other powers to execute said works, to levy and to collect the cost thereof.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Attorney's for said Fabrique.

Montreal, 15th December, 1915. 7286—51-4

Avis est par les présentes donné que la Banque Provinciale du Canada, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi aux fins de ratifier et valider la vente à elle faite par Neuville Belleau, en date du 1er octobre 1915, passée à Québec, devant Mtre C. E. Taschereau, N. P., d'un emplacement situé en la cité de Québec, connu sous le numéro 2167 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Pierre, en la dite cité; et de ratifier et valider les titres de la dite propriété, spécialement en ce qui concerne les procédures en date du mois d'avril 1904, sur licitation du dit immeuble provenant de la succession de feu Sir Narcisse Fortunat Belleau, en son vivant de Québec; ainsi que la vente du dit immeuble, en date du 9 mai 1904, passée à Québec, devant Mtre L. P. Sirois, N. P., entre Dame Marie Emma Zoé Carrier es-qualité et al., et Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs de la requérante.

7287—51-4

Notice is hereby given that, the Banque Provinciale du Canada, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and validating the sale to said Banque Provinciale du Canada, by Neuville Belleau, dated the 1st October, 1915, made at Quebec, before C. E. Taschereau, N. P., of that certain emplacement situate in the city of Quebec and known under number 2167 on the official plan and in the book of reference of Saint Peter's ward in said city; and ratifying and validating titles to said property, especially all procedures dated in the month of April 1904, respecting the licitation of said immoveable forming part of the estate of the late Sir Narcisse Fortunat Belleau, in his lifetime of Quebec; and also the sale of said immoveable, on the 9th May, 1904, by deed passed before L. P. Sirois, N. P., between Dame Marie Emma Zoé Carrier, *es qualité et al.*, and Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for Petitioner.

7288—51-4

Avis est par le présent donné que "L'Union des Ecoles du Dimanche de la province de Québec," demandera à la Législature, à sa prochaine session qu'une loi soit votée amendant celle qui l'a constituée en corporation (51-52 Vict. Chap. 61), de manière à faire changer son nom en celui de "L'Association des Ecoles du Dimanche, de la province de Québec" ainsi que le mot "cinq" par le mot "sept" dans la section 6ième de ladite loi.

7293—51-4

Notice is hereby given that, the "Sunday School Union, of the province of Quebec", will apply at the next session of the Legislature for an act amending their act of incorporation (51-52) Vict. Chap. 61), to change the name ot the "Sunday School Association of the province of Quebec and the word "five" to the word "seven" in the 6th section thereof.

7294—51-4

AVIS POUR LA VILLE DE SAINT-LAMBERT.

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la charte de la ville de Saint-Lambert, pour les fins suivantes:

(*a*). Corriger et déterminer ses frontières;

(*b*). Annexer parties des numéros "245" et "246" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;

(*c*). Confirmer ses droits à la possession et à la propriété de la lisière de terrain de dix pieds de large qui s'étend entre les numéros "255" et "256" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;

(*d*). Relativement aux séances spéciales et ajournées;

(*e*). Approbation des règlements;

(*f*). Relativement à la construction et à l'impection des édifices;

(*g*). Amender l'Article "36" de la charte de la ville, confirmer et faire déclarer valide le règlement "71";

(*h*). Déterminer l'année fiscale et repartir les fonctions et l'ouvrage;

(*i*). Relativement à l'aqueduc, à sa construction et à son extension;

(*j*). Modifier le système actuel d'expropriation, vigueur dans la ville;

(*k*). Permettre aux corporations de voter à toutes les élections;

(*l*). Contrôler et régulariser la subdivision des propriétés situées dans la ville ou de celles qui y sont adjacentes;

(*m*). Faire ratifier certaines conventions, et pour autres fins.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1915. 7295—51-4

NOTICE ON BEHALF OF THE TOWN OF SAINT LAMBERTS.

Province of Quebec,
District of Montreal,

Notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the town of Saint Lamberts as follows:—

(*a*). Correct and define its boundaries;

(*b*). Annex parts of cadastral numbers "245" and "246" of the parish of Saint Antoine de Langueuil;

(*c*). Confirm its possession and ownership in the strip of land ten feet in width, between cadastral numbers "255" and "256" of the parish of Saint Antoine de Longueuil;

(*d*). Concerning special and adjourned meetings;

(*e*). Approval of By-laws;

(*f*). Concerning the construction and inspection of buildings;

(*g*). To amend Article "36" of the town's charter and to confirm and validate By law "71".

(*h*). Determine the fiscal year and division of its offices and work;

(*i*). Concerning water supply and the construction and extension of same;

(*j*). To modify the present system of expropriation, applicable to the town;

(*k*). To permit Companies to vote at all elections;

(*l*). To control and regulate the subdivision of properties in and adjacent to the town;

(*m*). The ratification of agreements, and for other purposes.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for applicans.

Montreal, 10th December, 1915. 7196—51-4

Avis est par le présent donné que George E. Borlase, notaire public, John P Wells, avocat, et Henry J Duffett, avocat, tous trois de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Civic Investement & Industrial Company," avec siège social dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, au capital de $100,000.00, dont les pouvoirs lui permettraient de placer des argents sur les valeurs d'aucune municipalité ou corporation ayant pour objets, en tout ou en partie, l'exploitation d'un service de téléphone ou de tramways ou l'approvisionnement de la chaleur, de l'eau, de la lumière ou de la force motrice; avancer des deniers, prendre le contrat, construire, louer ou acquérir aucune entreprise dans la quelle elle est autorisée à placer ses capitaux, et l'administrer; s'unir ou se fusionner avec aucune telle corporation; avoir la jouissance et l'exercise des pouvoirs constitutifs d'aucune compagnie qu'elle pourra acquérir ou prendre à bail, ou avec laquelle elle pourra se fusionner; nommer un ou plusieurs de ses actionnaires pour la repré

Notice is hereby given that George E Borlase, notary public, John P. Wells, advocate and Henry J. Duffett, advocate, all three of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate a company under the name of "Civic Investment & Industrial Company", having its head offiice in the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, with a capital of $100,000.00, with power to invest in the securities of any municipality or of any corporation having for its object in whole or in part the exploitation of telephone or tramways or the supplying of heat, water, light or power, to lend money, to contract for, construct, lease or acquire any enterprise in which it is authorized to invest and to operate the same, or to amalgamate or consolidate with any such corporation, to enjoy and exercise the charter powers of any company which it may acquire or lease, or with which it may amalgamate, to appoint one or more of its shareholders to represent it on the board of any such corporation as well as to exercise its borrowing powers or increase its capital upon such conditions as may be prescribed,

s enter dans le bureau de direction d'aucune telle corporation; aussi, exercer ses pouvoirs d'emprunts ou augmenter son capital aux conditions qui pourront être arrêtées; et tels autres privilèges qui sont habituellement octroyés aux compagnies à fonds social.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 20 décembre 1915. 7299—52-4

Avis est par le present donne que Nathan Titleman, gradué en chirurgie dentaire des cité et district de Montréal, demandera à la legislature de la province de Quebec, à sa prochanie session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme nécessaire pour pratiquer l'art dentaire dans cette province, sans autre examen.

NATHAN TITLEMAN, G. C. D.
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,
Procureurs du requerant
Montréal, 18 octobre 1915 7021—50-2

Avis est par le present donné que Moë Newton Fineberg, gradué en art dentaire, des cité et district de Montreal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Quebec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui octroyer le diplôme requis pour la pratique de l'art dentaire en cette province sans autre examen.

MOE NEWTON FINEBERG,
Tribey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,
Avocats du requerant.
Montréal, 3 decembre 1915. 7019—50-2

L'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec, des cité et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet de refondre les lois 37 Vict. chap. 39 et 5 Ed. VII chap. 102, sa charte actuelle, en déterminant les personnes qui la constitueront à l'avenir, abolissant le conseil d'aviseurs, autorisant le maintien d'ateliers pour l'enseignement des arts et métiers ainsi que le prélèvement des fonds nécessaires au paiement des terrains et à la construction, l'installation et l'ameublement des bâtisses requises pour le maintien et le développement de son œuvre, par la vente de bons, obligations ou débentures, et déclarant que ses établissements d'éducation et d'enseignement professionnel ainsi que les terrains sur lesquels ils sont ou seront situés, sont biens non imposables.

J. W. JALBERT,
ADRIEN BEAUDRY,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 30 novembre 1915. 6919—49-4

Avis est par le présent donné que Robert Warden Lee, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, avocat et doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, après permission obtenue à cet effet du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après tel examen qu'il sera jugé bon de lui faire subir.

McLENNAN, HOWARD & ALYMER,
Procureur du Requérant.
Montréal, 10 décembre 1915. 7513—52-4

and such other powers as are usually conferred upon joint stock companies.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for applicants
Sherbrooke, 20th December, 1915. 7300—52-4

Notice is hereby given that Nathan Titleman, dental graduate, of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this province without further examination.

NATHAN TITLEMAN, D. P. S.
Trihey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,
Attorneys for Nathan Titleman.
Montreal, 18th October, 1915. 7022—50-2

Notice is hereby given that Moe Newton Fineberg, dental graduate of the city and district of Montreal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise dental surgery in this Province without further examination.

MOE NEWTON FINEBERG,
Tribey, Bercovitch, Kearney & Lafontaine,
Attorneys for Moe Fineberg
Montreal, 3rd December, 1915. 7020—50-2

The Catholic Institution for Male Deaf Mutes of the Province of Quebec, of the city and district of Montreal, hereby gives notice that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act revising Act 37 Vict. chap 39 and 5 Ed. VII, chap. 102, its present charter, determining the persons who shall in future constitute said corporation, abolishing the advisary council, authorizing the maintenance of shops for the teaching of arts and trades and the levying of funds necessary to pay for the lands and the erection, equipment and furnishing of buildings requisite for the keeping up and development of its work by the sale of bonds, obligations or debentures, and declaring its educational and professional training establishments and the lands whereon said establishments are situate non-assessable property.

J. W. JALBERT,
ADRIEN BEAUDRY,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 30th November, 1915. 6920—49-4

Notice is hereby given that Robert Warden Lee, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Barrister-at-Law and dean of the faculty of Law of McGill University, having obtained permission to that effect from the General Council of the Bar of the province of Quebec, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act to authorize the Bar of the Province of Quebec, to admit him among its members after such examination as they may see fit to impose.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 10th December, 1915. 7514—52-4

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session d'une loi constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy", avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer électrique entre Saint-Roch et Châteauguay et de Laprairie à Chambly, avec embranchements, raccordements et lignes de ceinture à d'autres endroits dans les comtés de Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères et Richelieu, et droit de traverser le fleuve Saint-Laurent et entrer dans la cité de Montréal, et tous autres pouvoirs nécessaires.

Fait à Montréal, ce 22 décembre 1915.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Procureurs des Requérants.

7475—52-4

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter of incorporation of a company under the name of "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company", with power to build and operate an electric railway between Saint Roch and Châteauguay and from Laprairie to Chambly, with connection branches and loop lines to other places in the counties of Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères and Richelieu, and right to cross the Saint Lawrence River and enter the city of Montreal, and all other necessary powers.

Dated at Montreal, this 22nd December, 1915.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Solicitors for Applicants.

7476—52-4

Avis est par les présentes donné que la Société des Artisans Canadiens-Français, corps politique ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les amendements suivants à sa charte, savoir: le droit d'instituer une caisse au décès payable à la mort du sociétaire ou à terme; émettre des certificats pour temps limité; prêter à ses sociétaires; prolonger le terme des certificats; pourvoir aux frais funéraires des enfants des sociétaires; amender la section 7 du Chapitre 143, 5 George V, en ajoutant après le mot "relativement" les mots "au décès".

Z. FONTAINE,
Procureur de la dite Société

Montréal, 20 décembre 1915. 7471—52-4

Public notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens-Français" a body politic having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the following amendments at its charter, that it to say:

The right to establish a mortuary fund payable at a fixed period or at the death of the member of the Society; to issue certificates for a limited term; to lend money to its members; to extend the term of the certificates; to provide for the funeral expenses of the members' children; to amend the section 7 of the Chapter 143, 5 George V, in adding after the word "relatively" the words "at the death".

Z. FONTAINE,
Attorney for the said Society.

Montreal, 20th December, 1915. 7472—52-4

AVIS

Je, soussigné, Joseph Philippe Philéas Caumartin, des cité et district de Montréal, avocat, ayant subi avec succès les examens d'admission à la pratique du droit, mais mon terme de cléricature n'étant pas encore expiré, donne par les présentes avis qu'étant dûment autorisé par le Conseil Général du Barreau de la province de Québec, je présenterai à la prochaine session de la Législature de cette province, un projet de loi aux fins de me permettre de pratiquer la profession d'avocat.

PH. CAUMARTIN,
222, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 10 décembre 1915. 7509—52-4

NOTICE

I, the undersigned, Joseph Philippe Philéas Caumartin, of the city and district of Montreal, advocate, having passed with success the examinations for admission to the practice of law, but my term of scholarship having not yet expired, give by these presents, notice that being duly authorized by the General Council of the Bar, of the province of Quebec, I will present a bill to the Legislature of this province, with the object of being authorized to practice the law.

PH. CAUMARTIN,
222, Saint James street, Montreal.

Montreal, 10th December, 1915. 7510—52-4

Avis est par le présent donné que Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, de la cité d'Outremont, Ridley L. Charlton, de la cité de Montréal, Joseph Hurtubise et Peter W. A. Burkett, de la cité de Westmount, et Emmanuel Gauthier, de Maisonneuve, courtiers d'assurance, du district de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée les constituant, eux et tous autres qui s'associeront à eux, en corporation sous le nom de "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", pour, entre autres objets, promouvoir et règlementer les affaires du courtage des assurances contre le feu, dans la cité de Montréal et ailleurs, établir une organisation centrale pour ses membres, encourager et assurer leur compétence de même qu'une étiquette professionnelle convenable pour leur bénéfice commun; en même temps sauvegarder les intérêts des assurés, leur donner le droit de posséder des meubles, et autres pouvoirs corporatif d'usage.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 21 décembre 1915. 7473—52-4

Public notice is hereby given that Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, of the city of Outremont, Ridley L. Charlton, of the city of Montreal, Joseph Hurtubise and Peter W. A. Burkett, of the city of Westmount, and Emmanuel Gauthier, of Maisonneuve, Insurance Brokers, of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act to constitute them and all others who may become associated with them a corporation under the name of "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", for among other purposes, the promotion and regulation of the business of fire insurance brokage in the city of Montreal, and elsewhere, the providing of a central organization for its members, and to encourage and establish their proficiency and proper professional conduct for their mutual benefit, and at the same time to safeguard the interests of the insuring public, the holding of property, and other usual corporate powers.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7474—52-4

Avis public est par le présent donné que Alexander Walker Thornton, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec, à l'admettre incontinent au nombre de ses membres.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Avocats du Requérant

Montréal, 16 décembre 1915. 7467—52–4

Avis est par le présent donné que "The Shamrock Amateur Athletic Association" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée pour amender la loi 51-52 Victoria, chap. 69, des Statuts de la province de Québec, qui est la Loi constituant en corporation la "Shamrock Athletic Association", pour lui permettre d'augmenter l'évaluation annuelle des immeubles qu'elle est autorisée à posséder; d'élargir le champ de ses opérations dans la province, d'obtenir l'exemption de payer certaines cotisations municipales et scolaires.

LESLIE H. BOYD,
Avocat des Requérants.

Montréal, 21 décembre, 1915. 7469—52–4

Avis est, par les présentes, donné que MM. Jean Baptiste Berthiaume, senior, rentier, Narcisse Beauchamp, entrepreneur, Eustache Fortier, hôtelier, tous trois des cité et district de Montréal, et Azarias Claude, courtier d'immeubles, de la ville d'Outremont, dit district, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voie d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, la révocation ou le rappel de la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a) et, qu'à défaut, par la dite cité de Montréal de présenter un bill pour amender sa charte, ils s'adresseront eux-mêmes à la dite législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi révoquant ou rappelant la dite loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a).

R. G. de LORIMIER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1915. 7289—51–4

Avis est par le présent donné que Francis Joseph Laverty, avocat et conseil du Roi; Edward Quinn, gérant; John Quinlan, entrepreneur; William Hayes, gérant, et George McAnally, secrétaire, tous de la cité de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de les constituer en corporation sous le nom de "The Metropolitan Columbus Association", cette société étant organisée pour établir, entretenir et bâtir une maison de club pour l'avantage de ses membres, et pour autres fins.

M. A. PHELAN,
Procureur des Pétitionnaires.

151 rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 décembre, 1915. 7521—52–4

Avis est par les présentes donné que Dame Helmina Berthiaume, épouse de Louis Joseph Rivet, et ce dernier dûment autorisée, tous deux des cité et district de Montréal, Demoiselle Anna Berthiaume, fille majeure et usant de ses droits de la cité de Outremont, dans le district de Montréal; Dame Angélina Berthiaume, épouse de Pamphile DuTremblay, avocat, et de ce dernier dûment autorisée, tous deux de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; Arthur Ber-

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Alexander Walker Thornton, of the city of Montreal, doctor of dental surgery, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec to admit him forthwith as a member of the College.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solicitors for Applicant

Montreal, 16th December, 1915. 7468—52–4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passing of an Act by the Shamrock Amateur Athletic Association to amend 51-52 Victoria, chapter 69, of the Statutes of the province of Quebec, being an Act to incorporate the Shamrock Amateur Athletic Association, to increase the annual valuation of real estate which it is permitted to hold; to enlarge the scope of its athletic operations throughout the province; and to obtain exemptions from payment of certain municipal and school taxes.

LESLIE H. BOYD,
Solicitor for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7470—52–4

Notice is hereby given that Messrs. Jean Baptiste Berthiaume, senior, gentleman, Narcisse Beauchamp, contractor, Eustache Fortier, hotelkeeper, all three of the city and district of Montreal, and Azarias Claude, real estate broker, of the town of Outremont, said district, rate-payers, electors and proprietors of the city of Montreal, in the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain by way of amendment to the bill which will be presented by the city of Montreal, the revocation of repeal of the law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a) and that in default by the city of Montreal to present a bill amending its charter, they, themselves will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act revoking or repealing the said Law 2 George V, chapter 56, ection 37, sub-section (a).

R. G. de LORIMIER,
Attorney for petitioners.

Montreal, 15th December, 1915. 7290—51–4

Notice is hereby given that Francis Joseph Laverty, advocate and King's counsel; Edward Quinn, manager; John Quinlan, contractor; William Hayes, manager and George McAnally, secretary, all of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session to be incorporated under the name of "The Metropolitan Columbus Association" such society being created for the purpose of establishing maintaining and erecting a club house for the benefit of its members and for other purposes.

M. A.PHELAN,
Attorney for Petitioners.

157 Saint James street,
Montreal, 22nd December, 1915. 7522—52–4

Notice is hereby given that Dame Helmina Berthiaume, wife of Louis Joseph Rivet, and by the later duly authorized, both of the city and district of Montreal; Miss Anna Berthiaume, spinster in the full exercice of her rights, of the city of Outremont, in the district of Montreal, Dame Angélina Berthiaume, wife of Pamphile DuTremblay, advocate, and by the latter duly authorized, both of the city of Outremont, in the district of Montreal; Arthur Berthiaume, advo-

thiaume, avocat, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant les dispositions de l'acte de donation fiduciaire, passé devant Mtre Girouard, le 26 décembre 1914, sous le numéro 5354 de ses minutes, quant à ce qui concerne les donataires fiduciaires créés par le dit acte, de façon à ce que Dame Helmina Berthiaume, Demoiselle Anna Berthiaume, Dame Angélina Berthiaume, Arthur Berthiaume, ci-dessus désignés, Eugène Berthiaume et Edouard Berthiaume, tous de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, soient les donataires fiduliaires, aux lieu et place de ceux mentionnés à l'acte susdit, et pour autres fins.

HELMINA BERTHIAUME,
ANNA BERTHIAUME,
ANGÉLINA BERTHIAUME,
ARTHUR BERTHIAUME,
L. J. RIVET,
PAMPHILE DUTREMBLAY,
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureur.

Montréal, 21 décembre 1915. 7573—54-4

AVIS.

Avis est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, corporation légale ayant son principal établissement à Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation (44-45 Victoria, chapitre 52), en lui donnant de plus amples pouvoirs.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Procs de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.

Québec, 22 décembre 1915. 7537—52-4

Avis public est par le présent donné que le Lord Evêque de Montréal, une corporation simple, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour les fins suivantes:

Amender les titres de propriété, la loi 38 Victoria ch. 74, et tous autres lois incompatibles avec celle qu'il sollicite, de manière à conférer au dit Lord Evêque et aux syndics, en fiducie, la propriété de l'emplacement et de l'édifice qui étaient autrefois l'Eglise Saint-Stephens, et maintenant connue comme étant l'Eglise Saint-Edwards, avec pouvoir de les hypothéquer et vendre, et à même le produit de ces hypothèques ou vente acquitter les dettes légitimes de ladite église ainsi que de la corporation des dites église et paroisse de Saint-Edwards, le résidu devant servir et être employé aux fins religieuses des dites église et paroisse.

L. H. DAVIDSON,
Avocat du requérant.

Montréal, 21 décembre 1915. 7593—52-4

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte, 8 Ed. VII, ch. 89, tel qu'amendée par 2 Geo. V, ch. 60 et 4 Geo V, ch. 77, aux fins: (a) d'accorder à la cité de Westmount, un prolongement de délai pour acquérir les immeubles mentionnés dans le Statut 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) d'inclure au nombre des réclamations privilégiées exemptes d'enregistrement celles pour pouvoir électrique ainsi que l'intérêt sur icelles; (c) d'augmenter le montant que la cité peut emprunter sur résolution en attendant la perception des taxes générales et

cate, of the city of Outremont, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an act changing the provisions of the deed fiduciary donation passed before Mtre Girouard, on the 26th December, 1914, under number 5354 of his minutes, in matters concerning the fiduciary donees created by said deed, so that Dame Helmina Berthiaume, Miss Anna Berthiaume, Dame Angélina Berthiaume, Arthur Berthiaume, above designated, Eugène Berthiaume and Edouard Berthiaume, both of the city of Outremont, in the district of Montreal, be the fiduciary donees in the place and stead of those mentioned in the aforesaid deed and for other purposes.

HELMINA BERTHIAUME,
ANNA BERTHIAUME,
ANGÉLINA BERTHIAUME,
ARTHUR BERTHIAUME,
L. J. RIVET,
PAMPHILE DUTREMBLAY,
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorney's.

Montreal, 21st December, 1915. 7514—52-4

NOTICE

Notice is hereby given that "l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sittings for an act amending its charter (44-45 Victoria, chapter 52), and granting further powers.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys for l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.

Québec, 22nd December, 1915. 7538—52-4

Public notice is hereby given that the Lord Bishop of Montreal, a corporation sole, will make application, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act for the following purposes:

To amend the deeds of title, the act, 38 Victoria, ch. 74, and all other acts inconsistent with the act applied for, so as to vest the property of the site and building, formerly Saint Stephens church, and now known as Saint Edwards church, with the said Lord Bishop and the churchwardens of said church, in trust, with power to mortgage and sell, and out of the proceeds of such mortgage or sale to pay the lawful liabilities of the said church and of the corporation of the said church and parish of Saint Edwards, and the balance to use and apply for the purposes ecclesistical of the said church and parish.

L. H. DAVIDSON,
Chancellor and solicitor for the applicant.

Montreal, 21st December, 1915. 7594—52-4

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for a bill to amend its charter, 8 Ed. VII, ch. 89, as amended by 2 Geo. V, ch. 60, and 4 Geo. V, ch. 77, for the purpose of granting the city of Westmount; (a) an extension of time for acquiring the immoveables referred to in Statute 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) the inclusion of claims for electric power and interest thereon among the privileged claims exempt from registration; (c) an increase in the amount which the city may borrow on resolution pending the collection of general and special taxes; (d) the right to fix license fees at

spéciales; (d) le droit de fixer le tarif des licences à des montants excédant deux cents piastres ($200.00), par année; (e) le droit de prohiber les ventes de dimanche; (f) le droit de préparer les listes électorales en même temps que les listes municipales et deux fois par année seulement; (g) le droit de surveiller, règlémenter et contrôler la hauteur, la forme de l'architecture des bâtisses qui seront construites et de nommer une commission à cette fin.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, ce vingt-unième jour de décembre 1915.

J. W. WELDON,
Avocat de la requérante.

7597—52-4

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte de manière à lui permettre d'acheter, posséder et disposer des parts et valeurs d'autres compagnies, d'exercer aucune sorte d'industrie de fabrication et autre commerce, de garantir l'exécution des contrats par aucune corporation ou personne, et généralement d'exercer tous ces pouvoirs que les lettres patentes octroient d'habitude aux compagnies à fond social, et de distribuer l'énergie électrique dans les comtés de Québec et de Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE & POPE,
Avocats des requérants.

Montréal, 22 décembre 1915.

7595—52-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Montréal-Est, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Pouvoirs d'emprunt et débentures; division des quartiers; ratification de certaines résolutions; règlements, contrats, privilèges, franchises et exemption de taxes; industries municipales; annexion de territoire; modes de répartition; rues et boulevards; spécialement l'annexion de cette partie du rang Saint-Léonard, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, située au nord-ouest de la ville entre les limites est de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, et une partie des limites ouest de Montréal-Est.

LA VILLE DE MONTREAL-EST,
Par J. EMERY CODERRE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7547—52-5

Avis public est par le présent donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature, de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Confirmation de règlements concernant la fermeture ou la règlementation de certains chemins, mode de répartition spécial; taxes spécial droit et pouvoirs de séparation de territoire, et particulièrement annexion d'une partie du territoire de la ville à la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, droit de fixer le lieu des séances du conseil en dehors de la municipalité et autres pouvoirs.

LA VILLE DE BEACONSFIELD,
Par J. L. V. MALLETTE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7543—52-5

amounts higher that two hundred dollars ($200.00), per year; (e) the right to prohibit the sale of merchandise on Sunday; (f) the right to prepare electoral lists when municipal lists are drawn up and not more often than once in two years; (g) the right to supervise, regulate and control the height, shape and design of buildings to be erected and to appoint a commission for such purpose.

Dated at Westmount, in the Province of Quebec, this twenty first day of December, 1915.

J. W. WELDON,
Solicitor for Applicant.

7598—52-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company, will apply for an act to amend its charter in such a manner as to permit it to purchase, hold and dispose of the shares and securities of other companies, to carry on all kinds of manufacturing and other business, to guarantee the performance of contracts by any corporation or person and generally to exercise all such powers as are usually conferred by letters patent upon joint stock companies, and to conduct electricity within the counties of Quebec and Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE & POPE,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 22nd December, 1915.

7596—52-2

Notice is hereby given that the town of Montreal-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Borrowing powers and debentures; division of wards; ratification of certain resolutions, by-laws, contracts, privileges, franchises, and exemption from taxes; municipal industries; annexation of territory; modes of assessment; streets and boulevards; particularly the annexation of this portion of Saint Leonard range in the parish of la Pointe aux Trembles, lying to the north west of the town between the eastern boundaries of the town of Saint Leonard de Port Maurice, and the portion of the western boundaries of Montreal east.

THE TOWN OF MONTREAL EAST,
Per J. EMERY CODERRE,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7548—52-5

Notice is hereby given that the town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Ratifying of by-laws concerning the closing or the regulation of certain roads; method of imposition of taxes; local improvement taxes; right and provisions for separating certain parts of the territory of the town and particularly to annex a part of it to the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire; right to fix place of meeting outside of municipality and other powers.

THE TOWN OF BEACONSFIELD,
Per J. L. V. MALLETTE,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7544—52-5

Avis public est par les présentes donné que la ville de la Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de refondre la loi la constituant en corporation de ville (Statut de Québec, 2 Geo. V, ch. 74), en y incorporant les pouvoirs spéciaux et généraux qu'elle possède déjà avec certaines modifications, et en outre en y ajoutant certains pouvoirs ou certaines modifications à la loi générale concernant les matières suivantes:

Elections; procédures relatives aux élections; définition de certaines expressions dans la loi des cités et villes; qualification des électeurs et des échevins; avis municipaux; approbation des des règlements par les électeurs; pouvoirs de l'ingénieur de la ville; voirie; expropriations; égoûts; bâtiments; répartitions; acquisition et administation d'aqueduc; octroi et ratification de certaines franchises et privilèges; emprunts et débentures; vote des compagnies; commission du fonds d'amortissement; représentation dans les compagnies à fonds social; annexion du nouveau territoire et spécialement cette partie du rang Saint-Léonard, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles qui se trouve au nord-ouest du territoire de la ville, entre la ville de Montréal-Est et le prolongement de la ligne frontière est de la ville de la Pointe-aux-Trembles et autres pouvoirs.

LA VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES,
Par J. C. V. Roy,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7545—52-5

Notice is hereby given that the town of la Pointe aux Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to consolidated the law incorporating it as a town municipality (Statute of Quebec, 2 Geo. V, ch. 74), inserting in it the powers general and special which it possesses already with certain modifications, and providing for certain additionnal powers and modifications to the cities and towns' Act, on the following subjects;

Elections and proceedings relating thereto; defining certain expressions in the cities and towns' Act; qualification of the electors and aldermen; municipal notices; approval of by-laws by electors; powers of the engineer of the town; streets; expropriations; sewers; constructions and buildings; assessment and imposition of taxes; acquisition and administration of the aqueduct; granting and ratification of certain franchises and privileges; loans and debentures; votes of the joint stock companies; sinking fund commission; representation in companies; annexation of new territory and particularly such portion of Saint Leonard range, in the parish of La Pointe aux Trembles, lying to the north west of the territory of the town, between the town of Montreal East, and a prolongation of the western boundary line of the town of La Pointe aux Trembles and other powers.

THE TOWN OF LA POINTE AUX TREMBLES,
Per J. C. V. Roy,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7546—52-5

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint-Pierre aux Liens demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation sous le nom de "Les Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", les curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics en vertu des Statuts refondus de 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'excédant pas $45,000. pour payer les dettes et obligations de ladite fabrique, contractées pour l'achat des terrains requis, la construction d'une église, sacristie et presbytère et autres propriétés de fabrique, et à prélever par voie de répartition sur les immeubles possédés par les catholiques romains individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et le fond d'amortissement du dit emprunt; de même qu'à prélever une somme ne dépassant pas 15c annuellement par $100. sur les immeubles desdits catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, pour rencontrer les frais, dépenses et intérêts de ladite fabrique, à se servir des rôles d'évaluation en vigueur dans les différentes municipalités de la paroisse, à évaluer les terrains en culture à un montant de pas moins ni plus de quinze cents piastres de l'arpent, à homologuer l'acte de répartition préparé et autres fins.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procureurs de ladite Fabrique.

Montréal, 23 décembre 1915. 7533—52-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pierre aux Liens, will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", the cure and the three marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (syndics), by the Revised Statutes, 1909, and authorizing the said trustees (syndics) to borrow a sum not exceeding $45,000. to pay the debts and obligations of the said fabrique, assumed by the purchasing of properties required, the construction of a church, vestry, and of a presbytery and other properties of said fabrique, and to levy by means of assessment on the immoveables belonging to the Roman catholics, individually ot through incorporated companies, the interest and sinking fund on said loan; also to levy a sum not exceeding 15c annually per $100. on said immoveables belonging to the roman catholics, individually or through incorporated companies, to meet the costs, expenses and interests of said fabrique, to use the assessment roll in force in the different municipalities of said parish, to value the properties in cultivation to an amount not exceeding nor less than fifteen hundred dollars an arpent, to homologate the assessment roll prepared and to all other purposes.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Attorneys for said Fabrique.

Montreal, 23rd December 1915. 7534—52-4

Les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de la ville de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, donnent avis qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour annexer à leur territoire en tout ou en partie, le

The School Commissioners for the municipality of the city of Maisonneuve, in the county of Maisonneuve, hereby give notice that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to their territory, in whole or in

4 JAN 1916

territoire des municipalités scolaires voisines, pour amender la section 4 de la loi 56 Victoria, chapitre 57, la section 12 de la loi 63 Victoria, chapitre 53, et la section 26 de la loi 61 Victoria, chapitre 57, pour annuler certains contrats faits par les commissaires ou certaines résolutions adoptées par les commissaires pour limiter l'évaluation ou la taxation de certains terrains, ou pour exempter en tout ou en partie certains terrains de la taxation, pour ratifier les émissions et ventes des débentures des dits commissaires émises à date, pour leur permettre de faire certains emprunts temporaires et pour amender et remplacer les articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 et 2739 des Statuts refondus de la province de Québec, en autant que ces dits articles peuvent s'appliquer aux dits commissaires d'écoles, pour donner aux commissaires le pouvoir de faire faire l'évaluation des terrains qui ne sont pas évalués à leur valeur réelle par la cité de Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,
Procureurs des requérants.

Montréal, 22 décembre 1915. 7463—52–4

Avis public est par le présent donné que Joseph Barnard, journaliste, J.-Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, courtier, Napoléon Lamy, bijoutier, Wellie Narcisse Godin, médecin, Anselme Dubé, entrepreneur, Charles Bourgeois, avocat et un grand nombre d'autres, tous électeurs et contribuables de la cité des Trois-Rivières, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant la charte de la dite cité aux fins d'obtenir la réduction du terme de Maire et des échevins de quatre ans à deux ans; l'élection des échevins par le peuple au cas de vacances dans le Conseil; le droit de révoquer dans certains cas, le maire et les échevins avant l'expiration de leur terme d'office; le droit de soumettre par voie de referendum, toute décision du Conseil, à l'approbation des électeurs municipaux.

CHARLES BOURGEOIS,
Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 22 décembre 1915 7571—52–4

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est, par les présentes, donné que Edmond St-Denis, étudiant en loi, de Montréal, présentera un bill privé, à la prochaine dession de la Législature de Québec, tendant à régulariser son admission à l'étude du notariat, ainsi que son brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,

Montréal, 21 décembre 1915. 7539—52–4

CITÉ DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Québec, 22 décembre 1915.

DEMANDES A LA CHARTE DE LA CITE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de quatre cent trente-cinq mille piastres pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour le parachèvement du maître tuyau de 40 pouces;

part, the territories of adjacent school municipalities amending section 4 of the Act 56 Victoria, chapter 57, and section 12 of the Act 63 Victhria, chapter 53, and section 26 of the 61, Victoria, chapter 57, annulling certain contracts made by the commissioners, limiting the valuation or taxation of certain lands or exempting, in whole or in part, certain lands from taxation, ratifying the issue and sale of debentures of said Commissioners issued up to this date, granting them the powers to make certain temporary loans and amending and replacing articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 and 2739 of the Revised statutes of the province of Quebec, in so far as said articles may apply to said school commissioners empowering the commissioners to appraise lands not estimated at their real value by the city of Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 22nd December, 1915. 7464—52–4

Public notice is hereby given that Joseph Barnard, journalist; J. Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, broker, Napoléon Lamy, jeweller, Wellie Narcisse Godin, doctor of medicine Anselme Dubé, contractor, Charles Bourgeois, advocate, and many others, all electors and ratepayers of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at next session, for an Act amending the charter of the said city so as to reduce the term of office of the mayor and aldermen from four years to two years; the election of the alderman by the people in case of any vacancy in the council; the right to revoke, in certain cases, the mayor and alderman before the expiration of their term of office, the right to submit by means of a referendum, any decision of the Council to the approval of municipal electors.

CHARLES BOURGEOIS,
Attorney for Petitioners.

Three Rivers, 22nd December, 1915.
7572—52–4

Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that Edmond St. Denis, of Montreal, law student, will present a private bill, at the coming session of the Legislature of Quebec, on account of regulating his registration at La Chambre des Notaires and also his brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,

Montreal, 21st December, 1915. 7540—52–4

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Quebec, 22nd December, 1915.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER OF THE CITY OF QUEBEC TO BE ASKED AT THE NEXT SESSION OF THE LEGISLATURE.

Public notice is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this Province at its next session to ask certain amendments to its charter of incorporation, and to obtain authorization to borrow a sum of four hundred and thirty five thousand dollars ($435,000.00), to pay the cost of permanent works in the streets and public places of the city; for the completion of the 40" main water

- 4 JAN 1916

pour aider à l'établissement d'un hôpital des tuberculeux; pour la construction du Boulevard Saint-Louis; pour outillage requis pour le département des chemins et aussi pour ratifier certains paiements faits à "La Crèche", à "La Goutte de Lait" et à la Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux; pour être autorisée à payer une certaine somme à l'Association d'Éducation Canadienne-française de l'Ontario; pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc; pour amender les articles de la charte qui règlent le nombre des membres requis aux séances du Conseil pour la passation des règlements; pour changer le mode d'octroi des licences pour voitures, etc., pour amender la loi concernant l'appel à la Cour supérieure des jugements de la Cour du recorder en matière de cotisation; pour la taxe personnelle imposée sur les ouvriers non résidents dans ses limites; pour fixer la part payable par la cité pour la construction des trottoirs permanents; pour diminuer le fonds de réserve pour faire face aux dépenses imprévues; pour imposer (le sou du pauvre) ou toute autre taxe de même nature sur les théâtres ou lieux d'amusements; pour forcer les compagnies d'immeubles à donner la liste des noms de leurs acheteurs sur promesse de vente; pour l'avis concernant les réclamations des dommages contre la cité; pour la réunion du comité conjoint concernant la traverse entre Québec et Lévis; pour ratifier le contrat passé avec "The Public Service Corporation"; pour soumettre aux contribuables un *referendum* sur la prohibition de liqueurs alcooliques et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la Cité.

7531—52-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un pouvoir additionnel d'emprunt pour un montant n'excédant pas un million de dollars, au moyen d'émission de débentures, en sus des emprunts déjà faits ainsi que de ceux déjà autorisés; elle demandera aussi le pouvoir de se servir des bons du Trésor qu'elle est autorisée à émettre pour payer les terrains qu'elle achète, les maisons d'écoles qu'elle achète ou construit, ainsi que pour garantir tels paiements.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 21 décembre 1915. 7541—52-5

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné, que Messieurs Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, fils, Gustave Pepin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, tous cultivateurs de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Laval, W. A. Cotton, P. A. Dubord et Compagnie Limitée, Vendome Boulevard and Lands Limited, ces derniers, des cité et district de Montréal et autres, tous électeurs municipaux et propriétaires de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill à l'effet d'amender le chapitre 105 du Statut V, Georges V, loi constituant en ville, la municipalité de Saint-Léonard de Port-Maurice, à savoir que les propriétaires et occupants des lots connus et designés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga,

pipe; to help the establishment of an hospital for tuberculosis patients; for the construction of the Boulevard Saint Louis; for the equipment required for the Road Department; and also to ratify certain payments made to "La Crèche", and "La Goutte de Lait", and "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux"; to obtain authorization to pay a certain sum to "L'Association d'Education Canadienne-francaise de l'Ontario"; for the protection of the sources and water courses which feed our water works; to amend the articles of the charter which regulate the number of members required at meeting of the Council for the passing of by-laws; to change the mode of granting licenses for vehicles, etc.; to amend the law concerning appeals of the Superior Court of the judgment of the Recorder's Court in matters of assessment; for the personal tax imposed upon working men who do not reside within its limits; to determine the proportion payable by the city for the construction of permanent sidewalks; to diminish the reserve fund; to provide for unforeseen expenditures; to impose a tax commonly named "le sou du pauvre", or any other tax of this nature upon theatres or places of amusement; to compel real estate companies to give out the list of the names of purchasers of lots upon promise of sale; as to the notice to be given of claims for damages against the city; to permit the convocation of the joint committee concerning the ferry between Quebec and Levis; to ratify the contract passed with the Public Service Corporation; to submit to the vote of tax payers a referendum upon the prohibition of alcoolic liquors, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,
City Clerk.

7532—52-4

Public notice is hereby given that The Catholic School Commission of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain additional borrowing power, for an amount not exceeding one million of dollars, over and above the loans already made, as well as those already authorized. The said Commission will also ask for power to make use of the Treasury bonds that it is authorized to issue in payment of land sites it may purchase, school-houses that it may purchase or build, as well as a guarantee of such payment.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.

Montreal, 21st December, 1915. 7542—52-4

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that Messrs. Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, Jr., Gustave Pépin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, all farmers, of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, in the county of Laval, and W. A. Cotton, P. A. Dubord & Companie, Limitée, and Vendôme Boulevard and Lands Limited, these last mentioned of the city and district of Montreal, and others, all municipal electors and property owners of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending chapter 105 of Statute V, George V, incorporating into a town, the municipality of Saint Léonard de Port-Maurice, and detaching from the aforesaid municipality of Saint Léonard de Port Maurice as incorporated by said statute the owners and occupants of those lots of land known and designated on the official plan and

- 4 JAN 1916

sous les numéros 410 à 505, inclusivement; pour, les dits propriétaires et occupants être détachés de la dite ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, telle qu'incorporée comme dit ci-dessus, et former une municipalité indépendante, sous la direction et l'autorité du Code Municipal, de la province de Québec, sous le nom de la Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, avec, en outre, les pouvoirs conférés par le Code Municipal aux paroisses généralement, les pouvoirs de Conseil de Comté, de s'annexer d'autres terres contigues aux lots ci-dessus, du consentement des propriétaires, nonobstant toutes autres lois affectant le territoire de la nouvelle municipalité, et autres fins municipales, à toutes fins que de droit.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Avocats et Procureurs.

Montréal, 21 décembre 1915. 7465—52–4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de Cartierville s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte quant à la manière de répartir le coût des égoûts et de l'ouverture et la confection des rues; la règlementation des connections d'égouts et d'aqueduc; à son pouvoir de fournir de l'eau aux municipalités voisines et aux pouvoirs de ces dernières de transiger à cette fin; d'autoriser le Conseil à emprunter, sur simple résolution, l'argent nécessaire pour solder les comptes encourrus en rapport avec l'aqueduc et défrayer le coût des travaux qui restent à faire et solder la balance due sur contrats pour travaux municipaux et défrayer le coût de ceux qui restent à faire.

7535—52–5 Procureur de la corporation Requérante.

book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga, under numbers 410 to 505, both inclusive and constituting them into a distinct municipality governed by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, under the name of municipality of the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, and also with the powers granted by the Municipal Code, to parishes generally, the powers of the county council, the power to annex other lands contiguous to the hereinabove mentioned lots, with the consent of the owners of such lands, notwithstanding any other laws affecting the territory of the new municipality now seeking incorporation and for other municipal purposes, to all lawful purposes.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE.
Advocates and Attorneys.

Montreal, 21st December, 1915. 7466—52–4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a law amending the charter of the town of Cartierville as to the way the costs for sewers to be assessed and the opening and the confection of streets; the regulation of sewers and aqueduct connections; to its power to furnish with water the neighbouring municipalities and to the power of the latter to coumpound for this purpose; to authorize the Council to borrow, on only resolution, the necessary money to pay the fees incurred in connection with the aqueduct and to defray the costs of the works remaining to be done and to pay the balance due on contracts for municipal works and defray the costs of those remaining to be done.

7536—52–5 Attorney for the Petitioner.

Avis Divers

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Najeebe Nassif Salceba, épouse de George A. Sayehik, de la cité de Sherbrooke, dit district, commerçant, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit George A. Sayehik, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 1 décembre 1915. 7633—53–5

Cour supérieure. No 496. Province de Québec. District des Trois-Rivières. Dame Evelina Damphousse, épouse commune en biens de Gérald Griffin, de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Gerald Griffin, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23ième jour de décembre 1915.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 23 décembre 1915. 7607—53–5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Evangeline Boucher, de la cité de Sherbrooke, dit district, épouse de Joseph O. Lemieux, également de la dite cité, commerçant, dûment autorisée aux fins des

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Najeebe Nassif Salceba, wife of George A. Sayehik, of the city of Sherbrooke, said district, trader, duly authorized for the purposes herein, Plaintiff; vs The said George A. Sayhehik, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

J. H. LEMAY,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 1st December, 1915. 7634–53–5

Superior Court. No. 496. Province of Quebec. District of Three Rivers. Dame Evelina Damphousse, wife common as to property of Gerald Griffin, of the parish of Saint Elie de Caxton, district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Gerald Griffin, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the present case on the 23rd December, 1915.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attorneys for Plaintiff.

Three Rivers, 23rd December, 1915. 7608—53–5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Evangeline Boucher, of the city of Sherbrooke, said district, wife of Joseph O. Lemieux, also of the said city, trader, duly authorized for the purposes herein

présentes, Demanderesse; vs le dit Joseph O. Lemieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 2 novembre 1915. 7621—53-5

Cour supérieure. No 906. Province de Quebec. District de Montréal. Une action en séparation de biens a été instituée par Dame Anna Antil, épouse commune en biens de Joseph Louis Rainville, manufacturier des cité et district de Montréal, contre le dit Joseph Louis Rainville, le 20 décembre 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 décembre 1915. 7641—53-5

Cour supérieure. Beauce. No 2634. Félixine Gilbert, épouse de Alexandre Drouin, sellier, de Saint-Joseph de Beauce, contre le dit Alexandre Drouin a, ce jour, institué une action en séparation de biens. Saint-Joseph-de-Beauce, 20 décembre 1915. PACAUD & MORIN, Procureurs de la demanderesse. 7617—53-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Nicolet. No 0000. Dame Lucie Saint-Laurent, de la ville de Nicolet, épouse commune en biens de Thomas Caron, charretier, aussi de la dite ville de Nicolet, et la dite dame Lucie Saint-Laurent, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, demanderesse, vs le dit Thomas Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le 27 décembre 1915.

W. GUIMOND,
Proc. de la demanderesse.
Nicolet, 27 décembre 1915. 7643—53-5

Cour supérieure. No 912. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Emma Beauchesne, épouse d'Emile Simoneau, fromagier, du canton de Wotton, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

FELIX LECLERC,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, le 17 décembre 1915. 7393

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4086. Georges Pominville, de la cité et du district de Montréal, expéditeur, Demandeur; et Dame Anna Gibeau, du même lieu, épouse commune en biens de Georges Pominville, Défenderesse.

Le demandeur a institué une action en séparation de corps contre la défenderesse.

CURRAN & CURRAN,
Procureur du demandeur.
Montréal, 17 décembre 1915. 7441—52-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, des cité et district de Montréal, épouse de Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu duement autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3 décembre 1915.

J. WILFRID PILON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 3 décembre 1915. 7037—50-5

Plaintiff; vs the said J. O. Lemieux, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

J. H. LEMAY,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 2nd November, 1915. 7622—53-5

Superior Court. No. 906. Province of Quebec. District of Montreal. An action for separation as to property has been instituted by Dame Anna Antil, wife common as to property of Joseph Louis Rainville, manufacturer of the city and district of Montreal, against the said Joseph Louis Rainville, on the 20th December 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th December 1915. 7642—53-5

Superior Court. Beauce. No. 2634. Félixine Gilbert, wife of Alexandre Drouin, saddlers, of Saint Joseph de Beauce, against the said Alexandre Drouin, has, this day, instituted an action for separation as to property. Saint Joseph de Beauce, 20th December, 1915. PACAUD & MORIN, Attorney's for Plaintiff. 7618—53-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Nicolet. No. 0000. Dame Lucie Saint Laurent, of the town of Nicolet, wife common as to property with Thomas Caron, carter, of the said town of Nicolet, and said Lucie Saint Laurent, duly authorized in justice to act in the present case, plaintiff vs the said Thomas Caron, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 27th December, 1915.

W. GUIMOND,
Attorney for Plaintiff.
Nicolet, 27th December, 1915. 7644—53-5

Superior Court. No. 912. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Emma Beauchesne wife of Emile Simoneau, cheese-maker, of the township of Wotton, has, this day, brought against her husband an action in separation as to property.

FELIX LECLERC,
Attorney for the plaintiff.
Sherbrooke, 17th December 1915. 7394

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4086. Georges Pominville, of the city and district of Montreal, shipper, Plaintiff; and Dame Anna Gibeau, of the same place, wife common as to property of Georges Pominville, Defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted by said Plaintiff against the Defendant.

CURRAN & CURRAN,
Attorney's for Plaintiff.
Montreal, 17th December, 1915. 7442—52-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, of the city and district of Montreal, wife of Wilfrid Chartrand, painter of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Wilfrid Chartrand, of the same place, painter, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day in this case.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd December, 1915. 7038—50-5

Cour supérieure. No 2891. District de Montréal. Dame Alberta Messier, épouse commune en biens de Joseph Forget, de Montréal, menuisier a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

MILLETTE & GRENIER,
Avocats de la dite Dame Alberta Messier.
Montréal, 21 décembre 1915. 7481—52-5

Cour supérieure. No 5220. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rose Dina Fortin, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Lazare Fortin, beurrier du même lieu, et dûment autorisée à cette fin, à poursuivi, ce jour, son dit époux, en séparation de biens.

PHILIPPE DORVAL,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 29 novembre 1915. 7235—51-5

Cour supérieure. No 3096. Province de Quebec. District de Gaspé. Christina Macbeth, de Matapedia, épouse de Gordon Cameron Adams, marchand de bois, de Matapédia, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ledit Gordon Cameron Adams, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le vingt-cinq novembre 1915.

JOHN HALL KELLY,
Procureur de la Demanderesse.
New-Carlisle, 25 novembre 1915. 6841—49-5

Cour supérieure. Beauce. No 2592. Dame Adiana Boily, épouse de Jean alias Johny Bernard, forgeron, de Saint-Côme, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Saint-Joseph, Beauce, 20 novembre 1915.

REMI BOLDUC,
6843—49-5 Procureur de la demanderesse.

Cour supérieure. No 1499. Province de Québec. District de Montréal. Dame Exélina Martin, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Bonnier, épicier, du même lieu, la dite Dame Exelina Martin dûment autorisée en justice à ester en la présente cause, Demanderesse; vs le dit Napoléon Bonnier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 16 novembre 1915.

MASSON & BILLETTE,
6907—49-5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 5. Dame Cordelia Champagne, épouse d'Ovila Martineau, entrepreneur de Montréal et duement autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ovila Martineau, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

L. P. DUPRE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 novembre 1915. 6969—49-5

Cour supérieure. No 324. Province de Québec. District de Montréal. Dame Fanny Lipchitz, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Jacobson, gentilhomme, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; contre le dit Joseph Jacobson, gentilhomme, du même endroit, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le Défendeur, le 15 décembre 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,
7317—51-5 Procureurs de la Demanderesse.

Superior court. No 2891. District of Montreal. Dame Alberta Messier, wife common as to property of Joseph Forget, of Montreal, joiner, has instituted an action for separation as to property against her husband.

MILLETTE & GRENIER,
Attorneys for said Dame Alberta Messier.
Montreal, 21st December 1915. 7482—52-5

Superior Court. No. 5220. Province of Quebec. District of Montreal. An action in separation as to property has been instituted this day by Dame Rose Dina Fortin, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Lazarre Fortin, buttermaker of the same place, against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 29th November, 1915. 7236—51-5

Superior Court. No. 3096. Province of Quebec. District of Gaspe. Christina Mcbeth, of Matapedia, wife of Gordon Cameron Adams, Lumberman of Matapedia, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Gordon Cameron Adams, Defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on the twenty-fifth day of November 1915.

JOHN HALL KELLY,
Attorney for plaintiff.
New Carlisle, 25th November, 1915. 6842—49-5

Superior Court. Beauce. No. 2592. Dame Adiana Boily, wife of Jean, alias Johnny Bernard, blacksmith of Saint Côme, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband. Saint Joseph, Beauce, 20th November, 1915.

REMI BOLDUC,
6844—49-5 Attorney for Plaintiff.

Superior court. No. 1499. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Exélina Martin, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Bonnier, grocer, of the same place, the said Exélina Martin duly authorized in Justice to act in the present case, Plaintiff, vs the said Napoléon Bonnier, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on 16th November, 1915.

MASSON & BILLETTE,
6908—49-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court.No. 5. Dame Cordelia Champagne, wife of Ovila Martineau contractor of the same place, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs Ovila Martineau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the said defendant.

L. P. DUPRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd November, 1915. 6970—49-5

Superiror Court. No. 324. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Fenny Lipchitz, of the city of Montreal, wife of Joseph Jacobson, gentleman, of the same place duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs the said Joseph Jacobson, gentleman, of the same place Defendant.

An action for separation of property has been instituted against the Defendant, the 15th day of December, 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,
7318—51-5 Attorneys for the Plaintiff.

Cour supérieure. No 5281. Province de Québec. District de Montréal. Bertha Lagacé, de la ville de Cartierville, district de Montréal, épouse commune en biens de Delphis Ouellette, laitier du même lieu, a intenté ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 7 décembre 1915. 7103—50-5

Cour supérieure. No 2010. Province de Québec. District de Montréal. Dame Christiana Racette, épouse commune en biens de Joseph Courtemanche, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse; vs Joseph Courtemanche, manufacturier du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de décembre 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 22 décembre 1915. 7549—52-5

Cour supérieure. No 2617. Province de Québec. District de Beauce. Dame Caroline Gagné, épouse commune en biens de Aimé Tardif, tous deux de Saint-Frédéric, district de Beauce, cultivateur.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 18 décembre 1915.
7551—52-5

Cour supérieure. No 246. Province de Québec. District de Montmagny. Dame Eva Lamontagne, épouse commune en biens de Achille Côté, tous deux de Saint-Fabien de Panet, district de Montmagny.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph de Beauce, 18th Decembre, 1915.
7553—52-5

Supçrior Court. No. 5281. Province of Quebec. District of Montreal. Bertha Lagacé, of the town of Cartierville, district of Montreal, wife common as to property of Delphis Ouellette, milkman, of the same place, has taken, this day, an action in separation of property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th December, 1915. 7104—50-5

Superior Court. No. 2010. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Christiana Racette, wife common as to property of Joseph Courtemanche, of the city and district of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs Joseph Courtemanche, manufacturer of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th day of December, 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd December, 1915. 7550—52-5

Superior Court. No. 2617. Province of Quebec. District of Beauce. Dame Caroline Gagné of Saint Frederic Beauce, wife of Aimé Tardif, farmer of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph Beauce, 18th December, 1915.
7552—52-5

Superior Court. No. 246. Province of Quebec. District of Montmagny. Dame Eva Lamontagne of Saint Fabien de Panet, Montmagny wife of Achille Côté, butcher of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 18th December, 1915.
7554—52-5

Avis de Faillites

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montcalm,
No 213.
In re: Camille Bernier, Requérant cession;
vs
Evariste Ekimberg, hôtelier, de Nomininguc, Failli.

Avis est par le présent donné, que le seize décembre, courant, (1915), par une ordonnance de la Cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites à mon bureau, à Mont-Laurier, comté de Labelle, dans les trente jours de cet avis.

V. L. COLLETTE,
Curateur.
Mont-Laurier, Co. Labelle, P. Q.
Mont-Laurier, 18 décembre 1915. 7385

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montcalm,
No. 213.
In re: Camille Bernier, Petitioner for assignment;
vs
Evariste Ekimberg, Innkeeper, of Nomininguc, Insolvent.

Notice is hereby given that on the sixteenth of December, (1915) by order of the Court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Attested sworn claims must be filed at my office Mont Laurier, county of Labelle, within thirty days from this notice.

V. L. COLLETTE,
Curator.
Mont Laurier, Co. Labelle, P. Q.
Mont Laurier, 18th December, 1915. 7386

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Dans l'affaire de Zéphirin Chartier, boulanger et Théophile Langlois, bourgeois, tous deux des cité et district des Trois-Rivières, et y faisant affaires tous deux en société, comme boulangers, confiseurs et restaurateurs, sous la raison sociale de "Langlois & Chartier", Faillis.

Avis est par les présentes donné que les susdits insolvables ont fait cession de leurs biens le dix-septième jour de décembre courant (1915) et que j'ai été nommé gardien-provisoire.

NAP. E. GODIN,
Gardien-provisoire.

Trois-Rivières, le 23 décembre 1915. 7601

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Dans l'affaire de Alide Mineau & Aimé Bellemare, marchands, de la cité des Trois-Rivières, Faillis.

Avis est par les présentes donné que les susdits insolvables ont fait cession de leurs biens le quinzième jour de décembre courant (1915) et que j'ai été nommé gardien-provisoire.

HENRI BISSON,
Gardien-provisoire.

Trois-Rivières, 23 décembre 1915. 7603

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 750.

Re Alfred Audet, marchand, Saint-Damien, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que le 24ième jour de décembre 1915, nous avons été nommés curateurs en cette affaire et M.M. Thaddée Michaud, de la maison Alphonse Racine, Ltée, de Montréal, et Germain Bélanger, marchand, de Québec, inspecteurs.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Curateurs.

Bureaux: Edifice Dominion,
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 24 décembre 1915. 7613

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re I. Carsley, 603, Ave Mont-Royal-Est, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 23 décembre 1915, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens du dit insolvable.

Tous ceux qui ont des réclamations contre le dit insolvable sont priés de les produire, dûment attestées sous serment, dans les 30 jours de la présente date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Michaud & Desrosiers,
Comptables et Liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier. Montréal.
Montréal, 27 décembre 1915. 7619

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In the matter of Zéphirin Chartier, baker, and Théophile Langlois, gentleman, both of the city and district of Three Rivers, and there carrying on business in partnership, as bakers, confectioners and eating-house keepers, under the firm name of "Langlois & Chartier", Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have made on the seventeenth day of December, instant (1915), judicial abandonment of their property and that I have been appointed provisional guardian.

NAP. E. GODIN,
Provisional Guardian

Three Rivers, 23rd December, 1915. 7602

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In the matter of Alide Mineau & Aimé Bellemare, traders, of the city of Three Rivers, Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have made on the fifteenth day of May instant (1915), judicial abandonment of their property and that I have been appointed provisional guardian.

HENRI BISSON,
Provisonal Guardian.

Three Rivers, 23rd December, 1915. 7604

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 750.

Re Alfred Audet, merchant, Saint-Damien, Insolvent.

Notice is hereby given that on 24th December, 1915, we have been appointed curators and Messrs. Thaddée Michaud of Alphonse Racine Ltd., Montréal, and Germain Bélanger, merchant, of Quebec, inspectors.

All parties having claims against the said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath within thirty days from this date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Curators.

Offices: Dominion Building,
126 Saint Peter street.
Quebec, 24th December, 1915. 7614

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re I. Carsley, 603 Mount Royal Ave East, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of December, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Michaud & Desrosiers,
Accountants and Liquidators.
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 27th December, 1915. 7620

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 516.

Dans l'affaire de Joseph Taillefer, Maisonneuve, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable sus-nommé a fait, le 23 décembre 1915, une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, de la Cour supérieure, du district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sub.-gardien provisoire.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 24 décembre 1915. 7609

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re: Dame Catherine Moreau, "R. Granito & Cie", Faillie;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que j'ai été ce jour, par ordre de cette Cour, nommé curateur aux biens de la susdite faillie.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60 rue Notre Dame Est, Montréal.
Montréal, 27 décembre 1915. 7623

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
No 941.

Dans l'affaire de Mary Jane Cody, faisant affaires sous le nom de Martin Cody & Co, à Brèche-à-Menon, Grande-Rivière, Co. de Gaspé, Débitrice insolvable;

et

F. Xavier Nicholas, marchand de Grande-Rivière, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que la dite débitatrice a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Percé.

J. E. CHAPADOS,
Gardien provisoire.

Percé, P. Q., 23 décembre 1915. 7625

Cour supérieure.

Province de Québec,
Kanouraska,
No 350.

Philippe Proulx, marchand, de la cité de Fraserville, Requérant-cession,

vs

Napoléon Dumont, entrepreneur, commerçant du même endroit, Failli.

Avis est donné que le 24 décembre 1915, je soussigné ai été nommé par une ordonnance du protonotaire de cette Cour, en l'absence du juge, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

JOS. Y. POMMET,
Curateur,

Fraserville, le 27 décembre 1915. 7649

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 516.

In the matter of Joseph Taillefer, Maisonneuve, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent, has, this 23rd day of December, 1915, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. Provisional Guardian.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92, Notre Dame East, street.
Montreal, 24th December, 1915. 7610

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re: Dame Catherine Moreau, "R. Granito & Cie", Insolvents;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that I have been this day by order of the Court appointed curator to the property of the above named insolvency.

Sworn claims must be fyled in my office within 30 days of this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60 Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 27th December, 1915. 7624

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
No. 941.

In the matter of Mary Jane Cody, carrying on business under the name of Martin Cody & Co., à Brèche-à-Menon, Grande-Riviere, county of Gaspe, Insolvent debtor;

and

F. Xavier Nicholas, merchant of Grande Riviere, Creditor petitionning for abandonment.

Notice is hereby given that the said debtor has made this day a judicial abandonment of her creditors, at the Prothonotary's office of the superior Court, at Perce.

J. E. CHAPADOS,
Provisional Guardian.

Percé, P. Q., 23rd December, 1915. 7626

Superior Court.

Province of Quebec,
Kamouraska,
No. 350.

Philippe Proulx, merchant, of the city of Fraserville, Petitionner for cession,

vs

Napoléon Dumont, contractor, trader, of the same place, Insolvent.

Notice is given that on the 24th December, 1915, I, the undersigned, have been appointed, by an order of the Prothonotary of this Court, acting for the judge, curator to the assets of the said insolvent who has made an abandonment of his properties to the benefit of his creditors.

Sworn claims must be fyled in my hands within thirty days of the present notice.

JOS. Y. POMMET,
Curator.

Fraserville, 27th December, 1915. 7650

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de "The Garmaise Company", Montréal, P. Q., Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 janvier 1916, après laquelle date, les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

MICHAUD & DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 25 décembre 1915. 7611

Dans l'affaire de Luigi Capponi, faisant affaire, sous les raisons sociales de Madame Louise, modiste, 115 rue Stanley, Montréal et Capponi Import Co,, 3 rue Saint-Nicolas, Montréal.

Avis est donné par les présentes, qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, rendu ce jour, le soussigné a été nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations des créanciers européens devront être produite dans les soixante jours.

Les créanciers intéressés devront me faire tenir leur réclamation dans les trente jours.

LORENZO BELANGER.
Curateur.

134 rue Durocher,
Montréal, 23 décembre 1915. 7687

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
In the matter of The Garmaise Company, Montreal, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 12th January 1916, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

MICHAUD & DESROSIERS,
Joint Curator.

Montreal, 25th December, 1915. 7612

In the matter of Luigi Capponi, carrying on business under the firm names of "Madame Louise, milliner, 115 Stanley street, Montreal," and Capponi Import Co., 3 Saint Nicholas street, Montreal.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this day, the undersigned has been appointed curator in this matter.

The claims of the European creditors should be produced within sixty days.

Concerned creditors must fyle their claims in my hands within thirty days.

LORENZO BELANGER,
Curator.

134 Durocher street,
Montreal, 23rd December, 1916. 7688

Avis

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA PREMIÈRE DIVISION DU COMTÉ DE MATANE.

Aux habitants des municipalités de la paroisse de Saint-Léandre et de la paroisse de Saint-Jérome de Matane.

Avis public vous est par les présentes donné, par le soussigné, Joseph Etienne Gagnon, secrétaire-trésorier de la municipalité de la première division du comté de Matane, que le conseil de cette municipalité, à sa session générale du neuf décembre courant (1915), tenue au palais de justice, au village de Saint-Jérome de Matane, à une heure de l'après-midi, a passé et adopté la résolution suivante, savoir:

"Que la requête de M. David McKinnon et autres soit approuvée partiellement, que le rang de la rivière Matane et les lots numéros deux et trois (2 et3) du huitième rang et le lot numéro un (1) du septième rang, dans le canton Matane, soient détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Léandre et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Jérome de Matane, pour fins municipales."

Que la dite résolution a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec et approuvée par arrêté ministériel le vingt-trois décembre aussi courant.

Donné à Saint Jérôme de Matane, ce vingt-huit décembre, mil neuf cent quinze.

J. E. GAGNON,
7651—53-2 S. T. C. C. Matane, No 1.

Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE FIRST DIVISION OF MATANE COUNTY.

To the residents of the parishes of Saint Leandre and Saint Jerome of Matane.

Public notice is hereby given to you by the undersigned, Joseph Etienne Gagnon, secretary treasurer to the municipality of Matane county first division, that this municipal council, at their general sitting of the ninth of December instant (1915), held at the Court House, in the village of Saint Jerome de Matane, at one o'clock in the afternoon, has passed and vote the following by-law, to wit:

"That the petition of Mr. David McKinnon and others be approved of in part, that the River Matane range with lots numbers two and three (2 and 3) of the eighth range and lot number one (1) of the seventh range, in the county of Matane, be detached from the municipality of the parish of Saint Jerome de Matane, for municipal purposes."

That the said by-law has been submitted for assent to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, and ratified by an order-in-council also on the twenty third of December instant.

Given at Saint Jerome de Matane, on the twenty eighth of December, one thousand nine hundred and fifteen.

J. E. GAGNON,
7652—53-2 S. T. C. C. No. 1, Matane.

BARREAU DE LA SECTION DU DISTRICT D'OTTAWA.—BAR OF THE SECTION OF THE DISTRICT OF OTTAWA.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to the study of the law.

Nom. — Name.	Prénoms — Surnames.	Age.	Résidence — Residence.	Où étudié — Where educated.
Parent.....	Paul E.....	22 ans–years..	Ottawa.....	Collège d'Ottawa; College Sainte-Marie, Montréal.
Woods.....	John B.....	20 " ..	"	College Sainte-Marie, Montréal; College Leblond de Brumath.

F. B. MAJOR,
Secrétaire du Barreau de la Section d'Ottawa.
Secretary of the Bar of the section of Ottawa.

7689–90—53-2

En Liquidation

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.
No 351.

J. N. Ducharme & Fils, Limitée, Saint-Eleuthère, En Liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge I. N. Belleau, en date du 18ème jour de décembre 1915, nous avons été nommés liquidateurs permanents aux biens de la dite compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un autre jugement de l'honorable juge I. N. Belleau, en date du 18ème jour de décembre 1915, toutes réclamations dûment attestées devront être déposées au bureau des liquidateurs soussignés, le ou avant le 1er jour de février 1916.

BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, 20 décembre 1915. 7615—53–4

In Liquidation

WINDING UP-ACT

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.
No. 351.

J. N. Ducharme & Fils, Limitée, Saint Eleuthère, In Liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the honorable justice I. N. Belleau, dated the 18th day of December, 1915, we have been appointed permanent liquidators to the estate of said Company.

Notice is also given that pursuant to another judgment of the honorable justice I. N. Belleau, dated the 18th day of December, 1915, all claims duly attested must be filed to the office of the undersigned liquidators on or before the 1st day of February, 1916.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.

Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 20th December, 1915. 7616—53–4

Licitation

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2088.

JOS. Christin, Demandeur;

vs

O. Christin, *et al*; Défendeur.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 décembre 1915, dans une cause dans laquelle Jos. Christin, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et O. Christin, marchand, Emilien Christin, étudiant, Hortense et Flore Christin, filles majeures, et usant de leurs

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2088.

Jos. Christin. Plaintiff;

vs

O. Christin, *et al*; Defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the 16th December, 1915, in a cause wherein Jos. Christin, gentleman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and O. Christin, merchant, Emilien Christin, student, Hortense and Flore Christin, spinsters in the full exercise of their

droits, et Stanislas Christin, marchand en sa qualité de curateur "ad hoc", dûment nommé à la personne et aux biens de Laura Christin, épouse de W. Guénard, tous cinq résidant en la cité et le district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation, de quatre immeubles sis et situés en la cité et le district de Montréal, et connus et désignés comme suit, savoir:

A:—No 19 de la subdivision officielle du lot No 974 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec maison portant les Nos civiques 389-391-393 de la rue Amherst;

B:—No 656 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, avec maisons dessus construites portant les Nos civiques de 890-896 de la rue Demontigny et 262-264-266-270-272-274 de la rue Champlain;

C:—No 133 du village de la Côte de la Visitation—avec maisons dessus construites, portant les Nos civiques 1137-1139 de l'Avenue Delorimier;

D:—No 52 de la subdivision officielle du lot No 1225 des plan et livres de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec maisons portant les Nos civiques de 247-249-251 de la rue Gauthier;

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1916, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins de douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PICHE & BERNARD,
Procureurs du demandeur.

Montréal, 17 décembre 1915. 7413—52-2

rights, and Stanislas Christin, merchant in his quality of duly appointed curator "ad hoc" to the person and property of Laura Christin, wife of W. Guénard, all five residing in the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of four immoveables lying and situated in the city and district of Montreal, and known and designated as follows, to wit:

A: No. 19 of the official subdivision of lot No. 974 of the official plan and book of reference of Saint James ward—with the houses thereon bearing civic numbers 389-391-393 Amherst street.

B: No. 656 of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with the houses thereon erected bearing civic numbers 890-896 Demontigny street and 262-264-266-270-272-274 Champlain street.

C: No. 133 of the village of Cote de la Visitation —with the houses thereon erected bearing civic numbers 1137-1139 Delorimier Avenue.

D: No. 52 of the official subdivision of lot No. 1225 of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with the houses thereon bearing civic numbers 247-249-251 Gauthier street.

The said immoveables above described will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY 1916, sitting the Court, in the court room of the Montreal Court House, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of said Court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said Court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PICHE & BERNARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th December, 1915. 7414—52-2

Ordre de Cour

Cour supérieure. No 109. Province de Québec. District de Saint-Hyacinthe. Joseph Edmond Lareau; vs Joseph Labonté, Défendeur.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur, de Notre-Dame de Bonsecours, de produire au greffe de la Cour Supérieure, leurs réclamations, dans les quinze jours de la date de la première insertion du dit avis.

ROY & BEAUREGARD,
P. C. S.

Saint-Hyacinthe, 18 décembre 1915.
7389—52-2

Order of the Court

Superior Court. No. 109. Province of Quebec. District of Saint Hyacinth. Joseph Edmond Lareau, Plaintiff; vs Joseph Labonté, Defendant.

The creditors of the defendant, Joseph Labonté, of Notre Dame de Bonsecours, must file their claims in the Prothonotarys' office within fifteen days from date of the first insertion of the said notice.

ROY & BEAUREGARD,
P.S.C.

Saint Hyacinth, 18th December, 1915.
7390—52-2

Vente par Liquidateur

Dans la Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.
"The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc.," corps politi-

Liquidator's sale

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.
The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., a body politic

que et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Papineauville, En liquidation;

et

Joseph-Eugène Couture, de la cité de Hull, Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph Eugène Couture, liquidateur de la susdite Compagnie en liquidation, à P. A. Adélard Quesnel, de Saint-André Avellin, marchand, dans lequel acte de vente, la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant les lots numéros cent soixante-quatorze et cent soixante-quinze (174-175)—avec bâtisses ainsi que les machineries et outils de forge et fonderie y attachés.

Et de plus, prenez avis que le certificat du régistrateur relatif à la dite propriété a été déposé u bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Co.," et par Louis Napoléon Desjardins.

Les dits acte de vente et certificat du régistrateur ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles, et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,
Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.
7 décembre 1915. 7151—50-5

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans la Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., corps politique et incorporés ayant son bureau principal au village de Papineauville, En Liquidation; et Joseph Eugène Couture, de la cité de Hull, comptable, Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph-Eugène Couture, liquidateur de la susdite compagnie en liquidation à Hector J. Tétreau, de Papineauville, comptable, dans lequel acte de vente la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit: Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique comme étant une partie du lot trois cent quarante-sept (Partie de 347) situé au coin nord-ouest de la rue Laval et du chemin conduisant de la rue Viger au rond actuel pour courses de chevaux, à l'exception d'un chemin étant la propriété de Sieur Olivier Clément, cet emplacement contenant cent vingt pieds de front sur la rue Laval par cent trente-six pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Laval, au sud par le chemin plus haut décrit, au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot appartenant au dit Olivier

and corporate havings its chief place of business in the village of Papineauville, In liquidation;

and

Joseph Eugene Couture, of the city of Hull, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned Liquidator, at his office, 200 Main Street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre Edgar Laberge, notary, on the 7th December, 1915, from Joseph Eugene Couture, liquidator to the said above Company in liquidation, to P. A. Adélard Quesnel, of Saint Andre Avellin, merchant, in which deed of sale the property conveyed if more particularly described as follows, to wit:

A lot of land known and designated according to the official plan and book of reference for the parish of Sainte Angelique as being lots number one hundred and seventy four and one hundred and seventy five (174-175)—with the buildings thereon erected and the machinery and foundry accessories there attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Mr. Louis Napoleon Desjardins.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,
Liquidator.

Office: 200 Main street, Hull, Que.
7th December, 1915. 7152—50-5

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc. a body politic and corporate havings its chief place of business in the village of Papineauville, in liquidation and Joseph-Eugène Couture, of the city of Hull, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, 200 Main street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre Edgar Laberge, notary, on the 7th December 1915, from Joseph-Eugène Couture, liquidator to the said company, in liquidation, to Hector J. Tétreau, of Papineauville, accountant, in which deed of sale the property conveyed is most particularly described as follows, viz: A lot of land known and designated according to the plan and book of reference of the parish of Sainte Angélique as being part of lot bearing official number three hundred and forty seven (Part of 347) situate at the north west corner of Laval street and of the road from Viger street, to the actual horse track, with the exception of a road the property of Mr. Olivier Clément, said lot of land measuring one hundred and twenty feet in front on Laval street, on a depth of one hundred and thirty six feet, english measure; bounded in front by said Laval street, to the south by said described road, and to the north and west

Clément—avec les bâtisses dessus érigées et les machineries y attachées.

Et de plus, prenez avis que le certificat du régistrateur relatif à la dite propriété a été déposé au bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc." et par Olivier Clément.

Les dits acte de vente et certificat du régistrateur ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,
Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.
7 décembre 1915. 7153—50-5

by the remaining land the property of said Olivier Clément—with the buildings thereon erected and machinery attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said the Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Olivier Clément.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909 and this notice is given in accordance with the provisions of said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,
Liquidator.

Office: 200, Main street, Hull, Que.
7th December, 1915. 7154—50-5

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: } DAME M. A. L. RI-
No 2855. } VARD, ET VIR,
Demanderesse; contre ERNEST PROVENCHER, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une terre située dans le deuxième rang du canton de Horton, dans la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton, comptant 8 arpents de front sur 28 arpents de profondeur, plus ou moins; bornée par devant au sud-ouest au chemin de front du dit rang, en profondeur aux terres du rang de la branche nord-est de la rivière Nicolet, joignant au côté nord-ouest à Fortunat Boucher et du côté sud-est à François Desaulniers,—avec maison, grange et autres bâtisses sur la dite terre, dont les deux arpents nord-ouest sur la profondeur sont les 2/3 sud-est du lot numéro 48, et les six autres arpents de front sont les lots numéros 49 et 50 du cadastre officiel du canton de Horton.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,
Shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 9 décembre 1915. 7149—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit: } DAME M. A. L. RI-
No. 2855. } VARD ET VIR,
Plaintiff; against ERNEST PROVENCHER, Defendant.

As belonging to the Defendant:

A piece of land situated in the second range of township of Horton, in the parish of Sainte Clothilde de Horton, being 8 acres (arpents) in front by 28 in depth, more or less; bounded in front, towards the south west, by the front road of the said range, in depth by the lands of the north east branch of the Nicolet River, adjoining to the north westerly side by Fortunat Boucher and to the south easterly side by François Desaulniers—with a house, barn and other buildings thereon erected, of which said land the north west 2 acres upon the depth of the said lot are the south east two thirds of lot No. 48 and the other 6 acres in front are the lots Nos. 49 and 50 of the official plan and book of reference of the said township of Horton.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clothilde of Horton, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1916, at ELEVEN o'clcok in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 9th December, 1915. 7150—50-2
[First published, 11th December, 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 2581. } REVD. D. GOSSELIN, Demandeur; contre GODFROY DUPUIS, Défendeur.

Une terre étant la moitié nord-est du lot numéro vingt-six, division primitive du dixième rang du canton Broughton, contenant dix arpents de front sur douze arpents et demi de profondeur, maintenant connue comme étant la moitié nord est des lots numéros vingt-sixA et vingt-six B (26A et 26B) du cadastre pour le dixième rang du dit canton, circonstances et dépendances, les deux dites parties de lot ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le PREMIER jour de FEVRIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 28 décembre 1915.

7679—53-2

[Première publication, 31 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 2581. } REVD. D. GOSSELIN, Plaintiff; against GODFROY DUPUIS, Defendant.

A land being the north east half of lot number twenty six, primitive division of the tenth range of the township of Broughton, containing ten arpents in front by twelve arpents and a half in depth, now known as being the north east half of the lots numbers twenty six A and twenty six B (26A and 26B) of the cadastre for the tenth range of the said township, circumstances and dependencies, the two said parts of lots forming but a single plot.

To be sold at the church door of the parish of Sacre Cœur de Jesus, on the FIRST day of FEBRUARY next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 28th December, 1915.

[First published, 31st December, 1915.]

7680—53-2

Ventes par le Shérif—Beauharnois

Sheriff's Sales—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 2674. } G. A. GRIER & SON, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs ARTHUR DUPUIS, de la paroisse de Saint-Anicet, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, comme étant les lots numéros trois cent quatre-vingt-treize (393) et quatre cent vingt-cinq (425)—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, VENDREDI, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE. DAMOUR,
Shérif.

Bureau du shérif.
Salaberry de Valleyfield, 6 décembre 1915.

7047—50-2

[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 2674. } G. A. GRIER & SON, LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs ARTHUR DUPUIS, of the parish of Saint Anicet, Defendant.

As belonging to said Defendant:

Lots known and registered on the official plan and book of reference of the parish of Saint Anicet and Sainte Barbe as lots numbers three hundred and ninety three (393) and four hundred and twenty five (425)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, on FRIDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE. DAMOUR,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Salaberry of Valleyfield, 6th December, 1915.

7048—50-2

[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois. No 2727. } RICHARD S. FEENEY, Es-QUALITÉ, Demandeur; vs REVD. J.-A. TOUPIN, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

1. Deux terrains situés dans la paroisse de Saint-Anicet et connus et désignés respectiyement sur le plan et au livre de renvoi officiels des paroisse de Saint-Anicet et de Sainte-Barbe, sous les Nos 335 et 336.

2. Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble situé dans la paroisse de Saint-Anicet et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels des paroisse de Saint-Anicet et de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois. No. 2727. } RICHARD S. FEENEY, Es-QUALITÉ, Plaintiff; vs REVD. J. A. TOUPIN, Defendant.

1. Two lots of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated respectively on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and of Sainte Barbe, under numbers 335 and 336.

2. Notice is hereby given that the sale of the immoveable situate in the parish of Saint Anicet and known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet

Sainte-Barbe, sous le No 395, déjà saisi en cette cause et qui devait être vendu le 21ème jour d'Octobre 1915, à dix heures de l'avant-midi, sera mis en vente comme il est dit ci-après; à la charge du droit de réméré en faveur de Ludger Dugas, boulanger, de la dite paroisse de Saint-Anicet, en vertu d'un acte de vente à réméré fait et passé devant Mtre L. J. Boyer, notaire, le 25 novembre 1914 et dument enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, sous le No 29580, par lequel, le dit Ludger Dugas s'est réservé la faculté de rémérer le dit lot No 395 pour une période de deux ans à compter du 1er novembre 1914, en remboursement à l'acquéreur Révd. J. A. Toupin, le prix de vente, savoir: $1,500.00 et suivant le jugement rendu le 12 novembre 1915, en cette cause.

Lesquels lots ci-dessus désignés, y compris celui comportant la charge du droit de rémérer, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Anicet, district de Beauharnois, VENDREDI, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi, les deux lots Nos 335 et 336 en premier lieu désignés, seront vendus ensemble en un seul lot.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 6 décembre 1915.
7049—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

and Sainte Barbe under No. 395, already seized in this and formerly announced to take place on the 21st day of October, 1915, at ten o'clock in the forenoon will be sold as follows: subject to the right of redemption in favor of Ludger Dugas, baker, of said parish of Saint Anicet, in and by virtue of a deed of sale with right of redemption made and passed before L. J. Boyer, notary, on the 25th November, 1914, and duly registered in the Registry office of the county of Huntingdon under No. 29580, by which deed the said Ludger Dugas has the right to redeem said lot No. 395 within a period of two years from the 1st November, 1914, by reimburzing to the purchaser, Rev'd J. A. Toupin, the price of sale, viz: $1500.00 pursuant to a judgment rendered on the 12th November, 1915, in this cause.

Said lots above described including the lot subject to right of redemption will be sold at the parochial church door of Saint Anicet, district of Beauharnois, on FRIDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon; the lots Nos. 335 and 336 firstly hereinabove described will be sold *"en bloc"* as one. single lot.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Sheriff's office. Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 6th December, 1915.
7050—50–2
[First published, 11th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
Cour supérieure pour le district de Montréal.
No 35. } CYRILLE & SYLVAIN GAGNON,

Requérants; vs EVA LABONTE ET VIR, Insolvables; EUG. PREVOST, Curateur.

1. Une terre connue et désignée au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Paul, comté de Joliette, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux (482), contenant deux arpents et un quart de largeur sur trente-trois de profondeur—avec bâtisses.

2. Une autre terre connue et désignée au même cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul, sous le numéro quatre cent quatre-vingt (480), contenant cinquante-huit arpents en superficie—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul, le DOUZE JANVIER mil neuf cent seize, à ONZE heures avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
District de Joliette, 7 décembre 1915.
7141—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Joliette.
Joliette, à savoir: } JOSEPH GODIN, Demandeur;
No 6931. } vs JOSEPH GILBERT DIT COMTOIS, Défendeur.

Une terre connu et désignée au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean de Matha, où elle est située, concession Feuille d'Erable, sous le numéro cinq cent trente-deux et cinq cent trente-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
Superior Court for the district of Montreal.
No. 35. } CYRILLE & SYLVAIN GAGNON, Petitioners;

vs EVA LABONTE ET VIR, Insolvents; EUG. PREVOST, Curator.

1. That certain tract of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Paul, county of Joliette, under number four hundred and eighty two (482), containing two arpents and a quarter arpent in width by thirty three arpents in depth—with buildings thereon.

2. That other tract of land known and designated on aforesaid official cadastre of the parish of Saint Paul, under number four hundred and eighty (480), containing fifty eight arpents in superficies—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul, on the TWELFTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and sixteen, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
District of Joliette, 7th December, 1915.
7142—50-2
[First published, 11th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.
Joliette, to wit: } JOSEPH GODIN, Plaintiff;
No. 6931. } vs JOSEPH GILBERT DIT COMTOIS, Defendant.

A tract of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Jean de Matha, where it is situated, concession "Feuille d'Erable", under number five hundred and thirty

trois (532, 533), contenant six arpents de large sur vingt de profondeur—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, MARDI, le ONZE JANVIER mil neuf cent seize, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
District de Joliette, 7 décembre 1915.
7143—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

two and five hundred and thirty three (532, 533), containing six arpents in width by twenty arpents in depth—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and sixteen, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
District of Joliette, 7th December, 1915.
7144—50-2
[First published, 11th December, 1915.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

Sheriff's Sales—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir: No 2858. EUGENE JULIEN & CIE, LIMITEE, de Québec, Demandeur; contre JOSEPH DUPERRE, de Mont-Carmel, Défendeur.

1. Les lots de terre numéro (408) quatre cent huit et quatre cent neuf (409) du cadastre officiel du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Notre-Dame de Mont-Carmel;

2. Partie du lot numéro (407) quatre cent sept du même cadastre, de un arpent de front, sur un arpent et demie de profondeur; borné au sud au numéro (408) quatre cent huit, au sud-ouest à la route, au nord et au nord-est au reste du numéro quatre cent sept (407) — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à charge des rentes constituées, affectant les dits lots, le tout pour être vendu en un seul et même lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Mont-Carmel, le DOUZIEME jour de JANVIER 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

J. O. GIRARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 7 décembre 1915. 7075—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit: No. 2858. EUGENE JULIEN & CIE, LIMITEE, of Quebec, Plaintiff; agaisnt JOSEPH DUPERRE, of Mont-Carmel, Defendant.

1. Those certain lots of land known under numbers four hundred and eight (408) and four hundred and nine (409) of the official cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Notre Dame du Mont-Carmel;

2. That part of lot number four hundred and seven (407) of same cadastre, measuring one arpent in front by one and a half arpent in depth; bounded towards the south by lot number four hundred and eight (408), towards the south west by the by-road, towards the north and north east by the residue of said lot four hundred and seven (407), — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to the constituted rents affecting said lots, the whole to be sold as one single lot.

To be sold at the church door of Notre-Dame de Mont-Carmel, on the TWELFTH day of JANUARY, 1916, at TEN o'clock in the forenoon

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 7th December, 1915. 7076—50-2
[First published, 11th December, 1915.]

Vente par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sale—Montreal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: No 1141. DAME ROSE ANNA PAGNUELO, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène Dufresne, absent de cette province, dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes par l'un des Honorables juges de la Cour supérieure, Demanderesse; vs MASTAI PAGNUELO, de la cité de Westmount, district de Montréal, Défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: No. 1141. DAME ROSE ANNA PAGNUELO, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Eugene Dufresne, absent from this province, duly authorized to ester en justice for the purposes hereof by one of the Honourable Judges of the Superior Court, Plaintiff; vs MASTAI PAGNUELO, of the city of Westmount, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land known and designated under

- 4 JAN 1916

numéro trente-deux (32), de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par l'Avenue Pagnuelo, en la cité d'Outremont, district de Montréal.

2. Un lot de terre étant partie du lot numéro trente-trois (33), de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant une largeur de quatre pieds dans toute sa profondeur; borné en front par l'Avenue Pagnuelo, en la cité d'Outremont, district de Montréal, en profondeur, par le lot numéro quatorze (14), de la dite subdivision officielle, d'un côté par le lot numéro trente-deux (32) et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro trente-trois (33) de la dite subdivision et des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7669—53–2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALFRED DESEVE,
No 2714. } Demandeur; contre

les terres et ténements de "INVENTION AND PROMOTION LIMITED", corps politique et incorporé. ayant son principal bureau et place d'affaires, en la cité de Montréal, Défenderesse.

Les lots de terre ayant front sur la rue Sainte-Catherine, en la cité de Westmount, connus et désignés comme étant les lots numéros deux, trois, quatre, cinq et six de la subdivision officielle du lot numéro deux cent trente-quatre, (2, 3, 4, 5 et 6-234) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et les lots numéros un de la subdivision officielle du lot numéro deux cent trente trois (1-233) et soixante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro deux cent trente-cinq (69-235) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal. Ainsi que le tout se trouve actuellement et avec les murs de fondation érigés.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 18ème jour de novembre dernier, aura lieu de nouveau, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1916) à DIX heures de l'avant-midi. A la folle-enchère de J. Arthur Godin.

Un dépôt d'une somme de $1,500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7653
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN A. D. McLEAN, Demandeur; contre
No 4386. }

ISAAC ESINBERG, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Marquette, autrefois connue comme étant la rue Champlain, en la cité de Montréal, faisant partie du lot numéro trois (3) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et produit dudit lot officiel comme étant la subdivision No 81, avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 1433 de ladite rue Marquette.

the number thirty two (32) of the official subdivision of lot number fifteen (15) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Pagnuelo Avenue in the city of Outremont, district of Montreal.

2. A lot of land being part of lot number thirty three (33) of the official subdivision of lot number fifteen (15) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, having a width of four feet throughout its whole depth; bounded in front by Pagnuelo Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, in depth by the lot number fourteen (14) of the said official subdivision, on one side by the lot number thirty two (32), and on the other side by the residue of the said lot number thirty three (33) of the said subdivision and of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7670—53–2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALFRED DESEVE,
No. 2714. } Plaintiff; against the

land and tenements of INVENTION AND PROMOTION LIMITED, a body politic and corporate having its head office and chief place of business, in the city of Montreal, Defendant.

Those lots of land fronting on Saint Catherine street, in the city of Westmount, known and designated as lots numbers two, three, four, five and six of the official subdivision of lot number two hundred and thirty four (2, 3, 4, 5, 6-234) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, and the lots number one of the official subdivision of lot number two hundred and thirty three (1-233) and sixty nine of the official subdivision of lot number two hundred and thirty five (69-235) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal. As the whole now subsists and with the foundation walls erected thereon.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause which took place at my office in the city of Montreal, on the 18th day of November last, shall take place again at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next, (1916), at TEN o'clock in the forenoon, at the folle-enchere of J. Arthur Godin.

A deposit of the sum of $1,500.00 will be exacted from each bidder at the time of the sale.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7654
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN A. D. McLEAN,
No. 4386. } Plaintiff, against,

ISAAC ESINBERG, Defendant.

That certain emplacement fronting on Marquette street, formerly known as Champlain street, in the city of Montreal, forming part of lot number three (3) of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Cote Saint Louis, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot as subdivision No. 81, together with the buildings thereon erected and bearing the civic number 1433 in said Marquette street.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7667—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 277. } ROBERT WILSON, des cité et district de Montréal, Liquidateur des biens de R. W. KERR, LIMITED, en liquidation.

La partie nord-est de ce lot de terre sis et situé sur la rue Cathcart, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme étant le numéro treize cent cinquante-huit (pt. N.-E. de 1358), mesurant vingt-six pieds trois pouces et demi en largeur par cent vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins sans garantie de mesure précise; borné en front par la rue Cathcart susdite, en arrière par une ruelle, du côté nord-est par une autre ruelle et du côté sud-ouest, par le résidu du dit lot.—avec la résidence à deux étages et les dépendences dessus construites, le mur du côté sud-ouest étant commun et mitoyen, avec tous les droits que le vendeur possède dans lesdites ruelles en arrière et du côté nord-est. Dans l'état où se trouve actuellement la dite propriété avec tous ses droits, démembrements et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune espèce de la part du vendeur.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7665—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 2077. } JEAN - BAPTISTE DOUTRE, avocat de Montréal *et al*; Demandeurs; contre EVARISTE GODIN, Défendeur et maintenant entre les mains de PIERRE PERRIN, curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke Est en la cité de Montréal, contenant trente pieds de front, vingt-neuf de largeur en arrière par cent trente neuf pieds et vingt-cinq, centième dans la ligne nord-est, et cent quarante sept pieds et soixante et cinq centièmes dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise, composé des lots de terre connu et désigné comme les subdivisions F. E. subdivision un et P. Subdivision un de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-F.E. 1 P. 1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, —avec maison portant les numéros civiques 145 et 147 de la rue Sherbrooke-Est et autres bâtisses dessus érigées.

Un autre emplacement situé à la profondeur de celui ci-dessus décrit, contenant quarante-neuf pieds et quarante et un centième à un bout, quarante-huit pieds et quatre-vingt-quatre centième à l'autre bout, cent sept pieds de profondeur dans la ligne Nord-est et quatre-vingt-quatorze pieds dans la ligne nord-ouest le tout

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 28th December, 1915. 7668—53-2
[First published, 31st December, 1915].

CURATORS' WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 277. } ROBERT WILSON, of the city and district of Montreal, Liquidator to the property of R. W. KERR, LIMITED, in Liquidation.

The north easterly portion of that certain lot of land situate, lying and being on Cathcart street, in the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, and known and designated on the official plan and in the book of reference of said ward as number thirteen hundred and fifty eight (N. E. pt. of 1358) containing twenty six feet three and a half inches in widht by one hundred and twenty four feet in depth, english measure and more or less, without warranty of precise measurement; bounded in front by Cathcart street aforesaid, in rear by a lane, on the north east side by another lane and on the south west side by the remaining portion of said lot.—with the two-storey brick dwelling house and outbuildings thereon erected, the south west gable wall being common or mitoyen, together with such rights as the vendor has in the said lanes in rear and to the north east side. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the vendor.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 28th December, 1915. 7666—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 2077. } JEAN BAPTISTE DOUTRE, advocate, of Montreal, *et al*; Plaintiffs; against EVARISTE GODIN, Defendant, and now in the hands of PIERRE PERRIN, Curator to the surrender made by the said Defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke street east, in the city of Montreal, containing thirty feet in front, twenty nine in width in the rear by one hundred and thirty nine feet and twenty five hundredths on the north east line, and one hundred and forty seven feet and sixty five hundredths on the south west line, all english measurement, composed of the lots of land known and designated as the subdivisions F. E. subdivision one and P. subdivision one of the official subdivision of the primitive lot number eight hundred and ninety eight (898-F. E. 1 P. 1) on the official plan and book of reference for Saint Louis ward in the city of Montreal—with house bearing the civic numbers 145 and 147 of Sherbrooke street east and other buildings thereon erected.

2. Another emplacement situate at the depth of the one hereinabove described, containing forty nine feet and forty one hundredths at one end, forty eight feet and eighty four hundredths at the other end, one hundred and seven feet in depth on the north east line, and ninety four feet on the north west line, the whole english measurement,

4 JAN 1916

mesure anglaise, composé le dit emplacement des lots de terre connus et désignés comme les subdivisions K. L. M. et N. de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898 K. L. M. et N.) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation, suivant jugement de l'honorable juge Maclennan, en date du 21 décembre 1915.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7657—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NAZAIRE DUBOIS,
No 1502. } Demandeur; contre C. JOSEPH GROSS, Défendeur, et CHARLES FRIEDMAN, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur, l'immeuble suivant savoir:

Un lot de terre situé à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le No cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot No dix—avec bâtisses sus-érigées, moins la partie sur le côté du dit lot touchant le lot No cent soixante et onze de la dite subdivision contenant la dite partie à distraire onze pieds de largeur sur quarante-neuf pieds et six pouces de longueur.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7661—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CORPORATION
No 704. } DE LA PAROISSE DE LA RIVIERE DES PRAIRIES, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans la paroisse de la Rivière des Prairies, district de Montréal, Demanderesse; vs GEORGES BELANGER, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la paroisse de la rivière des Prairies, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (24) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, étant de figure irrégulière, ayant trois arpents de largeur sur la devanture, quatre arpents en arrière, trente-quatre arpents cinq perches dans la ligne nord-est, trente-six arpents, dans la ligne sud-ouest et contenant cent vingt-deux arpents trois perches et quatre-vingt-dix-huit-pieds en superficie, a retrancher du dit lot ou emplacement, cette partie ou lisiere de terrain servant de chemin public qui la traverse; borné en front par la rivière des Prairies, par le lot numéro vingt-cinq (25), en profondeur par la ligne limitative sud-est, de la paroisse de la rivière des Prairies, d'un côté par la lot numéro vingt-trois (23), de l'autre côté par les numéros vingt-cinq (25) et vingt-huit (28) des dits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses dessus construites.

the said emplacement being composed of the lots of land known and designated as the subdivisions K. L. M. and N., of the official subdivision of lot number eight hundred and ninety eight (898 K. L. M. and N.,) on the same official plan and book of reference,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block as forming a single plot, in accordance with judgment of the Honourable judge MacLennan, dated the 21st December, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 28th December, 1915. 7658—53-2
[First published, 31st December, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } NAZAIRE DUBOIS,
No. 1502. } Plaintiff; against C. JOSEPH GROSS, Defendant, and CHARLES FRIEDMAN, mis-en-cause.

As belonging to the Defendant, the following immoveable, to wit:

A lot of land situate in Montreal, fronting on Saint-Laurent street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under the number one hundred and seventy one of the official subdivision of lot number ten—with buildings thereon erected, minus the part on the side of the said lot touching lot number one hundred and seventy one of the said subdivision containing the said part to be taken off eleven feet in width by forty nine feet and six inches in length.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7662—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CORPORATION
No. 704. } OF THE PARISH OF RIVIERE DES PRAIRIES, a body corporate and politic having its chief place of business in the parish of Riviere des Pariries, district of Montreal, Plaintiff; vs GEORGES BELANGER, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land or emplacement being and situate in the parish of Riviere des Prairies, district of Montreal, known and designated under the number twenty four (24) on the official plan and book of reference of the said parish, being of irregular outline, and of three arpents in width in front, four arpents in the rear, thirty four arpents and five perches on the north east line, thirty six arpents on the south-west line, and containing one hundred and twenty two arpents, three perches and ninety eight feet in area, to be taken off the said lot or emplacement, that part or strip of land used as a public road which crosses it; bounded in front by the Rivière des Prairies, by the lot number twenty five (25), in depth by the south east division line of the parish of Riviere des Prairies, on one side by the lot number twenty three (23), on the other side by the numbers twenty five (25) and twenty eight (28) of the said plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7663—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 606. ODILAS DAGENAIS, Demandeur; contre J. EDOUARD LABRIE, Défendeur.

Comme appartenant à J. Edouard Labrie, les immeubles suivants, savoir:

Deux emplacements contigus situés en la cité de Montréal, quartier d'Hochelaga, sur la rue Chambly, connus et désignés sous les numéros cinq cent soixante et seize et cinq cent soixante et dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois (23-576 et 577) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle débouchant sur la rue Chambly et sise au sud-est des dits lots—et avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 397 à 409 de la rue Chambly, en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montreal, 28 décembre 1915. 7677—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3328. DIDACE DAGENAIS Demandeur; contre JAMES MONETTE, Défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Sainte-Catherine, en la cité de Maisonneuve, connu et désigné comme étant la subdivision officielle du lot No 45, du lot originaire No 2, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus érigées.

2. Deux lots de terre ayant front sur la rue Redmond, autrefois Milton, en la cité de Montréal, commus et désignés comme étant la subdivision officielle des lots Nos 1322 et 1323, du lot originaire No 192, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, sans bâtisses.

3. Deux lots de terre ayant front sur la rue Letourneux, en la cité de Maisonneuve, connus et désignés comme étant la subdivision officielle des lots Nos 1470 et 1471 du lot originaire No 192, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—sans bâtisse.

4. Cinq lots de terre ayant front sur la rue Kingsbury, en la cité de Montrèal, connus et désignés comme étant la subdivision officeille des lots Nos 1475, 1476 et 1477, 1488 et 1489 du lot originaire No 192, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation —sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 28 décembre 1915. 7659—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915.]

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7664—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No 606 ODILAS DAGENAIS, Plaintiff; against J. EDOUARD LABRIE, Defendant.

As belonging to J. Edouard Labrie, the following immoveables, to wit:

Two contiguous emplacements situate in the city of Montreal, Hochelaga ward, on Chambly street, known and designated under the numbers five hundred and seventy six and five hundred and seventy seven of the official subdivision of lot number twenty three (23-576 and 577) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with right of way in common with others in the lane opening on to Chambly street, and situate on the south east of the said lots—and with all the buildings thereon erected bearing the civic numbers 397 to 409 of Chambly street in the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L J LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December 1915. 7778—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3328. DIDACE DAGENAIS, Plaintiff; against JAMES MONETTE, Defendant.

1. A lot of land fronting on Saint Catherine street, in the city of Maisonneuve, known and designated as being the official subdivision of lot No. 45 of primitive lot No. 2 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with buildings thereon erected.

2. Two lots of land fronting on Redmond street formerly Milton, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision of the lots Nos. 1322 and 1323 of primitive lot No. 192,of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation without building.

3. Two lots land fronting on Letourneux street, in the city of Maisonneuve, known and designated as being the official subdivision of the lots Nos. 1470 and 1471 of primitive lot No. 192 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation—without building.

4. Five lots of land fronting on Kingsbury street, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision of the lots Nos. 1475, 1476, 1477, 1488 and 1489 of primitive lot No. 192 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 28th December, 1915. 7660—53-2
[First published, 31st December, 1915.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEX. BREMMER,
No 1806. } A LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre GEORGE SAMSON et JOSEPH SAMSON, tous deux des cité et district de Montréal, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de Samson & Frère, Défendeurs.

Comme appartenant à Georges Samson, l'immeuble suivant, savoir:

La moitié nord-ouest du lot deux cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit du village incorporé de la Côte Saint-Louis (½ n.-o. 8-271),—avec bâtisses y érigées et servitudes actives et passives, le dit immeuble; borné en front sur la rue Saint-Denis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7675—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEX BREMMER,
No. 1806. } A LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against GEORGES SAMSON and JOSEPH SAMSON, both of the city and district of Montreal, and there carrying on business in partnership under the firm name of Samson & Frere, Defendants.

As belonging to Georges Samson, the following immoveable, to wit:

The northwest half of lot two hundred and seventy one of the official subdivision of primitive lot number eight of the incorporated village of Cote Saint Louis (n.-w. ½ 8-271),—with the buildings thereon erected and active and passive servitudes, the said immoveable being bounded in front on Saint Denis street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7676—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GASPARD DESER-
No 15688. } G RES, Demandeur; contre ZEDA PALTIEL, Défendeur.

Comme appartenant à Zeda Paltiel, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre borné en front par la rue Metcalf de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze cent soixante (1460-19) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine,—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7673—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GASPARD DESER-
No. 15688. } G RES, Plaintiff; against ZEDA PALTIEL, Defendant.

As belonging to Zeda Paltiel, the following immoveable, to wit:

A lot of land bounded in front by Metcalf street of the city of Montreal, known and designated as being the lot number nineteen of the official subdivision of the primitive lot number fourteen hundred and sixty (1460-19) on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at NOON.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7674—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. A. MARION, comp-
No 4417. } J. table, de Montréal, Demandeurs; contre les terres et ténéments de D. ALEX. VALOIS, rentier, du même lieu, Défendeur.

Un sixième indivis dans un lot de terre et les batisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé dans la ville de la Pointe-Claire, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Pointe-Claire sous le numéro quatre-vingt-huit (88); borné en front par le chemin du Roi.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7655—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. A. MARION, accoun-
No. 4417. } J. tant, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of D. ALEX. VALOIS, rentier, of the same place, Defendant.

An undivided sixth in a lot of land and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being and situate in the town of Pointe Claire, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Pointe Claire, under the number eighty eight (88); bounded in front by the King's highway.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7656—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 2443. RICHARD BROSSEAU, Demandeur; contre J. B. CHARTRAND, Défendeur.

Comme appartenant à J. B. Chartrand, l'immeuble, suivant, savoir:

Un emplacement sur la rue Henri Julien, situé dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, étant la subdivision officielle numéro treize (13) du lot officiel du cadastre numéro cent quatre-vingt-dix (190) du village incorporé de la Côte Saint-Louis,—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 décembre 1915. 7671—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4861. REVEREND A. HENRY POWERS, Demandeur; vs GIOVANNI LALLO, Défendeur.

Un immeuble ayant front sur la rue Alma, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatorze cent quatre-vingt dix-huit de la subdivision du lot numéro dix (10-1498) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, (1916) à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7121—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—Montréal.

Montréal, à savoir: No 4312. OSCAR GUILBAULT Demandeur; vs DAME BINA RABINOVITCH, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de Charles Darabaner, marchand, du même lieu, ce dernier en autant que besoin est pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Deux lots de terre, ayant front sur la rue Saint-Zotique en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros mille trois cent cinquante-huit et mille trois cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix (10-1358 et 1359) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses dessus contruites et avec droit en commun dans la ruelle située en arrière des dits lots, aux charges ordinaires d'entretiens, le tout formant une seule exploitation et devant être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7127—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 2443. RICHARD BROSSEAU, Plaintiff; against J. B. CHARTRAND, Defendant.

As belonging to J. B. Chartrand, the following immoveable, to wit:

An emplacement on Henri Julien street, situate in Laurier ward, in the city of Montreal, being the official subdivision number thirteen (13) of the official lot of the cadastre number one hundred and ninety (190) of the incorporated village of Côte Saint-Louis,—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 28th December, 1915. 7672—53-2
[First published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4861. REVEREND A. HENRY POWERS, Plaintiff; vs GIOVANNI LALLO, Defendant.

One immoveable fronting on Alma street, in Laurier ward, city of Montreal, known and designated under number one thousand four hundred and ninety eight of the subdivision of lot number ten (10-1498) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by seventy two feet in depth, english mesaure and more or less, without warranty as to exact measurements—with the buildings threeon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1916), at NOON.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 7th December, 1915. 7122—50-2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superiar Court—Montreal.

Montreal, to wit: No. 4312. OSCAR GUILBAULT, Plaintiff; vs DAME BINA RABINOVITCH, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Charles Darabaner, merchant, of the same place, the latter as need may be to authorize and assist his said wife for the purposes herein, Defendant.

Two lots of land, fronting on Saint Zotique street, in the city of Montreal, known and designated under numbers one thousand three hundred and fifty eight and one thousand three hundred and fifty nine of the official subdivision of original lot number ten (10-1358 and 1359) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis,—with all the buildings thereon erected and a right of way in common in the lane in rear of the said lots, subject to the customary obligation of maintenance, the whole forming one single plot and to be sold "en bloc".

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th December, 1915. 7128—50-2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 3155. DONALDA RIVET, fille majeure, des cité et district de Montréal, Demanderesse ; vs DAME MARIE LOUISE MILLETTE, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de V. L. Wilfrid Dupré, constructeur, du même lieu, et ce dernier pour l'autoriser, Défenderesse.

Un certain terrain situé sur le côté sud-ouest de l'avenue De Lorimier, à Montréal, mesurant trente-deux pieds et soixante-quatre centièmes de largeur par une profondeur de 85 pieds, mesure anglaise, composé de la partie nord-ouest du lot No dix-huit (Pte. N.-O. du No 18) de la subdivision du lot No douze cent vingt-quatre (1224) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant 17 pieds et trente-quatre centièmes de largeur, et de la partie sud-est du lot No 19 (Pte. S.-E. du No 19) de la dite subdivision, mesurant quinze pieds et trente-trois centièmes de largeur, par toute la profondeur des dits lots;borné en front par l'avenue De Lorimier, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le résidu du dit lot No 18, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 19, le tout avec droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle—et avec les bâtisses sur les dits immeubles qui doivent porter les numéros civiques 582 à 586 de la dite avenue DeLorimier.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1916),à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7123—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 3155. DONALDA RIVET, spinster, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against DAME MARIE LOUISE MILLETTE, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of V. L. Wilfrid Dupre, builder, of the same place, the latter to authorize her, Defendant.

One certain emplacement situated on the south west side of DeLorimier avenue, in Montreal, measuring thirty two feet and sixty four hundredth in width by a depth of 85 feet, english measure, composed of the north west part of lot No. eighteen (Pt. N. W. of No. 18) of the subdivision of lot No. twelve hundred and twenty four (1224) on the official plan and book of reference for Saint Marie ward, measuring 17 feet and thirty four hundredths of one feet in width, and of the south east part of lot No. 19 (Pt. S. E. of No. 19) of the said subdivision, measuring fifteen feet and thirty three hundredths in width by the whole depth of the said lots; bounded in front by DeLorimier avenue, in rear, by a lane, on the south east side by the remainder of the said lot No. 18, and on north west side, by the residue of said lot No. 19, the whole with a right of way in common with others in the said lane—and with the buildings upon the said immoveables bearing civic numbers 582 to 586 of the said Avenue DeLorimier.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1916),at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, 7th December, 1915. 7124—50–2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3314. ALBERT BEAUCHAMP, Demandeur; contre les terres et tènements de LOUIS P. DELONGCHAMP ET AL., Défendeurs, mais entre les mains de ARTHUR ARCHAMBAULT, curateur au délaissement.

Un lot situé en la paroisse de la Pointe-Claire, dans la Côte des Sources, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, sous le numéro quatre-vingt (80)—avec une maison, une grange et autres constructions dessus érigées, de la contenance de trois arpents de front par une profondeur de cinq cents arpents dans une ligne et de vingt-quatre arpents dans l'autre ligne, le tout plus ou moins, tenant par devant au chemin de base de la Côte des Sources ou Saint-Rémi, d'arrière par les terres de la Côte Saint-François, d'un côté par une propriété appartenant à Louis Jasmin ou représentants et de l'autre côté par la propriété de Laurent Groulx ou représentants, sauf toutefois et excepté l'emplacement de la maison d'école actuelle contenant environ un quart d'arpent en superficie et tel que cet emplacement est clôturé, lequel emplacement est distrait de la dite terre; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7125—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3314. ALBERT BEAUCHAMP, Plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS P. DELONGCHAMP ET AL., Defendants, but in the hands of ARTHUR ARCHAMBAULT, curator to the surrender.

One lot situate in the parish of Pointe-Claire, in "la Côte des Sources", known and designated in the official plan and book of reference for the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, under number eighty (80)—with one house, a barn and others buildings thereon erected, containing three arpents in front by five hundred arpents in depth in one direction and twenty four arpents in the other direction, the whole more or less, abutting in front to the base road of la Côte des Sources or Saint Rémi, in rear, to the lands of Côte Saint François, on one side, by a property belonging to Louis Jasmin or representatives and on the other side by the property of Laurent Groulx or representatives, safe and to be deducted therefrom the emplacement of the present school house measuring about one quarter of an arpent in superficies and as the said emplacement is fenced, which said emplacement is deducted from said land; as the whole now stands, with the active and passive servitudes, apparent or non apparent to the said immoveable attached.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th December, 1915. 7126—50–2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-BAPTISTE BARBEAU,
No 2880. } Demandeur; contre les terres et tènements de FELIX THEORET, Défendeur.

1. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Saint-Ignace, en la ville de Laprairie, connu et désigné comme faisant partie du numéro 17 (dix-sept) au plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Laprairie; borné en front par la dite rue Saint-Ignace, en profondeur, par le fleuve Saint-Laurent et le mur de protection du gouvernement, d'un côté par le numéro (18) dix-huit appartenant à M. Elzéar Doré ou représentants, et de l'autre côté, par le residu du dit lot numéro (17) dix-sept—sans bâtisses.

2. Une autre terre ou emplacement ayant front sur la dite rue Saint-Ignace, en la dite ville de Lapraierie, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros 16 et 17 (pte 16 et 17) aux susdits plan et livre de renvoi officiels et borné le dit emplacement: en front par la dite rue Saint-Ignace, en profondeur, par le fleuve Saint-Laurent et la jetée de protection. d'un côté par l'emplacement ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 16 appartenant à M. George Carrier ou représentants—avec une maison ou autres bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives et tous les droits y attachés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Laprairie, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7129—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN-BAPTISTE BARBEAU, Plaintiff;
No. 2880. } against the lands and tenements of FELIX THEORET, Defendant.

1. That certain lot of land or emplacement fronting on Saint Ignace street, in the town of Laprairie, known and designated as forming part of lot number seventeen (17) on the official plan and in the book of reference of said town of Laprairie; bounded in front by said Saint Ignace street, in rear by the river Saint Lawrence and the Government protection wall, on one side by lot number eighteen (18) belonging to Elzear Doré or representatives, and on the other side by the residue of said lot number seventeen (17)—without buildings.

2. That other lot of land or emplacement fronting on said Saint Ignace street, in said town of Laprairie, known and designated as forming part of lots numbers sixteen and seventeen (pts 16 and 17) on the aforesaid official plan and book of reference and bounded, said emplacement: in front by said Saint Ignace street, in rear by the river Saint Lawrence and government protection wall, on one side by the above described emplacement and on the other side by the residue of said lot number sixteen (16) belonging to George Carrier or representatives—with a house and other buildings thereon erected.

As the whole now subsists with all active and passive servitudes and rights attached thereto.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th December, 1915. 7130—50–2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OSWALD TETREAULT, Demandeur; ET DAME CORDELIA BLACHE, subrogée aux droits du demandeur, vs PETER McNAB ROSS, Défendeur.
No 4617. }

Un lot de terre situé en la ville d'Outremont, sur l'Avenue de l'Epée, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro soixante-dix-huit du lot originaire numéro trente-quatre A (34A–78–2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-six pieds de front par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot et avec les bâtisses dessus érigées, portant le No 338 de l'Avenue de l'Epée

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, (1916),à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 7 décembre 1915. 7137—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } OSWALD TETREAULT, Plaintiff, AND DAME CORDELIA BLACHE, subrogated to the rights of plaintiff; vs PETER McNAB ROSS, Defendant.
No. 4617. }

That certain lot of land situate in the town of Outremont, on de L'Epee Avenue, known and designated as being lot number two of the subdivision of lot number seventy eight of original lot number thirty four A (34A–78–2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty six feet in front by ninety two feet in depth, more or less, english measure, with a right of way in the lane in rear of said lot and with the buildings thereon erected, bearing No. 338 de l'Epee Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day os JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 7th December, 1915. 7138—50–2
[First published, 11th December, 1915.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ERNEST ST. AMOUR, curateur aux biens de Pierre Paulhus, ET AL., Défendeurs; ET C. PANET RAYMOND ET AL., ES-QUAL., Demandeurs.
No 3416. }

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court —District of Montreal.

Montreal, to wit: } ERNEST ST. AMOUR, curator to the property of Pierre Paulhus, ET AL., Defendants; AND C. PANET RAYMOND ET AL., ES-QUAL., Plaintiffs.
No. 3416. }

Seized as belonging to said defendants

Un emplacement ayant front sur la rue Durocher, en la ville d'Outremont, district de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison à trois étages contenant trois logements et autres dépendances dessus construites, portant les numéros 711 *et al.*, de la dite rue Durocher, et avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur. Cet emplacement est composé de la moitié sud du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-deux, subdivision cinq, ré-subdivision trente-un (½ S. 32, 5-31) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montreal, dans le comté d'Hochelaga, icelle partie de lot étant bornée en front, par la dite rue Durocher, en arrière par la ruelle sus-mentionnée, d'un côté par le lot numéro trente-deux, subdivision cinq, ré-subdivision trente-deux sur le dit plan et de l'autre côté par l'autre moitié en le résidu du dit lot numéro trente-deux, subdivision cinq, ré-subdivision trente-un sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7133—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montrésl.

Montréal, à savoir: No 586 } DAME CORINE SICOTTE, DAME ANNIE SICOTTE, DAME HERMENIE SICOTTE, DAME ALBERTINE SICOTTE, toutes quatre filles majeures et usant de leur droits du village de Boucherville, district de Montréal, Demanderesses; vs NORBERT FONTAINE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Duquette (maintenant de Beaujeu), dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro cinq cent sept de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois (23–507) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec les bâtisses et dépendances dessus érigées portant les numéros civiques 72, 72A, 72B, de la dite rue (Duquette maintenant de Beaujeu) et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit emplacement, aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 7 décembre 1915. 7135—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 5271. } MAURICE LORANGER, Demandeur; vs R. BREUX, Défendeur.

1. Un lct de terre situé dans le quartier DeLorimier, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bordaux, connu et désigné sous le No 1040 de la subdivision officielle du lot originaire No 161, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant le dit lot 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur et ayant une superficie de 1875 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage dans la ruelle en commun avec tous les autres y ayant droit.

That certain emplacement fronting on Durocher street, in the town of Outremont, district of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, the whole english measure and more or less—with a three story house containing three dwellings and other dependencies thereon erected, bearing the numbers 711 *et al.*. of said Durocher street, and a right of way in the lane bordering on said emplacement at the rear thereof. Said emplacement being composed of the south half of the lot of land known and designated under number thirty two, subdivision five, redivision thirty one (S. ½ 32, 5-31), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, said part of lot being bounded in front by said Durocher street, in rear by the aforesaid lane, on one side by lot number thirty two, subdivision five, redivision thirty two on said plan, and on the other side by the other half or residue of said lot number thirty two, subdivision five, redivision thirty one on said plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th December, 1915. 7134—50–2
[First published, 11th December, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: No. 586. } DAME CORINE SICOTTE, DAME ANNIE SICOTTE, DAME HERMENIE SICOTTE, DAME ALBERTINE SICOTTE, all spinsters in the full exercise of their rights, of the village of Boucherville, district of Montreal, Plaintiffs; vs NORBERT FONTAINE, of the city and district of Montreal, Defendant

That certain emplacement fronting on Duquette street (now de Beaujeu street), in Hochelaga ward, city of Montreal, known under number five hundred and seven of the official subdivision of lot number twenty three (23–507) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with the buildings and dependencies thereon erected bearing civic numbers 72, 72A, 72B, of said Duquette street (now de Beaujeu street) and with a right of way in common with others in the lane in rear of said emplacement, on customary conditions as to maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office
Montreal, 7th, December, 1915. 7136—50–2
[First published, 11th December, 1915.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 5271. } MAURICE LORANGER, Plaintiff; vs R. BREUX, Defendant.

1. That certain lot of land situate in DeLorimier ward, in the city of Montreal, fronting on Bordeaux street, known and designated under No. 1040, of the official subdivision of original lot No. 161, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, said lot measuring 25 feet in width by 75 feet in depth and containing 1875 square feet in superficies, english measure and more or less—with all the buildings thereon erected and a right of way in the lane in common with others having rights therein.

2. Un lot de terre situé dans le quartier DeLorimier, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bordeaux, connu et désigné sous le No 1041 de la subdivision officielle du lot originaire No 161, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant le dit lot 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur et ayant une superficie de 1875 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites, avec le droit de mitoyenneté dans le pignon sud-est de la bâtisse érigée sur le lot No 1042 de la dite subdivision, contigu au dit lot No 1041, avec droit de passage en commun dans la ruelle avec ceux y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 décembre 1915. 7131—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915].

2. That certain lot of land situate in DeLorimier ward, in the city of Montreal, fronting on Bordeaux street, known and designated under No. 1041 of the official subdivision of original lot No. 161, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, said lot measuring 25 feet in width by 75 feet in depth and containing 1875 square feet in superficies, english measure and more or less, —with all the buildings thereon erected and mitoyenneté rights in the south east gable wall of the building erected on lot No. 1042 of said subdivision,adjacent to said lot No. 1041, with a right of way in the lane in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th December, 1915. 7132—50-2
[First published, 11th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 2226. DAME ANNA MARIE LEGARE, de Québec, veuve de feu le docteur Edmond Gauvreau, en son vivant de Québec; contre LOUIS HAMEL, LORENZO HAMEL, ADELARD HAMEL et OSCAR HAMEL, tous de Sainte-Foye et JOSEPH BOIVIN, de Sainte-Foye, cultivateur, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs, Eva Hamel et Evangéline Hamel, à savoir:

1. Le lot No 262 (deux cent soixante et deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse de Sainte-Foye—circonstance et dépendances.

2. Partie du lot No 364 (trois cent soixante et quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse de Sainte-Foye; borné au nord-ouest par le chemin public, au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est et au sud-ouest par Dame Veuve W. W. Scott—circonstances et dépendances.

A distraire le terrain vendu pour le chemin de fer Transcontinental.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le VINGT et UNIEME jour de JANVIER prochain,(1916), à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 16 décembre 1915. 7341—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915]
Deuxième publication, 31 décembre 1915.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 2226. DAME MARIE ANNA LEGARE, of Quebec, widow of late Edmond Gauvreau, M. D., in his lifetime, of Quebec; against LOUIS HAMEL, LORENZO HAMEL, ADELARD HAMEL, and OSCAR HAMEL, all of Sainte Foye and JOSEPH BOIVIN, of Sainte Foye, farmer, in his quality of tutor to the minor children,Eva Hamel and Evangeline Hamel, to wit:

That certain lot No. 262 (two hundred and sixty two) of the official cadastre for the parish of Sainte Foye, being a lot of land situate in said parish of Saint Foye—circumstances and dependencies

2. Part of lot No. 364 (three hundred and sixty four) of the official cadastre for the parish of Sainte Foye, being a lot of land situate in said parish of Sainte Foye; bounded towards the north west by the public highway, towards the south east by the river Saint Lawrence, towards the north east and south west by Dame widow W.W. Scott—circumstances and dependencies.

To be deducted therefrom the land sold for the Transcontinental Railway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Foye, county of Quebec, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 16th December, 1915. 7342—51-2
[First published, 18th December, 1915]
[Second published, 31st December, 1915].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 2082. FRANCOIS XAVIER PAQUET, de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, cultivateur, Demandeur; contre DAME DESANGES PAQUET, de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, épouse séparée de biens de Nazaire Dubois du dit lieu,

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 2082. FRANCOIS XAVIER PAQUET, of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, farmer, Plaintiff; against, DAME DESANGES PAQUET, of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, wife separated as to property of Nazaire Dubois, of said place, mis-

mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, Défenderesse, à savoir:

1. Partie du lot No cent cinquante et un (151) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant une terre située sur le chemin public rang Sainte Elisabethe, contenant trois arpents de front, sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; bornée au sud à la rivière Beaurivage, et au nord au bout de a dite profondeur, d'un côté au sud ouest à Nazaire Demers, et au nord-est à la terre ci-dessus désignée—circonstances et dépendances

2. Partie du lot No cent cinquante (150) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant un lopin de terre situé sur le chemin public rang Sainte-Elisabeth contenant trois arpents de front, sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné au sud à la rivière Beaurivage, et au nord au bout de la dite profondeur, d'un côté au sud-ouest à Nazaire Demers, et au nord-est, à la terre ci-dessus désignée,—circonstances et dépendances

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la pxroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-ET-UNIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Shérif.

Bureau du shérif
Québec, 16 décembre 1915. 7343—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].
[Deuxième publication, 31 décembre 1915].

en-cause, to authorized and assist his said wife, Defendant, to wit:

1. Part of lot number one hundred and fifty one (151) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, being a farm situate on the public road, Saint Elizabeth range, measuring three arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less; bounded on the south by the River Beaurivage, on the north at the end of said depth, on one side, to the south west, by Nazaire Demers and on the north east by the parcel of land hereinafter described—circumstances and dependencies.

2. Part of lot number one hundred and fifty (150) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, being a parcel of land situate on the public road Sainte Elizabeth range, measuring three arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less; bounded on the south by the River Beaurivage, on the north at the end of said depth, on one side to the south west by Nazaire Demers, and on the north east by the farm hereinabove described,—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, on the TWENTY FIRST day of JANUARY nest (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Quebec, 16th December, 1915. 7344—51-2
[First published, 18th December, 1915].
[Second published, 31st December, 1915].

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: No. 3204. LA BANQUE NATIONALE, corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; vs ANTOINE LANGEVIN, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, Défendeur.

1. A—Un lopin de terre ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie dans le rang de la Chute, faisant partie des lots numéros six cent quarante-deux et six cent quarante-trois (642, 643) des plan et livre de renvois officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, contenant quatre-vingt dix pieds de profondeur sur quatre-vingt-dix pieds de largeur, borné en front vers le nord-est au chemin public et des autres côtés au terrain de Dame veuve Joseph Brassard—avec la maison et autres dépendances dessus construites.

2. B—Un autre lopin de terre situé en la même paroisse dans le rang nord-est faisant partie du lot quatre cent dix-sept (417) des plan et livre de renvoi sus cités contenant soixante et cinq pieds de front sur cent trente pieds de profondeur plus ou moins; borné en avant au sud-ouest au chemin de "The Electric & Pulp Company", en arrière au nord-est au terrain de Jules Pradet, d'un côté au sud-est au ruisseau ou décharge du lac à Jacob et de l'autre côté au nord-ouest au terrain de Jos Harvey—avec le magasin et autres bâtisses dessus construits.

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: No. 3204. LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief place of business in the city of Quebec, Plaintiffs; vs ANTOINE LANGEVIN, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, Defendant.

1. That certain parcel of land or emplacement situate in the parish of Saint Etienne de la Malbaie, in range "De la Chute", forming part of lots numbers six hundred and forty two and six hundred and forty three (642, 643) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, measuring ninety feet in depth by ninety feet in width, bounded in front, to the north east, by the public highway and on all other sides by the land of Dame widow Joseph Brassard—with the house and other dependencies thereon erected.

2. That other parcel of land situate in the same parish, in the north east range, forming part of lot four hundred and seventeen (417) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring sixty five feet in front by one hundred and thirty feet in depth, more or less; bounded in front, to the south west, by the road of "The Electric & Pulp Company", in rear, to the north east, by the land of Jules Pradet, on one side, to the south east, by the brook or discharge of Jacob's Lake, and on the other side, to the north west, by the land of Jos. Harvey—with the store and other buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice de la Malbaie, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,
Bureau du shérif. Shérif.
Malbaie 1er décembre 1915. 7023—50-2
[Première publication, 11 décembre 1915].

To be sold at my office, in the Court House of La Malbaie, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1916, at TEN o'clock in the forenoon

ELIE MALTAIS,
Sheriff's office. Sheriff.
Malbaie, 1st December, 1915. 7024—50-2
[First published, 11th December, 1915].

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: No. 801 } PIERRE LACHARITE, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, rentier, Demandeur; contre PIERRE GAGNE, ci-devant de la province de Québec, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot de terre ci-devant décrit comme étant le quart nord-ouest du lot numéro dix (10) dans le deuxième (2) rang du canton d'Ascot, et maintenant connu et désigné aux plan cadastral et livre de renvoi officiels du canton d'Ascot, comme étant le lot numéro dix D (10 D) du deuxième rang du dit canton d'Ascot, district de Saint-François—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville le TRENTE-UNIEME jour de JANVIER prochain 1916, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 28 décembre 1915. 7699—53-2
[Première publication, 31 décembre 1915].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: No. 801. } PIERRE LACHARITE, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, rentier, Plaintiff; against PIERRE GAGNE, heretofore of the province of Quebec, now absent from the province of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant.

The lot of land formerly described as being the north west quarter of lot number ten (10) in the second (2) range of the township of Ascot and now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ascot as being lot number ten D (10 D) of the second range of the township of Ascot, district of Saint Francis—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Lennoxville, on the THIRTY FIRST day of JANUARY next, 1916, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriffs office. Sheriff.
Sherbrooke, 28th December, 1915. 7700—53-2
[First published, 31st December, 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DES LIQUIDATEURS.

Cour supérieure.—District de Montréal

Trois-Rivières, à savoir: No 69. } PARC LAFLECHE LIMITEE, En liquidation; et J. W. MICHAUD ET AL., Liquidateurs.

Comme appartenant au dit Parc Laflèche, en liquidation, savoir:

1. Une terre située en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud-est du chemin Sainte-Marguerite, étant partie de la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières, et étant bornée comme suit: en front par le chemin Sainte-Marguerite, en arrière par le lot No neuf et partie du lot No huit, des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-est par le lot numéro vingt-cinq et d'un autre côté au sud-ouest par la partie du dit lot numéro vingt-trois, tous des dits plan et

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

LIQUIDATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: No 69 } PARC LAFLECHE, LIMITEE, In liquidation; et J.W. MICHAUD ET AL., Liquidators.

As belonging to said Parc Lafleche, in liquidation, to wit:

1. That tract of land situate in the city of Three Rivers, on the south east side of Sainte Marguerite road, being part of the north east part of that lot of land known and designated under number twenty three (23), on the official plan and in the book of reference of the city of Three Rivers, and bounded as follows: in front by Sainte Marguerite road, in rear by lot number nine and part of lot number eight of said official plan and book of reference, on one side towards the north east by lot number twenty five, and on the other side to the south west by that part

livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières; la dite terre contenant d'après les anciens titres, trois arpents, trois perches et six pieds de front sur environ vingt-et-un arpents de profondeur, le tout mesure française—avec les bâtisses y érigées.

2. Une terre située en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud-est du chemin Sainte-Marguerite, étant partie de la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières, et étant bornée comme suit: en front par le chemin Sainte-Marguerite, en arrière par lot numéro six, des plan et livre de renvoi officiels appartenant à D. Genest Labarre, ou représentants, d'un côté au nord-est par le lot numéro vingt-trois, et d'un autre côté, au sud-ouest, par une autre partie du dit lot numéro vingt-deux, tous des plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières; la dite terre contenant d'après les anciens titres, deux arpents de front sur environ vingt-et-un arpents de profondeur, le tout mesure française—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 décembre 1915. 7145—50–2
[Première publication, 11 décembre 1915.]

of said lot number twenty three, all of said official plan and book of reference of the city of Three Rivers; the said tract of land containing, as per old titles, three arpents, three perches and six feet in front by about twenty one arpents in depth, the whole french measure—with the buildings thereon.

2. That certain tract of land in the city of Three Rivers, on the south east side of Sainte Marguerite road, being part of the north east part of the lot of land known and designated under number twenty two on the official plan and in the book of reference of the city of Three Rivers, and bounded as follows: in front by Sainte Marguerite road, in rear by lot number six of the said official plan and book of reference belonging to D. Genest Labarre or representatives, on one side to the north east by lot number twenty three and on the other side to the south west by another part of said lot number twenty two, all on the official plan and book of reference of the city of Three Rivers· said tract of land containing, as per old titles, two arpents in front by about twenty one arpents in depth, the whole french measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 7th December, 1915. 7146—50–2
[First published, 11th December, 1915].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du premier décembre 1915, de nommer M. Percy Clare DuBoyce, notaire, de Richmond, greffier de la Cour de circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Richmond. 7635

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du seize décembre 1915, de nommer M. Louis Codebecq, avocat, de Valleyfield, commissaire pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Valleyfield, conformément à l'article 4285, des S. R. Q. 1909. 7637

Québec, 28 décembre 1915.

Avis est par le présent donné que, le 22 décembre 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer monsieur Joseph Pomerleau, conseiller de la municipalité de la partie nord-ouest de Saint-David-d'Escourt, comté de Témiscouata, en vertu des dispositions de l'article 327 du Code municipal. 7639

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt et un décembre 1915, de nommer le major Olivar Asselin, O. C., 163ième Batt. les capitaines Edouard Charles Girouard et J. Georges Garneau, du 65ième Regt., de Montréal, le lieutenant-colonel Onésiphore E. Talbot, de Québec, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute le province, aux fins d'assermenter les recrues. 7695

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated 1st December, 1915, to appoint Percy Clare DuBoyce, notary, of Richmond, clerck of the Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Richmond. 7636

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by an order in council, dated 16th December, 1915, to appoint Louis Codebecq, advocate, of Valleyfield, a commissionner, for the civil erection of parishes in the roman catholic diocese of Valleyfield, pursuant to art. 4285, of the S. R. Q., 1909. 7638

Quebec, 28th December, 1915.

Notice is hereby given that on the 22nd December, 1915, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to appoint Mr. Joseph Pomerleau, councillor, of the municipality of the north west part of Saint David d'Escourt, in the county of Temiscouata, under the provisions of article 327 of the Municipal Code. 7640

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, hsa been pleased, by an order in council, dated twenty first of December, 1915, to appoint major Olivar Asselin, C. O., 163rd Battalion captains Edouard Charles Girouard and J. Georges Garneau, of the 65th Reg't, of Montreal, lieutenant colonel Onésiphore E. Talbot, of Quebec, justices of the peace pursuant to article 3361, Q. R. S., for the time of six months, with juricidtion throughout the province, for the purpose of administering the oath to recruits. 7696

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 décembre 1915.

MM. Ludger Lavigne et Philias Gaudreau, cultivateurs, de Notre-Dame des Bois, (canton Chesham), comté de Frontenac, juges de paix pour le district de Saint-François.

—

Québec, 23 décembre 1915.

M. Jean Athanase Bertrand, agent de la compagnie "Canadian Pacifique Ry," de Farnham, comté de Missisquoi, juge de paix pour le district de Bedford.

M. Alfred St-Cyr, agent de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal, 7685

—

Québec, 29 décembre 1915.

Avis est par le présent donné que, le 28 décembre 1915, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer Messieurs Narcisse Richard, Cyrias Dubé, Alexis Caron, Arthur Gagnon, Daniel Fournier, Edouard Fournier et Ernest Boucher, conseillers de la "Municipalité de Sainte-Madeleine de la Rivière Madeleine," comté de Gaspé, en vertu des dispositions de l'article 327 du Code municipal. 7693

—

No 1867 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

—

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 23 décembre 1915, de nommer Monsieur Emile Colin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Narcisse dans le comté de Rimouski. 7697

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council to make the following appointments, viz:

Quebec, 21st December, 1915.

Messrs. Ludger Lavigne, and Philéas Gaudreau farmers, of Notre Dame des Bois, (Chesham township), county of Frontenac, justices of the peace for the district of Saint Francis.

—

Quebec, 23rd December, 1915.

Mr. JeanAthanase Bertrand,agent of the Canadian Pacific Railway Company, of Farnham, county of Missisquoi, justice of the peace for the district of Bedford.

Mr. Alfred St Cyr, agent, of the city of Montreal, justice of the peace, for the district of Montreal. 7686

—

Quebec, 29th December, 1915.

Notice is hereby given that, on the 28th December, 1915, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to appoint Messrs. Narcisse Richard, Cyrias Dubé, Alexis Caron, Arthur Gagnon, Daniel Fournier, Edouard Fournier and Ernest Boucher, councillors for the "Municipality of Sainte Madeleine de la Rivière Madeleine", in the county of Gaspe, pursuant to article 327 of the Municipal Code. 7694

—

No. 1867 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

—

Appointment of one school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by Order in Council bearing date the 23rd December, 1915, to appoint Mr. Emile Colin, school commissioner for the municipality of Saint Narcisse, in the county of Rimouski. 7698

Proclamation

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défendeur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROCLAMATION

W. STUART EDWARDS, Pour le sous-ministre de la Justice, Canada.

ATTENDU que Notre Empire a été forcé de prendre les armes pour défendre des droits et des libertés injustement attaqués et pour remplir des engagements solennels,—

En conséquence, croyant qu'il serait opportun que Notre peuple ait l'occasion de faire une déclaration publique et solennelle de soumission aux volontés du Dieu tout-Puissant et qu'il lui faudrait une direction, Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada de fixer et nous fixons par les présentes le DIMANCHE, DEUX JANVIER prochain, dans tout Notre Dominion du Canada, comme jour d'humble prière et d'intercession auprès

Proclamation

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—

GREETING:

PROCLAMATION

W. STUART EDWARDS, For Deputy-Minister of Justice, Canada.

WHEREAS Our Empire has been forced to take up arms in defence of rights and liberties unjustly attacked and to fulfil pledges solemnly given,—

We, therefore, believing it to be fitting that Our people should be enabled to make a public and solemn avowal of duty to Almighty God and of need of guidance, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint SUNDAY, the SECOND day of JANUARY next, to be throughout Our Dominion of Canada a day of humble prayer and intercession to Almighty God on behalf of the cause undertaken by Our Empire

du Dieu Tout-Puissant en faveur de la cause entreprise par Notre Empire et Nos Alliés et de ceux qui offrent leur vie pour elle, et obtenir une paix prochaine et favorable, fondée sur l'entente et non la haine, afin qu'elle soit durable et Nous prions Nos Féaux sujets dans tout le Canada d'observer ce jour indiqué comme jour d'humble prière et d'intercession.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni), Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière, Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon, Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice, l'un de Notre Très honorable Conseil Privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-Camp personnel; Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, dans Notre dit Dominion, ce VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE, en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent quinze et de Notre Règne la sixième.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,
Sous-Secrétaire d'État.

7691

and Our Allies and of those who are offering their lives for it, and for a speedy and favourable peace that shall be founded on understanding and not hatred, to the end that peace shall endure; and We do invite Our loving subjects throughout Canada to set apart this appointed day as a day of humble prayer and intercession.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Most Dear and Entirely beloved Uncle and Most Faithful Counsellor Field Marshall His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom); Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Duke of Saxony, Prince of Saxe-Coburg and Gotha: Knight of Our Most Noble Order of the Garter; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick; one of Our Most Honourable Privy Council; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order; Our Personal Aide-de-Camp; Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, in Our said Dominion, this TWENTY FOURTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By order

THOMAS MULVEY,
Under Secretary of State.

7692

Avis du Gouvernment

Labour Press, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Philéas Aubin, huissier; Auguste Dufresne, avocat; Arthur Perrault, Hormisdas Beaulieu et Joseph Richard, comptables; Fidèle Barbeau, ingénieur civil; Louis Bigonesse et Aurèle Bigonesse, architectes; Daniel McAvoy, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Publier, imprimer, relier, vendre et distribuer des livres, pamphlets, guides de chemins de fer et horaires, des magazines, revues, journaux, tracts, périodiques, dépêches et autres publications quelconque, avoir l'exercice de tous les pouvoirs relatifs ou se rapportant aux objets précités, et plus particulièrement établir et exercer le commerce et l'industrie de l'imprimerie, de la lithographie, de la gravure et d'agence de publicité;

Etre agents, représentants, facteurs, courtiers ou agents à commission pour autres personnes, corporations ou compagnies exerçant le même commerce;

Government Notices

Labour Press, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Philéas Aubin, bailiff; Auguste Dufresne, advocate; Arthur Perrault, Hormisdas Beaulieu and Joseph Richard, accountants; Fidèle Barbeau, civil engineer; Louis Bigonesse and Aurèle Bigonesse, architects; Daniel McAvoy, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes;

To publish, print, bind, sell and distribute books, pamphlets, railway guides and time bills, magazines, reviews, newspapers, tracts, periodicals, despatches and other publications whatsoever and to exercise all other powers incidental to or connected with these above as more particularly set out, and generally to carry on the trade or business of printers, lithographers, engravers and advertising agents;

To act as agents, representatives, factors, brokers or commission agents for other parties, corporations or companies carrying on a similar business;

Acquérir aucun commerce de nature semblable ou aucun accessoire d'icelui, exercer ce commerce avec tous les privilèges qui s'y rattachent ; les payer ces commerce ou accessoire ou payer les services rendus à la compagnieen numéraire, en parts ou en obligations de la corporation, acheter et détenir des actions, obligations ou autres valers d'aucune compagnie faisant des opérations de même nature;

Acquérir, posséder, utiliser, exploiter, vendre, distribuer, louer ou autrement disposer d'aucun brevet d'invention, marque de commerce, desseins, droits d'auteurs relatifs ou nécessaires au commerce de la compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs d'aucune nature, réelles ou personnelles, pour dettes, engagements et obligations envers la compagnie contractés ou à être contractés en rapport avec ses fins et objets, et les grever, engager, vendre, louer ou aliéner;

S'amalgamer, soit par achat, vente ou autrement, avec personne, société ou corporation exerçant un commerce identique à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir, construire, vendre et transporter aucun bien-fond, terre et bâtisse requis pour la conduite de la totalité ou d'aucune partie des susdites entreprises;

Louer ou sous-louer aucune propriété de la compagnie, vendre ou autrement disposer de ses commerce, propriété, entreprise, en tout ou en partie en considération de ce que la compagnie estimera convenable, et spécialement contre des parts, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente, et distribuer, aux actionnaires, les dites parts, débentures ou valeurs, sous le nom de "Labour Press, Limited", avec un fond social de cinquante mille ($50,000.00) piastres, divisé en cinq mille (5,000) actions préférentielles cumulatives et exclusives du droit de vote, et cinq mille (5,000) actions de capital commun, de cinq ($5.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 22ième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire Provincial.

7629—53-2

To acquire any business of a similar nature or any of its accessories and carry on such business with all rights appertaining thereto, and to pay for the same or for services rendered the company in cash or in stock or bonds of the company and to purchase and hold the stock, bonds or other securities of any company carrying on operations of a like nature;

To acquire, own, use, operate, sell, assing, lease or otherwise, dispose of any and all patents of invention, trade marks and designs and copyrights connected with or necessary to the business of the company;

To take, acquire and hold securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company and to mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the same;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation, engaged in a business similar to that which the company is authorized to carry on;

To acquire, build, sell and convey any real estate, lands and buildings requisite for the carrying on of all or any of the aforesaid undertakings;

To let or sub-let any property of the company, and to sell or otherwise dispose of the business, property, undertaking or any part there of for such consideration as the company may deem fit and in particular for the shares and debentures or securities of any other company having objects similar to those of this company, and to distribute said shares, debentures or securities among the shareholders, under the name of Labour Press, Limited, with a capital stock of fitfy thousand dollars ($50,000.00), divided into five thousand (5,000), preferred cumulative shares but non voting, and five thousand (5,000) shares of common stock, of five dollars ($5.00) a share.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 22nd December, 1915.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary

7630—53-2

The Ukrainian Sales Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1915, constituant en corporation MM. Alex. Haliluck, Wasyl Buczhowski, Mikolay Gonta, Dmyler Solohub, John Biloris, Nickolys Krajyski, et Jean Telenko, marchands, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et prendre charge, à titre de commerce en opératfon du commerce et de l'actif en général, biens réels ou personnels, y compris les licences de vente de spiritueux, de l'achalandage, commerce actuellement exercé par Alex Haliluck, au No 347 rue Centre, et par John Holainuk, au No 304 rue Saint Patrick, tous deux de la cité de Montréal, épiciers, et marchands de liqueurs, et payer ces achats soit en numéraire, soit en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir pour ces fins aucun permis accordé par l'autorité compétente, se faire autoriser à prendre aucun permis ou aucune licence pour continuer le dit commerce;

Acquérir, vendre, importer, exporter, embouteiller les boissons alcooliques et autres, acquérir, manufacturer, vendre en gros et détailler les

The Ukrainian Sales Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth of December, 1915, incorporating Messrs. Alex. Haliluck, Wasyl Buczkowski, Mikolay Gonta, Dmyler Solohub, John Biloris, Nickolys Krajyski and Jean Telenko, merchants, of Montreal, for the following purposes:

To purchase and take over as a going concern the business and assets generally, real and personal including the liquor licenses and goodwill now carried on by Alex Haliluk, at 347 Centre Street, and by John Holainuck, at 304 Saint Patrick street, both in the city of Montreal, as grocers and liquor business, and pay for such either in cash or in paid up shares of the company;

To acquire for such purpose any permit granted by the competent authority and be authorized to take any permit or license for the continuation of the said business;

To acquire, sell, import, export, bottle, alcoholic and other liquors, to acquire, manufacture, sell both wholesale and retail groceries, vegetables,

4 JAN 1916

épiceries, les produits végétables, les provisions, les fruits, viandes, poissons, liqueurs, la fleur, le cocoa, les eaux gazeuses et minérales, les marchandises sèches, hardes, bottines et chaussures, meubles, articles de ferronnerie, le granit, les bijoux, le bois et le charbon et faire un commerce général épicerie;

Publier, imprimer, relier, être papetiers, publier des articles divers et autres publications d'aucune nature;

Fabriquer et vendre les cigares et cigarettes, se procurer et acquérir tout le tabac requis;

Etre agents d'aucune personne ou compagnie, étrangère ou résidente, exerçant le même commerce que la dite compagnie et exercer aussi le commerce d'échange de la main-d'œuvre:

Acquérir par achat, échange, louage concession, ou par aucun autre titre légal, aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter, directement ou indirectement, pour les fins du commerce de la corporation,ou comme placements de l'excédant de ses deniers, construire et ériger des fabriques, entrepots, boutiques et autres bâtisses quelconque nécessaires ou utiles aux fins de la dite compagnie, et généralement aucune propriété mobilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner;

Acheter, louer ou autrement acquérir aucune part ou intérêt dans la totalité ou aucune partie du commerce, de l'achalandage et de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie et assumer la totalité ou aucune partie des obligations d'aucnne personne, société ou corporation;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie en considération, aux termes et conditions qu'elle spécifiera;

S'amalgamer avec aucune compagnie, société ou personne dont les pouvoirs et privilèges sont semblables aux siens, fusion qui sera sujette aux stipulations et conditions dont on pourra convenir;

Rémunérer en numéraire ou en actions acquittées de la compagnie, ou d'aucune autre manière aucune personne ou corporation pour services rendus dans ou à l'occasion de sa formation ou la gestion de ses affaires, et distribuer à ses actionnaires la totalité ou aucune partie des parts, valeurs ou autre propriété appartenant à la présente compagnie;

Faire tous autres actes et toutes autres choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets susdits ou d'aucun d'eux, sous le nom de "The Ukrainien Sales Company, Limited", avec un fond social de vingt mille ($20,000.00 piastres, divisé en huit cents 800 parts de vingt-cinq $25.00 piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième ;our de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7627—53-2 Sous-secrétaire de la province

provisions, fruits, meats, fish, wines, liquors, flour, cocoa, aerated waters, mineral waters, dry goods, clothing, boots and shœs, furniture, iron ware, granite, jewellery, wood and coal, and carry on a general grocery business;

To carry on the business of publishing, printing, binding, stationary, fancy articles and publications of all kinds;

To make and sell cigars and cigarettes and to procure and acquire all the tobacco needed;

To act as agents for any foreign or domestic person or persons, or company engaged in a similar or other business to that carried on by the said company and also to carry on the business of labor exchange;

To acquire by purchase, exchange, lease, grant or by any other legal title any moveable or immoveable property that the company may think proper to buy either directly or indirectly for the purposes of the business of the company or as an investment of its surplus funds, and to construct and erect manufactories, warehouses and shops and other structures what ever necessary or useful for the purposes of the said company, and generally all property moveable or immoveable that the company may think proper to construct or acquire, and the right to rent, sell and alienate the same;

To purchase lease or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company and to undertake all or any of the liabilities of any person, firm or company;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or part of the business of this company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may determine;

To amalgamate with any company, firm or person having similar powers and privileges to those of this company, subject to the stipulations and conditions that may be agreed upon;

To remunerate by payment in cash or in paid up stock of the company, or in any other manner, any person or persons, or corporations for services rendered in or about the formation of the company or in the conduct of the business thereof and distribute among the shareholders of this company any or all of the shares, securities or other property belonging to the company;

To do all such other acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "The Ukrainian Sales Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7628—53-2 Assistant Provincial Secretary.

Le Cercle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Incorporée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915, constituant en corporation M.M. Alfred Côté, maître-charpentier, Hormisdas Gervais, Louis Hébert et J.-Adjutor Daillaire, mécaniciens, Hervé Daillaire, employé de Chandler, dans les buts suivants:

Le Cercle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Incorporée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1915, incorporating Messrs. Alfred Côté, master-joiner, Hormisdas Gervais, Louis Hébert and J. Adjutor Daillaire, machinists Hervé Daillaire, employee, of Chandler, for the following purposes:

- 4 JAN 1916

Former un corps de musique et un groupe d'acteurs;

Construire et exploiter des immeubles tel que théâtre ou salle publique, vendre, échanger les dits immeubles;

Posséder ou exploiter des lieux d'amusements tels que parcs, terrains de jeux, patinoirs;

Former des clubs de balle au champ, de hockey ou de tout autre sport;

Organiser des réprésentations de lutte, boxe, ou de tout autre sport pouvant intéresser le public;

Mettre à la disposition des membres du cercle les moyens de s'instruire au moyen de lectures, conférences ou écoles du soir:

Posséder, échanger ou vendre tous livres, instruments de musique ou autres propriétés, meubles du cercle;

Autoriser et obliger un ou plusieurs des officiers du cercle à maintenir l'ordre sur les propriétés des clubs;

Faire, amender ou annuler tout règlement nécessaire au bon fonctionnement du cercle, sous le nom de "Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, incorporée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres ($5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Chandler, district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7681—53–2 Sous-secrétaire de la province.

To form a musical corps and a group of actors;

To construct and operate immoveables, such as theatres, public halls, sell and exchange said immoveables;

To own or operate amusement places, such as parks, playgrounds and skating rinks;

To organize baseball clubs, hockey clubs or club for any other sport;

To organize wrestling and boxing matches, or other matches in any line of sport capable of interesting the public;

To place at the disposal of the members of the club, the means of educating themselves by means of lectures or night schools;

To own, exchange or sell all books ,musical instruments or other property and moveables of the club;

To authorize and oblige one or several officers of the club to maintain order on the club's property;

To make, amend, or annul any by-law requisite for the proper working of the club, under the name of "Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, incorporée" with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars ($5.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Chandler, district of Gaspé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7682—53–2 Assistant Provincial Secretary.

Le Réveil, limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915, constituant en corporation MM. J. Arthur Langlois, comptable; Georges H. Morin, journaliste; J. Henri Leclaire, prote; Fernand Roby et Louis Luys, journalistes, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Pour faire affaires comme propriétaires et éditeurs de journaux, périodiques, magazines, livres et autres ouvrages et entreprises littéraires, et entr'autres, publier un journal sous le nom de "Le Réveil";

Pour faire affaires comme imprimeurs, relieurs, et graveurs;

Pour tenir une agence générale d'annonces, agir comme mandataires et intermédiaires entre les annonceurs et les clients, et tenir un comptoir postal, sous le nom de "Le Réveil", limitée, avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres ($25,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres ($100.00) chacun.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7683—53–2 Sous-secrétaire de la province.

Le Réveil, limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of Dec. 1915, incorporating Messrs. J. Arthur Langlois, accountant; Georges A. Morin, journalist; J. Henri Leclair, printing foreman; Fernand Roby and Louis Luys, journalists, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owners and publishers of newspapers, periodicals, magazines, books and litterary works and undertakings, and especially, to publish a newspaper under the name of "Le Réveil".

To carry on the business of printers, bookbinders and engravers;

To conduct a general advertising business, to act as mandatories and intermediaires between advertisers and clients, and to keep a branch post office, under the name of "Le Réveil, Limitée", with a capital stock of twenty five thousand dollars ($25,000.00),divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7684—53–2 Assistant-Provincial-Secretary.

Credit Exchange, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1915, constituant en corporation M.M. Auguste Joseph Allaire, teneur de livres, Bibiane Lefebvre, copiste, Marie-Anne Hénault, copiste, de la cité de Montréal, Joseph-Alfred Nadeau,

Credit Exchange, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1915, incorporating Messrs. Auguste Joseph Allaire, book-keeper, Bibiane Lefebvre, copyist, Marie-Anne Hénault, copyist, of the city of Montreal, Joseph-Alfred Nadeau,

- 4 JAN 1916

Edouard Rivard Dufresne, notaires, d'Outremont, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, hypothéquer, nantir, gager ou autrement grever, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des biens, créances et droits, mobiliers et immobiliers;

Emettre des débentures, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie en paiement;

Acheter ou autrement acquérir des actions d'autres corporations, et les vendre ou autrement en disposer sous le nom de "Credit Exchange, Limited", avec un fonds social de cinq mille piastres ($5,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de vingt piastres ($20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7711—53-2 Sous-secrétaire de la province.

notary, Edouard Rivard Dufresne, notary, of Outremont, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, own, lease, hypothecate, mortgage, pledge or otherwise engage, give as security or payment, give or receive in exchange, sell or otherwise alienate property, claims and moveable and immoveable rights;

To issue debentures, paid up shares or other securities of the company in payment;

To purchase or otherwise acquire shares of other corporations, and to sell or otherwise dispose of same, under the name of "Credit Exchange, Limited" with a capital stock of five thousand dollars ($5,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of twenty dollars ($20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7712—53-2 Assistant provincial secretary.

The Insuladuct Manufacturing Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois décembre 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Existe Dieudonné Longtrie, de Saint-Jean, P. Q., manufacturier; William Mitchell Northey, secrétaire; Louis A. Angevine, teneur de livres; A. George Brooke Claxton, Conseil du Roi et avocat; Miss Ida J . Sutherland, sténographe, de la cité de Montréal:

Pour manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger, aliéner, ou autrement faire commerce de tous effets, denrées et marchandises, et exercer le négoce de manufacturiers, importateurs, marchands généraux et trafiquants;

Pour acheter et vendre, négocier la vente, faire commerce et usage d'aucune espèce d'inventions, brevets d'invention, ou droits patentés et intérêts en iceux;

Pour assumer et prendre charge, comme d'une firme en opération, de l'industrie désignée sous le nom de "The Insuladuct Manufacturing Company", et la payer avec du stock commun de la corporation à être constituée sous le nom de "The Insuladuct Manufacturing Company, Limited", avec un fond social de vingt mille ($20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) parts de cent ($100.00) piastres, chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Saint-Jean, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-trois décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7715—53-2 Assistant-sec. de la province.

The Insuladuct Manufacturing Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Existe Dieu Donné Longtrie, of Saint John's, P. Q., manufacturer; William Mitchell Northey, secretary, Louis A. Angevine, book keeper; A. George Brooke Claxton, King's Counsel, and advocate; Miss Ida K. Sutherland, stenographer, of the city of Montreal:

To manufacture, buy, sell, lease, exchange, dispose of, or otherwise deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and to carry on the business of manufacturers, importers and general merchants and traders;

To buy, sell and negotiate the sale of, and to deal in and make use of all kinds of inventions, patents of invention, or patent rights and interest therein;

To assume and take over as a going concern the business known as The Insuladuct Manufacturing Company, and to pay for the same in the common stock of the company to be incorporated, under the name of The Insuladuct Manufacturing Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Saint John's, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1915.

C J. SIMARD,

7716—53-2 Assistant Prov. Sec.

SOCIETES COOPERATIVES AGRICOLES

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, Monsieur Vertume Phaneuf, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bernard-de-Michaudville, comté de Saint-Hyacinthe, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Bernard de Michaudville", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard-de-Michaudville, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

COOPERATIVE AGRICULTURAL SOCIETIES.

NOTICE

Public notice is given that, under authority of the Law relating to cooperative agricultural societies, 1908, Mr. Vertume Phaneuf, farmer, of the parish of Saint Bernard de Michaudville, county of Saint Hyacinth, and others, have organized a cooperative agricultural society by the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Bernard-de-Michaudville", with their chief place of business in the municipality of the parish of Saint Bernard de Michaudville, in the county of Saint Hyacinth.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS.-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture

Daté à Québec, le 23 décembre 1915. 7599

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, the minister of Agriculture for the province of Quebec, authorize the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 23rd December, 1915. 7600

AVIS.

La formation d'une société sous le nom de "The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal", à l'effet au moyen de contributions de la part des membres, pourvoir aux bénéfices funéraires à la mort des membres, a été autorisée par ordre en conseil en date du 28 décembre 1915.

Le bureau principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de décembre 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 7717

NOTICE.

The formation of an association under the name of The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal, for the purpose by means of contributions from its members, of providing funeral benefits on the death of members, has been authorized by order-in council dated the 23rd of December, 1915.

The Head Office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of Article 6896, R. S. Q., 1909, this twenty eighth day of December, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 7718

AVIS.

La formation d'une société charitable sous le nom de Maison Saint-Vincent de Paul de l'Immaculée Conception, dans le but d'aider, d'assister et secourir les pauvres, les nécessiteux, les malades et les infirmes et généralement de se dévouer aux œuvres de charité a été autorisée par ordre en conseil, en date du 23 décembre 1915.

Le principal bureau de la Société, est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de décembre 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Divisions des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 7719

NOTICE.

The formation of a charitable association under the name of "Maison Saint-Vincent de Paul de l'Immaculée Conception", for the purpose of aiding, assisting and relieving the poor, the needy, the sick and the infirm and to devote itself to charitable works in general, has been authorized by Order-in-Council, dated the 23rd of December, 1915.

The head office of the Association is in the city of Montreal, P. Q.,

Given pursuant to paragraph 4 of Article 6896, R. S. Q., 1909, this twenty eight day of December, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 7720

Demandes à la Législature

Avis est donné par Thomas A. Trenholme, cultivateur, de la cité de Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, changeant le mode de la collection, par la cité de Montréal, du rôle de perception fait par le paiement du coût de l'acquisition des terrains nécessaires pour l'extension de l'Avenue Connaught, dans la cité de Montréal; et que, lors de l'adoption par la législature, à cette même session, de la loi amendant la charte de la cité de Montréal, il

Application to the Legislature

Notice is given by Thomas A. Trenholme, farmer, of the city of Montreal, that he shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act changing the mode of collection by the city of Montreal, of the assessment roll and for the payment of the costs of acquiring the lands necessary for the extension of Connaught Avenue, in the city of Montreal, and that, when the law amending the charter of the city of Montreal, shall be proposed for adoption to the said legislature, at this same session, he shall propose an

proposera un amendement au même effet et pour autres fins s'y rapportant.

T. A. TRENHOLME,
Montréal, 24 décembre 1915. 7381—52-4

Avis est par le present donné que la compagnie Three Rivers Traction s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 102, lui accordant des pouvoirs plus étendus pour lui permettre de faire circuler ses voitures dans les limites du village et de la paroisse du cap de la Madeleine, nonobstant la résistence du Conseil et son refus de soumettre le règlement au peuple, et autres amendements devenus nécessaires depuis le commencement des opérations du tramway.

JACQUES BUREAU,
Procureur de la requérante.
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7401—52-4

DEMANDE A LA LEGISLATURE.

Avis vous est par le présent donné que Dame Rose De Lima Décarie, de la ville Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, veuve de Maximin Lebeau, en son vivant bourgeois, du même lieu, s'adressera à la législature, à sa prochaine cession, pour obtenir une loi maintenant à $100. l'arpent l'évaluation des terres en culture dans cette partie du quartier Bordeaux détachée de la paroisse de Saint-Laurent, et comprenant les numéros 347 et 350 du cadastre de la dite paroisse de Saint-Laurent.

Avis est également donné que lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal, un amendement sera proposé aux fins ci-dessus.

DEGUIRE & NANTEL,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 décembre 1915. 7645—53-4

AVIS.

Avis est par le présent donné que les révérends Michel Chamberland, prêtre, curé, de Montebello, Jean-Baptiste Routhier, prêtre, curé, de Masson, Joseph Chatelain, prêtre, curé, de la ville de Buckingham, tous dans le comté de Labelle, province de Québec, les révérends Hector Yelle, prêtre, curé, de Sainte-Cécile de Masham, Joseph Jules Desjardins, prêtre, curé, du village de Gracefield et Avila Labelle, prêtre, curé, de la ville d'Aylmer, comté d'Ottawa, province de Québec, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'un loi soit votée, les constituant eux et tous autres qui s'associeront à eux, en corporation sous le nom de L'Association d'Assurance Mutuelle des Paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la Vallée de l'Ottawa, attendu que certaines fabriques, paroisses et missions et certaines maisons d'éducation et de charité situées dans la province de Québec, formant les parties de l'Archidiocèse d'Ottawa, des diocèses de Pembrooke et de Témiscamingue et le diocèse de Mont-Laurier, désirent former une association d'assurance dans le but de se protéger mutuellement en repartissant entr'elles les pertes et les dommages qui peuvent être causés par des incendies ou la foudre, aux églises, chapelles ou presbytères, couvents, monastères, ou autres institutions et les dépendances se rattachant à toutes ces différentes catégories de bâtisses. Et qu'ils entendent donner une existence légale à cette association et se constituer en corporation. Et que le bureau principal et le domicile légal de la dite association est, et sera en la cité de Hull, province de Québec.

amendment thereto, to the same effect, and for other purposes.

T. A. TRENHOLME,
Montréal, 24th December, 1915. 7382—52-4

Notice is hereby given that the Three Rivers Traction Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an Act amending the Act 4 George V, chapter 102, so as to grant said company the power to run its cars within the limits of the village and parish of Cap de la Madeleine, notwithstanding the opposition of the Council and its refusal to submit by-law to ratepayers and for other powers which the putting into operation of its tramway has rendered necessary.

JACQUES BUREAU,
Attorney for petitioner.
Three Rivers, 15th December, 1915. 7402—52-4

APPLICATION TO THE LEGISLATURE.

Notice is hereby given that Mrs. Rose De Lima Décarie, of the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, widow of Maximin Lebeau, in his lifetime, gentleman of the same place, will apply to the Legislature at its next session in order to obtain an act maintaining at $100. an acre the valuation of the farms in that part of Bordeaux ward, detached from the parish of Saint Laurent and including to numbers 347 et 350 on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent.

Notice is also given that when the bill of the city of Montreal will be taken in consideration an amendment will be moved at the aforesaid purposes.

DEGUIRE & NANTEL,
Attorneys for Applicant.
Montreal, 27th December, 1915. 7646—53-4

NOTICE.

Notice is hereby given that the Reverend Michel Chamberland, parish priest of Montebello, Jean Baptiste Routhier, parish priest of Masson, Joseph Chatelain, parish priest, of the town of Buckingham, all in the county of Labelle, province of Quebec, the Reverend Hector Yelle, parish priest, of Sainte Cécile de Masham, Joseph Jules Desjardins, parish priest of the village of Gracefield, and Avila Labelle, parish priest, of the town of Aylmer, all in the county of Ottawa, province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to constitute them and all others who may become associated with them, a corporation under the name of "L'Association d'Assurance Mutuelle des Paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la Vallée de l'Ottawa", whereas certain fabrics, parishes and missions and certain Houses of Education and of Charity, situate in the Province of Quebec, forming the parts of the Archidiocese, of Ottawa and of the dioceses of Pembrooke and Temiscamingue and the diocese of Mont Laurier, desire to farm an association of Insurance for the purpose of mutually protecting themselves in sharing between them the loses and damages which might be caused by fire or lightening to churches, chapels or priest houses, convents, monastery or other institutions and the dependencies belonging to all the above classes of buildings. And that they intend to give a legal existence to such association and to constitute themselves in corporation. And that the head office and legal domicile of said Association is and will be in the city of Hull, province of Quebec.

Daté en la cité de Hull, ce quinzième jour de décembre, mil neuf cent quinze.

F. ALBERT LABELLE,
Procureur des requérants.
7647—53-4

Avis est par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi annexant les municipalités scolaires suivantes:

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Denis de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Edouard de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
Les commissaires d'ecole pour la municipalité de Saint-Etienne de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean Berchmans, dans le comté de Montréal-Dorion;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Stanislas de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
Les syndics d'écoles pour les municipalités de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cunégonde, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Enfant-Jésus de Montréal, dans le comté de Montréal-Laurier;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Georges dans le comté de Montréal-Laurier;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Montréal-Laurier;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean-de-la-Croix, dans le comté de Montréal-Laurier;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte Visitation, dans le comté de Maisonneuve;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Hochelaga, dans le comté de Maisonneuve;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François Solano, dans le comté de Maisonneuve;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Grégoire le Thaumaturge, dans le comté de Maisonneuve;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte des Neiges, dans le comté de Westmount;

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Côte des Neiges, dans le comté de Westmount;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâces ouest, dans le comté de Westmount;
Les syndics d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâces ouest, dans le comté de Westmount;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de village de Ahuntsic, dans le comté de Laval;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cécile dans le comté de Laval;

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Joseph de Bordeaux, dans ie comté de Laval;

Dated of the city of Hull, province of Quebec, this fifteen day of December, one thousand nine hundred and fifteen.

F. ALBERT LABELLE,
Attorney for Petitioners.
7648—53-4

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to the Board of Catholic schools of Montréal, to all intents and purposes, the following school municipalities:

The school commissioners for the municipality of Saint Denis of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
The school commissioners for the municipality of Saint Edouard of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
The school commissioners for the municipality of Saint Etienne of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
The school commissioners for the municipality of Saint Jean Berchmans, in the county of Montreal-Dorion;
The school commissioners for the municipality of Saint Stanislas of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
The school commissioners for the municipality of Saint Henri and Sainte Cunegonde, in the county of Montreal-Hochelaga;
The school commissioners for the municipality of Saint Henri, in the county of Montreal-Hochelaga;
The school commissioners for the municipality of Sainte Cunegonde, in the county of Montreal-Hochelaga;
The school commissioners for the municipality of l'Enfant-Jesus of Montreal, in the county of Montreal-Laurier;
The school commissioners for the municipality of Saint Georges, in the county of Montreal-Laurier;
The school commissioners for the municipality of Saint Jean Baptiste village, in the county of Montreal-Laurier;
The school commissioners for the municipality of Saint Jean de la Croix, in the county of Montreal-Laurier;
The school commissioners for the municipality of Cote Visitation, in the county of Maisonneuve;
The school commissioners for the municipality of Hochelaga, in the county of Maisonneuve;
The school commissioners for the municipality of Saint Francois Solano, in the county of Maisonneuve;
The school commissioners for the municipality of Saint Gregoire le Thaumaturge, in the county of Maisonneuve;
The school commissioners for the municipality of the town of Cote des Neiges, in the county of Westmount;
The school commissioners for the municipality of Notre Dame de Graces ouest, in the county of Westmount;
The school trustees for the municipality of Notre Dame de Graces ouest, in the county of Westmount;
The school commissioners for the municipality of Sainte Clotilde, in the county of Westmount;
The school commissioners for the municipality of Ahuntsic village, in the county of Laval;
The school commissioners for the municipality of Saint Joseph de Bordeaux, in the county of Laval;
The school commissioners for the municipality of Sainte Cecile, in the county of Laval;

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Villeray, dans le comté de Laval;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Youville, dans le comté de Laval;
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier;
Les syndicts d'écoles pour la municipalité de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier.

A celle de la commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit, et spécialement pour que la dite commission des Ecoles Catholiques de Montréal, soit subrogée aux droits et aux obligations des commissaires d'écoles, pour les municipalités scolaires ci-dessus désignées.

J. H. LECLAIR,
CHARLES GOSSELIN,
EUCLIDE MORIN,
LOUIS LARIVÉE,
J. E. PAGÉ,

Montréal, le 21 décembre, 1915. 7605—53–4

The school commissioners for the municipality of Villeray, in the county of Laval;
The school commissioners for the municipality of Youville, in the county of Laval;
The school commissioners for the municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques-Cartier;
The school trustees for the municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques-Cartier;

And especially in order that the said Board of Catholic school of Montreal, be subrogated to the rights and liabilities of the school commissioners for the municipalities hereinabove designated.

J. H. LECLAIR,
CHARLES GOSSELIN,
EUCLIDE MORIN,
LOUIS LARIVÉE,
J. E. PAGÉ,

Montreal, 21st December, 1915. 7606—53–4

Avis est par le présent donné que Monseigneur Cyrille Alfred Marois, prêtre, vicaire général de l'Archidiocèse de Québec et protonotaire apostolique, J. C. Arsenault, prêtre, Chanoine, Jean Alfred Charlebois, notaire, Cyrille Tessier, notaire, Elie Martineau, marchand, Edward Foley, avocat, Honorable Thomas Chapais, avocat, N. Eutrope Dionne, médecin, Cyprien Labrèque, notaire et Joseph Gosselin, médecin, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour demander de passer un bill les incorporant sous le nom de "L'Œuvre de la Propogation de la Foi de Québec", pour mieux assurer le placement et la distribution des sommes d'argent que des personnes charitables désireuses d'aider l'œuvre de la propagation de la foi dans les paroisses et les missions pauvres, veulent bien confier aux membres de la propagation de la Foi, pour faire des règlements et constitutions pour leur permettre de faire fonctionner la dite œuvre, etc, etc.

N. E. DIONNE,
Sec. P. T.

7703—53–4

Notice is hereby given that Mgr. Cyrille Alfred Marois, priest, vicar general of the Archidiocese of Quebec and apostolical prothonotary, J. C. Arsenault, priest, Canon of the Basilica, J. A. Charlebois, notary, Cyrille Tessier, notary, Elie Martineau, merchant, Edward Foley, advocate, Honorable Thomas Chapais, advocate, N. Euthrope Dionne, physician and surgeon, Cyprien Labrèque, notary and Joseph Gosselin, physician and surgeon, all of the city of Quebec, shall make application at the next sitting of the Legislature for the purpose of praying for the passing of a bill incorporating them under the name of L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec for the better securing the investments that charitable persons, desirous of helping the work of the propagation of the faith in the poor parishes and missions, are willing to interest to the members composing the council of the said Propagation of the Faith, and for the purpose of making rules and by-laws in order to help the work of the said propagation of the Faith, etc., etc.

N. E. DIONNE,
Sec. P. T.

7704—53–4

Avis public est, par les présentes donné que Joseph Alphonse Desrosiers, comptable, Albert P. Frigon, comptable et Alfred Cinq-Mars, comptable et Auditeur, tous trois des cité et district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, administrateurs et fiduciaires de feu Jean de la Croix Joseph Comte, en son vivant de la cité de Montréal, bourgeois, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session dans le but de faire prolonger de trois ans, à compter du 1er février 1916, le délai fixé par le testament du dit feu Jean de la Croix Joseph Comte et les codiciles à icelui, pour faire le partage du résidu des biens dépendant de sa successions pour continuer en vigueur durant ce temps toutes les clauses des dits testament et codiciles se rapportant à la saisine, aux pouvoirs, à la rénumération et au remplacement des dits exécuteurs testamentaires, administrateurs et fiduciaires, pour autoriser certains mode de placement non mentionnés aux dits testament et codiciles et pour autres fins.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
Procureur des réquérants.

Montréal 29 décembre 1915. 7713—53–4

Public notice is hereby given that Joseph Alphonse Desrosiers, accountant, Albert P. Frigon, accountant, and Alfred Cinq-Mars, accountant and auditor, all three of the city and district of Montreal, acting in their capacity of testamentary executive administrators and fiduciaries of the late Jean de la Croix Joseph Comte, in his lifetime of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of prolonging by three years, from the 1st of Fevruary, 1916, the delay fixed by the will of the said late Jean de la Croix Joseph Comte and the codicils thereto, to make the division of the residue of the property dependent of his estate, to continue in force during such time all clauses of the said will and codicils relating to the seizin, powers, remuneration and replacement of the said testamentary executors, administrators and judiciaries, to authorize certain modes of investment not mentionned in the said testament and codicils, and for other purposes.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
Attorney for petitioners.

7714–53-4
Montreal, 29th December, 1915. 7714—53–4

Avis est par le présent donné que Jules Amyot, gradué en art dentaire, des cité et district et Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le Collége des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui décerner le diplôme nécessaire à la pratique, sans autre examen.

JULES AMYOT,
Requérant.

7721—53-4

Notice is hereby given that Jules Amyot, dental graduate, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act authorizing the Collège of Dental surgeons of the province of Quebec to admit him in the membership and grant him the required certificates to practice, without further examination.

JULES AMYOT,
Petitioner.

7722—53-4

Avis Divers

Miscellaneous Notices

BARREAU DE MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.

Examens du 11 janvier 1916.

BAR OF MONTREAL.

CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examinations, January 11th, 1916.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
1. Barry	J. J.	52	Montréal.
2. Bastien	Jos.-M	26	"
3. Brisson	Julien, W.	25	"
4. Cadotte	J. E.	22	St-Hyacinthe.
5. Camirand	P. E. Lorenzo	24	Montréal.
6. Coffin	F. G.	29	"
7. Dupuis	Eldège	27	"
8. Hurteau	Adolphe	23	"
9. Lajoie	Alexandre-Gérin	22	"
10. Lanctôt	P. E. R.	25	"
11. Lauzière	Emile	25	"
12. Livinson	Abraham, Jacob	27	"
13. Marcotte	Emile	21	"
14. Monet	Amédée	25	St-Jean, P. Q.
15. Morey	D.	33	Lachine.
16. Plante	Léonce	26	Montréal (En service actif).
17. Stalker	Archibald	30	"
18. Thouin	J. A.	23	"
19. Vigneault	Antonio	25	"

J. H. ARCHAMBAULT,
Secrétaire du Barreau de Montréal.
Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 24 décembre—24th December, 1915.

7709-10—53-2

BARREAU DE BEDFORD.

CANDIDAT A L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.

BAR OF BEDFORD.

CANDIDATE TO ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom. — Name.	Prénoms — Surnames.	Age.	Domicile. — Résidence.	Ou Etudié. — Where Educated.
Cloutier.....	Clarence, I.....	22	Roxton Pond, Qué. .	Institut Feller—Feller Institute, Grande Ligne, Quebec, et-and Cours de M. de Kerméno, Montréal.

J.-OSCAR BOULANGER,
Secrétaire, Barreau de Bedford.
Secretary, Bedford Bar.

7723-24—53-2

Avis de Faillites

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 518.

Dans l'affaire de Joseph Lussier, "Imperial Waist Co.", Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable sus-nommé a fait, le 24 décembre 1915, une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au Bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Sub.-Gardien provisoire.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92 rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 29 décembre 1915. 7701

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Dans l'affaire de A. & L. Azar, marchands de Valleyfield, P. Q., Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable à mon bureau, le ou après le 18 janvier 1915. Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST. AMOUR,
Curateur.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 31 décembre 1915. 7707

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Ernest Simard, marchand, de Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende à été préparé dans cette affaire et sera payable à mon bureau, le ou après le 18 janvier 1915. Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 31 décembre 1915. 7707½

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 518.

In re Joseph Lussier, "Imperial Waist Co.", Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this 24th day of December, 1915, made a judicial abandonment of all his prpperty for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Sub. Provisional guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street East.
Montreal, Que., 29th December, 1915. 7702

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

In the matter of A. & L. Azar, merchant of Valleyfield, P. Q., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on or after the 18th of January 1916. Any contestation of said dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

ERNEST ST. AMOUR,
Curator.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montreal, 31st December, 1915. 7708

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Ernest Simard, merchant of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on or after the 18th of January 1916, Any contestation of said dibivend must be deposited with me before the date above mentioned.

ERNEST ST. AMOUR,
Curator.

11 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 31st December, 1915. 7708½

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Joseph Edouard Morency, faisant affaires sous les nom et raison de "F. Morency", Saint-Marie, marchand,

Insolvable.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUIT JANVIER 1916, à DEUX heures p. m, sera vendu à mon bureau: 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, tout l'actif de cette faillite, comme suit:

A SAINTE-MARIE

A.—Fonds de commerce consistant en		
Marchandises sèches		$13,107.39
Fourrures		1,151.35
Hardes Faites		3,273.49
Chaussures et Claques		3,278.95
Bijouteries		261.02
Pharmacie		319.66
Vaisselle		309.10
Librairies et Jouets		200.71
Epiceries		1,258.22
		$23,159.89
Ameublement du magasin		927.50
		$24,087.39
B.—Meubles	1,200.31	
Quincailleries	15,721.53	
Articles funéraires	524.88	
		17,446.72
C.—Crédits suivant liste		8,013.98
D.—Jugements		32,681.94
E.—Un "Cash Register", National, 9 tiroirs		500.00
F.—Quatre actions dans la "Laurierville Carriage Factory Co." Valeur au pair: $25.00 chacune.		100.00
G.—Un Typewriter "Remington", avec machine à additionner		250.00
H.—Un cheval noir, 9 ans, 1570 lbs		300.00
I.—Une jument rouge, enrégistrée, "Mary Hall", 955 lbs		500.00
J.—Roulant: Voitures, Harnais, etc.		802.00
K.—Un piano automatique et morceaux		450.00
L.—Une automobile "Hudson", 6 Cylindres, 54 H-P., 7 places		3,200.00
M.—Actions dans la "Provincial Fire Ass. Co"		5,000.00
N.—Deux actions dans l'Action Catholique		200.00
O.—Une police d'assurance dans la "Manufacturers Life Ins. Co"		2,000.00
P.—Une police d'assurance dans la "Manufacturers Life Ins. Co"		3,000.00
Q.—Une police d'assurance dans la "Aetna Life Ins. Co"		1,000.00
R.—Une police d'assurance dans la "Sun Life Ins. Co"		1,000.00
S.—Une police d'assurance dans la "Commercial Union Ass. Co".		5,000.00

A SAINTE-SABINE.

A.—Stock, Safe et Ameublement	111.75
B.—Un "Cash Register", National	840.00
C.—Crédit suivant liste	1,306.23

AUCTION SALE.

In the matter of Joseph Edouard Morency, doing business under the name and style of "F. Morency", Sainte Marie, merchant,

Insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY, EIGHTEENTH JANUARY, 1916, at TWO o'clock p. m., will be sold at my office: 44 and 46 Dalhousie street, Quebec, all the assets of said estate, as follows:

TO SAINTE MARIE

A.—Stock in trade consisting in:		
Dry Goods		$13,107.39
Furs		1,151.35
Ready Made Clothes		3,273.49
Shoes and Rubbers		3,278.95
Jewelries		261.02
Drugs		319.66
Plates		309.10
Stationery and Playthings		200.71
Groceries		1,258.22
		$23,159.89
Store Fixtures		927.50
		$24,087.39
B.—Furnitures	$ 1,200.31	
Hardware	15,721.53	
Funeral Articles	524.88	
		17,446.72
C.—Book Debts as per list		8,013.98
D.—Judgments		32,681.94
E.—One Cash Register National, 9 drawers		500.00
F.—Four shares in the Laurierville Carriage Factory Co. Value at par: $25.00 each		100.00
G.—One Typewriter Remington, with adding machine		250.00
H.—One black horse, 9 years, 1570 lbs		300.00
I.—One red mare, registered, "Mary Hall", 955 lbs		500.00
J.—Rolling Stock: Carriages, Harnesses, etc		802.00
K.—One Automatic Piano with records		450.00
L.—One Automobile "Hudson", 6 Cylinders, 54 H-P. 7 passengers		3,200.00
M.—Shares in the Provincial Fire Ass. Co		5,000.00
N.—Two shares in "L'Action Catholique"		200.00
O.—One Insurance Policy, in Manufacturers Life Ins. Co		2,000.00
P.—One Insurance Policy, in Manufacturers Life Ins. Co		3,000.00
Q.—One Insurance Policy, in Aetna Life Ins. Co		1,000.00
R.—One Insurance Policy, in Sun Life Ins. Co		1,000.00
S.—One Insurance Policy, in Commercial Union Assurance Co		5,000.00

TO SAINTE SABINE.

A.—Stock, Safe and Fixtures	111.75
B.—One Cash Register National	840.00
C.—Book Debts as per list	1,308.23

A SAINT-EVARISTE

A.—Crédit suivant liste..... 5,430.07
B.—Un "Cash Register"..... 740.00

IMMEUBLES

A.—Deux lots de terre de forme irrégulière, portant les Nos 541 et 540*a* du cadastre de Sainte-Marie—avec magasin, hangars et autres bâtisses dessus construites.

B.—Un emplacement faisant partie du lot No 497 du cadastre de Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites. Sujet à une rente annuelle de $10.00 payable à Cyrille Grégoire, Sainte-Marie.

C.—Un terrain faisant partie du lot No 520*a* du cadastre de Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites. Sujet à une rente annuelle de $15.00 payable à Thos. Carette, Sainte-Marie.

D.—Un emplacement faisant partie du lot No 83 du cadastre de Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites, sujet au droit de puisage existant en faveur de la "Brown Corporation", et sujet à une rente annuelle de $7.50 payable à Louis Mercier, de Sainte-Marie

E.—Une terre faisant partie d'un lot dans la paroisse de Lambton.

F.—Un emplacement faisant partie du lot No 46 du cadastre pour le 6ième rang du canton Bellechasse—avec les bâtisses dessus construites, sujet à une rente annuelle de $10.00 payable à la Cie d'Aqueduc de Sainte-Sabine. Les dites bâtisses occupées comme magasin et résidence privée.

La vente se fera pour chaque item séparément.

L'inventaire et les listes des crédits sont visibles à mon bureau

Le magasin de Sainte-Marie sera ouvert vendredi, samedi et lundi, les 14, 15 et 17 janvier prochain, pour inspection du stock, du roulant, etc.

Conditions de paiement: Argent comptant.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 décembre 1915. 7705

TO SAINT EVARISTE:

A.—Book Debts as per list..... $5.430.07
B.—One Cash Register..... 740.00

IMMOVEABLE PROPERTIES:

A.—Two lots of land of irregular outline, bearing the Nos. 541 and 540*a* of the cadastre of Sainte Marie—with store sheds and other buildings thereon erected.

B.—A lot of land being part of lot number 497 of the cadastre of Sainte Marie,—with the buildings thereon erected. Subject to an annual rent of $10.00 payable to Cyrille Grégoire, Sainte Marie.

C.—A certain lot of land being part of lot No. 520*a* of the cadastre of Sainte Marie—with the buildings thereon erected. Subject to an annual rent of $15.00 payable to Thos. Carette, Sainte Marie.

D.—A lot of land being part of lot No. 83 of the cadastre of Sainte Marie—with the buildings thereon erected—with the right of drawing water, in favor of Brown Corporation, and subject to an annual rent of $7.50 payable to Louis Mercier, of Sainte Marie.

E.—A lot of land being part of a lot in the parish of Lambton.

F.—A lot of land being part of lot No. 46 of the cadastre for the 6th range of the township Bellechasse—with the buildings thereon erected, subject to an annual rent of $10.00 payable to the "Cie d'Aqueduc of Sainte Sabine". The said buildings being occupied as store and private house.

The sale will be made for each item separately.

The inventory and the list of Book Debts are to be seen at my office.

The store of Sainte Marie will be opened on Friday, Saturday and Monday, the 14th 15th and 17th of January next, for inspection of the stock, rolling stock, etc.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ontario Building,
Quebec, 24th December, 1915. 7706

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 6235

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 6236

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 53.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Antil vs Rainville..... 3243
" Beauchesne vs Simoneau..... 3243
" Boily vs Bernard..... 3244
" Boucher vs Lemieux..... 3242
" Champagne vs Martineau..... 3244
" Damphousse vs Griffin..... 3242
" Fortin vs Fortin..... 3244
" Gagné vs Tardif..... 3245
" Gilbert vs Drouin..... 3243
" Lagacé vs Ouellette..... 3244

AGRICULTURE:—
Société Coopérative Agricole de Saint-Bernard de Michaudville..... 3274

ANNONCEURS, avis aux..... 3282

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—
The Saint Patrick Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal..... 3275

BILLS PRIVÉS, parlement fédéral, avis au sujet des..... 3213

BILLS PRIVÉS, P. Q., avis au sujet des..... 3213

COMPAGNIE AUTORISÉ A FAIRE DES OPÉRATIONS:
L'Œuvre de la Propogation de la Foi de Québec..... 3278

Index of the Quebec Official Gazette. No. 53.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Lamontagne vs Côté..... 3245
" Lipschiz vs Jacobson..... 3244
" Macbeth vs Adams..... 3244
" Martin vs Bonnier..... 3244
" Messier vs Forget..... 3244
" Pominville vs Dme Gibeau..... 3243
" Racette vs Courtemanche..... 3245
" Saleeba vs Sayehik..... 3242
" St-Hilaire vs Chartrand..... 3243
" St-Laurent vs Caron..... 3243

AGRICULTURE:—
Société Coopérative Agricole de Saint-Bernard de Michaudville..... 3274

ADVERTISERS, notice to..... 3282

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—
Maison de Saint-Vincent-de-Paul de l'Immaculée Conception..... 3275

PRIVATE BILLS, Federal Parliament, notices respecting the..... 3213

PRIVATE BILLS, P. Q., notices respecting the 3213

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—
L'Œuvre de la Propogation de la Foi de Québec..... 3278

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:

Amyot, Jules.... 3279
Banque Provinciale du Canada.... 3232
Barnard, Joseph *et al*.... 3240
Bélair, Limitée.... 3228
Berthiaume, J.-Bte *et al*.... 3236
Caumartin, J.-P.-Philéas.... 3235
Cie North Shore Power.... 3216
Cie Three Rivers Traction.... 3276
Cité de Hull—City of Hull.... 3218
Cité de—City of Maisonneuve.... 3221
Cité de—City of Montréal.... 3219
Cité de—City of Montreal.... 3222
Cité de Québec—City of Quebec.... 3240
Cité de—City of Westmount.... 3237
Civic Investment and Industrial Coy.... 3233
Collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec—College of Dental Surgeons of the Province of Quebec.... 3224
Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Edouard—The school Commissioners of the school municipality of Saint Edouard.... 3228
Commission des Ecoles catholiques de—Catholic School Commission of Montreal 3241
Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.... 3215
Corporation de Cartierville.... 3242
Corporation de la cité des Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers. 3217
Corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.... 3224
Corporation de la ville Laval des Rapides... 3219
Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle—Curate and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Jean Baptiste de La Salle.... 3232
Curé et Marguilliers de l'œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens—Curate and Churchwardens of L'œuvre and Fabrique of the parish of Saint Pierre aux-Liens.... 3239
Décarie, Dme Lima.... 3276
Danville Protestant Cemetery Coy.... 3218
Desjardins, Hubert *et al*.... 3225
Desjardins, Hubert *et al*.... 3226
Desjardins, Hubert *et al*.... 3227
Desrosiers, Jos. Alphonse *et al*.... 3278
Fineberg, Inv. Newton.... 3234
Fire Insurance Brokers Association of Montreal.... 3235
Gagné, Ls René.... 3218
Garceau, J.-H *et al*.... 3230
Gaudreault, Maurice.... 3218
Jobin, Elie.... 3219
Joint Stock Coy.... 3225
Labrecque, Joseph.... 3222
Lachance, Olivier-Joseph.... 3224
La Cie de chemin de fer Montréal-Sud et Ouest—Montreal South and Western Railway Power Coy.... 3229
La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.... 3225
La Commission des Parcs de Montréal-Nord 3231

EXAMEN:—BARREAU:—EXAMINATION:—BAR:—

Ottawa.... 3249

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Audet.... 3246
Capponi.... 3248
Carsley.... 3246
Cody & Co.... 3247
Dumont.... 3247

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:

La Corporation du village de—of Dorion.. 3226
L'Association d'Assurance Mutuelle des paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la vallée d'Ottawa.... 3276
La ville de—The town of Lévis.... 3228
La ville de Montréal-Nord—The town of Montreal-North.... 3223
La ville de Québec-Ouest—The town of Quebec-West.... 3222
Lecavalier-Riel, Ltée.... 3227
Lee, Robert Warden.... 3234
Lemay, Jos.-Pamphile.... 3226
Les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de la ville de Maisonneuve—The school commissioners for the municipality of Maisonneuve.... 3239
L'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec.... 3234
L'Institut des Artisans de Montréal—Mechanics Institute of Montréal.... 3219
Lord évêque de—Lord bishop of Montréal. 3237
L'Union du Travail.... 3228
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.... 3237
McAvoy, Peter *et al*.... 3216
Mendel, Frank.... 3227
Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice—Municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice.... 3241
Municipalité de–Municipality of Val Morin. 3215
Municipalité scolaire du village de Villeray—School municipality of the village of Villeray.... 3224
Municipalité scolaire des Syndics catholiques d'Ecoles séparées de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal—School municipality of the Catholic School Trustees of the separate schools of the parish of Saint Michel the Archangel of Montreal.... 3227
North Shore Power.... 3216
Paroisse—Parish Notre-Dame-des-Neiges.. 3229
Quebec Central Railway Co.... 3226
Royal Victoria College.... 3216
Shamrock Amateur Athletic Association.... 3236
Shawinigan Water & Power Coy.... 3238
Shulman, Benjamin.... 3217
Société des Artisans Canadiens-Français... 3235
St-Denis, Edmond.... 3240
Succession—Estate Berthiaume.... 3237
The Metropolitan Columbus Association... 3236
The Saint Francis Valley Railway Coy.... 3216
Thorton, Alex. Walter.... 3236
Titleman, Nathan.... 3234
Trenholme, Thomas A.... 3275
Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy.... 3235
Ville de—Town of Beaconsfield.... 3238
Ville de—Town of La Pointe-aux-Trembles 3239
Ville de——Town of Montréal-Est–East... 3238
Ville du—Town of Sault-au-Récollet.... 3229
Ville de—Town of Saint Michel.... 3231
Ville de—Town of Saint Lambert.... 3233

EXAMEN:—BARREAU:—EXAMINATION:—BAR:—

Montréal.... 3279

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Ekimberg.... 3245
Langlois & Chartier.... 3246
Lussier.... 3280
Mineau & Bellemare.... 3246
R. Granito & Cie.... 3247

Simard..... 3280
Taillefer..... 3247

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

Canadian Hand Laundry, Ltd..... 3211
Christian Roumanian Aid & Culture Soc.. 3210
Club Papineau, Ltée..... 3212
Credit Exchange Ltd..... 3263
Labour Press, Ltd..... 3270
Lachute Stores Ltd..... 3212

LIQUIDATION:—
Ducharme, Fils, Ltée..... 3248

NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—

Commissaires d'Ecoles—School Commissioner:—Municipalité de—Municipality of Saint Narcisse, Rimouski..... 3269
Commissaire pour érection civile de paroisses—Commissioner for civil erection of parishes..... 3268
Conseillers municipaux—Municipal Councillors:—Partie Nord-Ouest de Part North West of Saint David d'Escourt. 3268

ORDRE DE COUR:—
Labonté..... 3250

PROCLAMATION:—
Convocation des Chambres pour la dépêches des affaires—Parliament convoked for the despatch of business..... 3209

RESOLUTION:—
McKinnon, David *et al*..... 3248

VENTE A L'ENCAN:—
Morency..... 3281

VENTES PAR LICITATION:—SALES BY LICITATION:
Christin vs Christin *et al*..... 3249

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—
The Canadian New Invention Improvement Mfg., Coy., Inc., vs Quesnel..... 3250

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—
Rivard (Dme) *et vir* vs Provencher..... 3252

BEAUCE:—
Gosselin vs Dupuis..... 3252

BEAUHARNOIS:—
Feeney *èsql.* vs Toupin..... 3253

JOLIETTE:—
Godin vs Gilbert dit Comtois..... 3254

KAMOURASKA:—
Julien & Cie, Ltée vs Duperré..... 3255

MONTRÉAL:—
Barbeau vs Théorêt..... 3263
Beauchamp vs Deslongchamps *et al*..... 3262
Bremmer vs Samson & Frère..... 3260
Brosseau vs Chartrand..... 3261
Corporation de la paroisse de la Rivière-des-Prairies vs Bélanger..... 3258
Dagenais vs Labrie..... 3259
Dageanis vs Monette..... 3259
Deseve vs Invention & Promotion, Ltd.. 3256
The Garmaise Coy..... 3248

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

La Cie de Téléphone Rural Soulanges..... 3211
Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, Inc. 3272
Le Réveil, Ltée..... 3273
Quebec Furniture Coy, Ltd..... 3210
The Insuladuct Manufacturing Coy, Ltd... 3274
The Ukrainien Sales Coy, Ltd..... 3271

LIQUIDATION:—
Ducharme, Fils, Ltée..... 3249

NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—

Greffier Cour de Circuit—Clerk, Circuit Court—Comté de—County of Richmond Percy Clare du Boyce..... 3268
Juges de paix:—Justices of the Peace:—District :Saint-François—Saint Francis, 3200; Bedford, 3269; Montréal,. 3269
Juges de Paix en vertu de l'art 3361, S.R.Q.—Justices of the peace in virtue of Art 3361. R S. Q..... 3268
Municipalité de—Municipality of Sainte Madeleine de la Rivière Madeleine..... 3269

ORDER OF COURT:—
Labonté..... 3250

PROCLAMATION:—
Jour d'Humble prière et Intercessions—Day of Humble Prayer and Intercession..... 3269

RESOLUTION:—
McKinnon, David *et al*..... 3248

AUCTION SALE:
Morency..... 3281

VENTES PAR LICITATION:—SALES BY LICITATION:
Christin vs Christin *et al*..... 3249

LIQUIDATORS' SALE:—
The Canadian New Invention Improvement Mfg., Coy., Inc., vs Téterau..... 3251

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—
Rivard (Dme) *et vir* vs Provencher..... 3252

BEAUCE:—
Gosselin vs Dupuis..... 3252

BEAUHARNOIS:—
G. A. Grier & Son, Ltd., vs Dupuis..... 3253

JOLIETTE:—
Labonté (Dme) *et vir*, faillis-insolvents. 3254

KAMOURASKA:—
Julien & Cie, Ltée vs Duperré..... 3255

MONTREAL:—
Doutre *et al* vs Godin..... 3257
Dubois vs Gross..... 3258
Deserres vs Paltiel..... 3260
Guilbault vs (Dme) Rabinovitch..... 3261
Kerr, en liquidation–In liquidation..... 3257
Loranger vs Breuse..... 3264
Marion vs Valois..... 3260
McLegn vs Esimberg..... 3256
Pagnuelo (Dme) vs Pagnuelo..... 3255

Paulhus *et al*, faillis–Insolvents..... 3263
Powers vs Lallo..... 3261
Rivet (Delle) vs Dme Milette..... 3262

QUEBEC:—
Légaré (Dme) vs Hamel..... 3265

SAGUENAY:—
La Banque Nationale vs Langevin..... 3266

SAINT-FRANCOIS:—
Lacharité vs Gagné..... 3267

TROIS-RIVIÈRES:—
Parc Laflèche, Ltée, en liquidation..... 3267

Sicotte (Dmes) vs Fontaine..... 3264
Tétreault *et al* vs Ross..... 3263

QUEBEC:—
Paquet vs Dme Paquet..... 3265

SAGUENAY:—
La Banque Nationale vs Langevin..... 3266

SAINT FRANCIS:
Lacharite vs Gagné..... 3267

THREE RIVERS:—
Parc Laflèche, Ltée, in liquidation..... 3267

QUÉBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, printer to His Most Excellent Majesty the King.